

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fatvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 1,50 F; Danemark, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; Grande-Bretagne, 1,50 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Irlande, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 1,50 F; Liban, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suède, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; Tchécoslovaquie, 1,50 F; Turquie, 1,50 F; Union soviétique, 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.

Tout les abonnements page 21
RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 01 40 00 70
Tél. 246-72-23

pe invite l'Église de France
approfondir le rapport
entre l'action
et la contemplation

LIRE PAGE 14

Le budget
LA LOI S'APPLIQUE
COMME
COLLETTIN DE L'ÉTRANGER

ion nationale
n Catalogne

atalans viennent, une fois
de faire preuve de har-
de bon sens. Le gouver-
nement autonome formé le lundi
13, à Barcelone, montre
dirigeants politiques de
un ont su oublier leurs
s. La mise en place du
exécutif provisoire consti-
e eux un double succès :
part, il équilibre le pos-
sionnant que le président
sénéralité, M. Josep Tarradellas
semblait tenter d'exercer
leur d'extrême gauche et
d'autre part, réintègre la
réine de façon presque
tique la victoire obtenue
partis de gauche et les
ous nationalistes lors des
s législatives du 15 juin

les communistes saluent
le seul gouvernement
national existant actuel-
en Europe est composé
e pour la moitié, de ven-
les socialistes et commu-
sionnaliste de l'U.G.T.,
sionnaliste, va éliger
s d'un des principaux
rs de la région, M. Jordi

étaire général du parti
iste catalan, M. Antoni
e, enfermé pendant trois
le franquisme dans la
prison de Burgos, devient
au même titre que
rios Sentis, député de
du centre démocratique,
servi sous le régime anti-
a combattu dans les
ranquilles.

amplie coalition gouver-
nante, jusqu'à ses
s, les communistes l'espé-
rante à Madrid la signa-
« pacte de la Moncloa »,
sion commun élaboré par
vement avec toutes les
pamentaires. Une fois
le véritable pouvoir, elle
de test aux Espagnols —
si à bien d'autres nations
enues — pour vérifier si
sion, que beaucoup juge-
sion, on dangereuse à
un national, est bien celle
sion pour obtenir le
s des diverses forces
à la solution de la crise
sion, et pour défendre
ne démocratie contre les
s des et les extrémistes
de l'autre bord.

que des communistes cata-
lanes à se faire accepter
montrer l'authenticité de
communisme, c'est du parti
de M. Joan Barrientos
sion des preuves de ma-
de sagesse pour faire
à la bourgeoisie locale et
sion ce qu'on murmure ces
à Barcelone : à savoir
marxisme est en train de
er en Catalogne.

ré succès des dirigeants
sion catalans a été rempor-
tisme de M. Tarradellas
sionnement contre lui, bien
il su faire, lui aussi, ses
sion personnelles, pour
sion l'unité des forces en
ce. Les risques d'un pré-
sionisme catalan, qui ser-
sion manœuvres de Madrid
la pensée de la gauche
la région, se trouvent
sionnement atténués par la
dion le Conseil a été
et par l'arbitrage de chefs
sion qui vont gouverner aux
la président de la Générali-
sion : communiste publié lundi
sion les socialistes l'indique
sionnement, car tout en ren-
sionnement à M. Tarradellas,
sion du rôle d'arbitrage
sion à la fonction présidentielle,
sion pour les Catalans
sionnement.

tre exemplaire avec lequel
Catalogne met en place ses
sion autonomes contraste
sion qui régnait dans
sion régions d'Espagne. Ma-
sion, ce mardi, en grève à
sion des violents incidents qui
sion produits dimanche lors
sion manifestations autonomistes
sion provoque la mort d'un
sion communiste. Le président
sion provinciale a
sionnement. Comme aux
sion basque, l'empressement de
sion à mettre en place des
sion d'autonomie provisoire ne
sion pas des mêmes condi-
sion qu'à Barcelone.

nos informations page 3.)

Discorde dans le monde arabe

- Le Caire rompt avec Alger, Bagdad Damas, Aden et Tripoli
- M. Vance va se rendre au Proche-Orient pour appuyer la position égyptienne

Deux cent quatre-vingt-dix diplomates arabes se préparent à quitter Le Caire à la suite de la décision prise, lundi soir 5 décembre, par l'Égypte, de rompre ses relations diplomatiques avec les cinq pays qui ont participé à la conférence de Tripoli : Libye, Algérie, Syrie, Irak et Yémen du Sud. L'Irak, qui avait quitté la conférence avant son issue, n'a pas signé le communiqué final annonçant la décision des quatre autres pays de « geler » leurs relations diplomatiques avec l'Égypte.

Le même jour, Washington annonçait que le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, allait se rendre, le vendredi 9 décembre, au Caire, puis à Jérusalem et à Beyrouth, et, « éventuellement », à Damas, Amman et Ryad. Le but essentiel de ce nouveau voyage est d'appuyer le soutien des États-Unis au président Sadate dans ses efforts diplomatiques. Washington estime que la conférence organisée au Caire par le chef de l'État égyptien est « tout à fait compatible » avec le vœu américain d'un règlement global.

De notre correspondant

Le Caire. — La nouvelle initiative spectaculaire du rais a profondément surpris les cercles politiques et diplomatiques du Caire. Au cours du dernier week-end, l'Égypte avait appelé en consultation ses ambassadeurs dans les pays présents au « sommet » de Tripoli, ainsi que son représentant à Moscou, capitale considérée ici comme responsable de la formation d'une coalition arabe anti-égyptienne.

Les ultimes liens diplomatiques entre Le Caire et Tripoli avaient été, quant à eux, rompus par le colonel Kadhafi lors du voyage à Jérusalem du président Sadate, tandis que celui-ci, dans le même temps, déclarait *persona non grata* le délégué de l'O.L.P. au Caire, M. Gamal Sourani, considéré comme un ambassadeur, la Fédération des États arabes.

Nul n'imaginait, en revanche, que l'Égypte irait jusqu'à rompre ses relations diplomatiques, en bloc, avec un groupe où figurent des capitales arabes importantes. Les responsables égyptiens avaient même tendance, ces jours-ci, à plaindre « ces régimes arabes qui sont à la remorque de l'Émirat, véritable inspirateur du « sommet » de Tripoli ». En bonne logique, on aurait dû s'attendre, si rupture il devait y avoir, qu'elle se fit au détriment de l'Union soviétique. En frappant les « extrémistes », c'est aussi un avertissement que Le Caire donne à Moscou : « Si vous ne voulez pas être totalement écartés du processus de paix, assumiez vos positions. » Si le rais mène encore Moscou, c'est qu'il tient compte de la volonté américaine d'associer les Soviétiques à tout règlement proche-oriental.

Cependant, il l'a montré à plusieurs reprises, M. Sadate est capable de prendre toutes mesures lui paraissant être de l'intérêt de l'Égypte, sans s'embarrasser des éventuelles réactions des superpuissances.

La rupture des relations diplomatiques avec les États du groupe de Tripoli, qui, eux, s'étaient contentés de « geler », c'est-à-dire de maintenir en l'état leurs rapports avec Le Caire, a d'autant plus surpris ici que la

Syrie, selon l'attente des Égyptiens, avait joué un rôle modérateur à Tripoli. La preuve de l'action apaisante du président Assad pouvait se lire aussi bien dans la décision de l'Irak de faire cavalier seul que dans la non-condamnation par les autres participants d'une solution négociée au Proche-Orient. Dans ce cas, pourquoi

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ
(Lire la suite page 8.)

LA ROUMANIE, SPARTE DES BALKANS

L'essor économique certain et le mécontentement latent du pouvoir au centre d'une enquête de Manuel Lucbert.

Dans un second article, l'envoyé spécial du « Monde » fera le point de la politique d'indépendance des dirigeants roumains.

(Lire page 4.)

LES « NEUF » ET LA CRISE

- La spéculation s'intensifie contre le dollar
- Londres accepte un compromis sur le budget de la C.E.E.

La spéculation à la baisse du dollar et à la hausse des monnaies fortes (deutsche mark et franc suisse) s'est intensifiée mardi 6 décembre, prenant une allure vertigineuse, et menaçant d'éclatement le « serpent » monétaire européen. (Page 47.)

À Bruxelles, un accord est intervenu dans la matinée au conseil européen sur le point le plus litigieux à l'ordre du jour : la contribution des États membres au budget de la Communauté. (Page 5.) Au 1^{er} janvier, au lieu de calculer les contributions fondées sur les anciennes parités au F.M.L., les États doivent utiliser les unités de compte fondées sur les monnaies européennes, ce qui permettra d'adapter les finances de l'Europe à l'évolution survenue sur le marché des changes depuis cinq ans. Ce changement

aura pour effet d'augmenter la contribution des pays à monnaie faible, jusqu'à présent favorisés par l'ancien mode de calcul. C'est ce que refusent les Britanniques.

Mardi, M. Callaghan, premier ministre britannique, s'est rendu à l'ambassade de France où il a rencontré MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. Cette conversation a permis d'aboutir à un accord : la contribution britannique passera de 12,5 % à 16 % (au lieu de 18 % si le nouveau mode de calcul avait été intégralement appliqué).

Gilbert Mathieu analyse ci-dessous la crise économique de l'Occident, qui entrera en janvier dans sa cinquième année.

Le pot au noir

par GILBERT MATHIEU

On s'habitue à tout. Donc aussi à la crise économique de l'Occident. Au point qu'une grande majorité de l'opinion — et sans doute des responsables politiques — n'a guère pris conscience de l'originalité de cette crise. Elle est pourtant la première du genre, les crises cycliques du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième siècle ne pouvant pas lui être sérieusement comparées.

Les crises, on en connaissait à peu près le profil, la durée

moyenne et la fréquence : onze cycles entre 1820 et la guerre de 1914, deux après (crises de 1930 et 1939). Avec, à chaque fois, une dépression (faillites, chômage, baisse des prix et des salaires), faisant suite à une expansion de trois à cinq ans et précédant une reprise, d'abord dans les secteurs phares (1), puis dans l'ensemble de l'activité, aboutissant au « boom » annonciateur d'une rupture nouvelle. Les économistes se disputent depuis plus d'un siècle sur la responsabilité respective des diverses causes du phénomène et sur l'enchaînement de ses effets. Mais l'accord est à peu près général sur la description du processus et les motifs de sa répétition.

Les experts gouvernementaux d'Occident croyaient si bien

(1) Au fil du temps, la construction des canaux, des chemins de fer, de l'industrie électrique et de l'automobile jouèrent successivement ce rôle d'entraînement.

connaître ces mécanismes qu'ils pensaient, depuis vingt ans, avoir mis au point les antidotes appropriés : politiques anti-cycliques fondées sur une prévision de qualité, rôle actif des finances publiques et de l'action monétaire, pilotage adapté de la consommation, de l'épargne et de l'investissement, alternance de freinages et de relances... La « croissance sans crise » faisait même partie de la vitrine idéologique du capitalisme, à l'intention des salariés et du tiers-monde.

Las ! La crise est revenue : dix-sept millions de chômeurs en Occident, quasi-stagnation (moins de 3 % de croissance annuelle dans les pays de l'O.C.D.E. contre 5,5 % naguère), déficits graves des paiements pour la plupart des nations... Plus : la crise se prolonge au point que, après quatre années de difficultés, chacun sait maintenant que la cinquième (1978) ne sera guère meilleure que les précédentes.

(Lire la suite page 44.)

Le vide

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

« après de telles élections, ce ne sera pas le trop-plein, mais le vide ». Car déjà, lorsqu'on regarde la scène politique, on ressent une singulière impression d'absence, d'avance, de vide.

À droite, le vide. Vide le néo-gaullisme rénové : il ne parvient pas à s'affirmer vraiment malgré tout le mal que se donne M. Jacques Chirac. On est bien loin de l'ambition de « rassembler les Français », proclamée, il y a un an, lors de la fondation du mouvement.

Au lieu de rassembler sinon la France, au moins la majorité, le R.P.R. la divise de plus en plus. Perçoit-on clairement, dans le public, que son seul objectif est de ramener le maître de Paris au pouvoir et de le mettre ensuite en mesure de briguer l'Élysée ? Ou faut-il incriminer les « barons », les derniers « gaullistes historiques » qui groupent de plus en plus ouvertement contre leur président et qui, c'est nouveau, trouvent un regain d'audience auprès des cadres et des militants du compagnonnage ? En dramatisant une simple demande d'audience adressée au président de la République, M. Chirac montre bien qu'il n'entend pas apparaître comme un allié, encore moins comme un rival, mais comme le chef d'une force de pression et demain comme un rival.

Vide le gaillardisme qui ne réussit pas à s'imposer et doit perdre l'espoir de devenir « la majorité de la majorité ». Une allure dégoûtée, un langage moderne et parfois d'apparence avancée dévalent, croyait-on, accroître l'attrait qu'exerce normalement le pouvoir sur les nouveaux cadres, les meneurs d'opinion. Las ! Il n'en est rien. On n'en veut pour preuve que la difficulté avec laquelle le P.R. recrute ses candidats pour mars prochain, des candidats jeunes et dynamiques s'enlaidissant, car il ne manque pas de notables tout couronnés des cicatrices de cent batailles perdues.

Vide le centre, mais c'est son destin dans un système où tout et d'abord le mode de scrutin, concourt à son écrasement. Chacun sait qu'il

lui faudra choisir, et pour chacun le choix est déjà fait, si évident, si inévitable, que l'espoir même de constituer une utile force d'appoint est illusoire.

Bref, c'est une majorité si fatiguée, si usée, si mal à l'aise qu'elle est hors d'état de dire ce qu'elle ferait au lendemain d'élections qu'elle aurait gagnées. Ou plutôt elle n'a pas besoin de le dire, on ne le sait que trop : elle continuera à gérer tant bien que mal à la petite semaine, sans souffle et sans génie, toute à ses dérisoires querelles, en dissimulant sous un verbiage vaguement réformateur des idées résolument conservatrices et, pour le reste, en tâchant de se préserver de l'imprévisible.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

ESPACE D'ASILE

Avant même qu'il y ait une Europe fédérale, la proposition faite par M. Giscard d'Estaing d'un espace judiciaire européen tend à créer en Europe ce qu'on appelle aux États-Unis le crime fédéral.

Mais a-t-on songé à remplacer ce qui désormais disparaîtra, et qu'on connaît toutes les sociétés primitives, le lieu où l'homme pourchassé, quelle que soit l'horreur de son crime, peut trouver un refuge, en un mot à créer un espace d'asile ?

ROBERT ESCARPI.

ART PRIMITIF AU PALAIS D'ORSAY

Afrique et Océanie

« Dans les capitales d'Australie le prix maximum des objets d'art sauvage recueillis au cours de vos voyages sera de un cinquième du prix de l'hôtel des ventes de Paris ; dans les villages ou autres ports un dixième... » C'était en 1929, et Pierre Loeb, marchand de tableaux parisien, proposait un contrat à son ami Jacques Viot, « poète sans éditeur et sans emploi », qui allait partir pour l'Océanie.

Samedi 3 et lundi 5 décembre, on vendait, à l'Hôtel des ventes de Paris (étude Loudmer et Poullain, experts : MM. Rotton et Schoeller), la collection Pierre Loeb, la collection Rasmussen (un autre grand marchand) et certaines pièces de la collection Eluard. Les prix ont changé, et les rigoureuses conditions d'achat de Pierre Loeb n'ont pas été respectées. C'est que le public s'est peut-être, lui aussi, un peu transformé. « Dans les années 20, confia M. Rotton, qui fut l'ami de Paul Eluard, il n'y avait que quelques personnes à s'intéresser à l'art primitif ; Heleno Rubinstein, Jacob Epstein, ont été parmi les premiers. » Les surréalistes eux-mêmes n'aimaient pas tout dans

l'art primitif, et André Breton avouait sa difficulté à parler de l'art africain. Aujourd'hui, l'art sauvage est apprécié, il a sa place dans les salons des gros industriels et des artistes à succès. Il a perdu sa puissance de scandale et acquiesce à sa cote : le produit total de 2,5 millions constitue un record pour une vente d'art primitif dans la capitale.

L'autre soir donc, un des grands marchands d'art moderne de Paris a payé 115 000 F un pagode noufo (Côte d'Ivoire), grand oiseau aux ailes ouvertes dont le long bec fouille et fécondait effleure un ventre énorme ; perpendiculaire au demi-cercle dessiné par la courbe du bec et celle du ventre, les ailes forment un autre plan, mais rectangulaire celui-là. Ce jeu de droites et de courbes a de quoi séduire un amateur d'art moderne : il inspire les cubistes, le Picasso des « Femmes d'Alger », ému par l'art africain, mais ignorant les arts d'Océanie, connus trop tard.

JEAN-MARIE GUILHAUME.

(Lire la suite page 22.)

LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DE CATALOGNE

M. Tarradellas a fait une large place à la gauche

Les membres du conseil exécutif

Madrid. — La Catalogne possède, depuis le lundi 5 décembre, son premier gouvernement autonome depuis la fin de la guerre civile. Après plusieurs semaines de négociations difficiles, au cours desquelles les socialistes et les communistes ont semblé près de la rupture, le président de la Généralité, M. Josep Tarradellas, a annoncé la composition du conseil exécutif qui gouvernera la région pendant l'étape transitoire qui précède l'adoption d'un statut définitif d'autonomie.

Deux conseillers ont été nommés : cinq d'entre eux sont des socialistes, sept autres sont des communistes. Les représentants des autres députations provinciales doivent compléter le gouvernement. Les députés seront désignés après les élections municipales, quand les élections auront acquis un caractère démocratique. Après les élections, qui ont duré jusqu'à la dernière minute, M. Tarradellas a dû céder aux partis marxistes plus de portefeuilles qu'il n'en avait disposé à l'origine.

Le conseil exécutif catalan, formé à l'issue des négociations entre le président de la Généralité, M. Josep Tarradellas, et les différents partis catalans représentés au Parlement espagnol, a été constitué le 15 juin dernier, comportant cinq conseillers politiques sans portefeuille et sept conseillers techniques.

Conseillers politiques sans portefeuille

■ **M. JOAN RAVENTÓS.** — Agé de cinquante ans, dirigeant du parti socialiste de Catalogne, M. Raventos est entré en 1949 dans le Mouvement socialiste de Catalogne. Il a été chassé de la chaire qu'il occupait à la faculté de droit de Barcelone et arrêté en 1957. Sous le régime franquiste, il a participé activement à la création de l'Assemblée de Catalogne et du Conseil des forces politiques, deux organismes clandestins constitués pour revendiquer le rétablissement de l'autonomie. Il a été élu le 15 juin dernier député de la coalition formée par son parti avec la fédération catalane du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.).

■ **M. JOSEF MARIA TRIQUER.** — Agé de trente-trois ans, mécanicien, premier secrétaire de la fédération catalane du parti socialiste ouvrier depuis 1963, il a appartenu à la direction fédérale des Jeunesses socialistes avant de participer à la création de l'Assemblée de Catalogne.

■ **M. JORDI PUJOL.** — Agé de quarante-sept ans, banquier, dirigeant de Convergence démocratique, militant nationaliste depuis l'âge de seize ans, il a cristallisé pendant longtemps autour de son nom le sentiment catalaniste réprimé par le régime franquiste. Après avoir organisé une manifestation à Barcelone au cours de laquelle un hymne catalan fut chanté, devant quatre ministres de Franco, il fut arrêté et emprisonné pendant près de trois ans. Fondateur de la Banque catalane, il a été élu en 1974 au conseil d'administration de la Convergence démocratique, qui

La cohabitation des socialistes et des communistes

Les dirigeants du parti socialiste de Catalogne, la gauche catalane du parti communiste, affirmant qu'ils feront pour réussir leur collaboration avec les socialistes aux côtés des autres membres du conseil exécutif, ont déclaré que cette cohabitation est possible alors que les deux partis ont des intérêts opposés. M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.S.O.E., a déclaré que les deux partis ont des intérêts opposés, mais qu'ils peuvent cohabiter. M. Carrillo a déclaré que les deux partis ont des intérêts opposés, mais qu'ils peuvent cohabiter.

Conseillers techniques

■ **M. FREDERIC RAHOLA.** — Soixante ans, éditeur et avocat, collaborateur de M. Tarradellas dans les gouvernements de la première Généralité pendant la guerre civile, exilé en France pendant trois ans, promoteur de cours de langue catalane. Nommé en 1976 représentant de

Grande-Bretagne Le Parlement exige une enquête publique sur les « agents de la couronne »

De notre correspondant

Le vote des Communes représente un mouvement de révolte contre les états-majors des partis et contre les fonctionnaires de Whitehall.

À dire vrai, le rapport publié la semaine dernière sur les scandales de corruption sous la forme de pièces d'argent offertes à de hauts fonctionnaires par des dirigeants de sociétés privées, a l'appui de leur demande de prêts. L'affaire n'en reste pas moins grave dans la mesure où elle met en évidence l'incapacité et la négligence de l'administration et notamment des ministères ministériels ayant la responsabilité des « agents de la couronne ». En fait, cette responsabilité n'a jamais été clairement définie. Un des points essentiels du programme de réforme plusieurs fois envisagé, mais jamais mis à exécution, était justement d'établir de quel ministère dépendrait cette institution qui s'est développée dans le secret des lobbies administratifs.

Après la mort d'un syndicaliste

L'ATMOSPHÈRE RESTE TENDUE EN ANDALOUSIE

Malaga (A.F.P.). — Seize personnes ont été blessées, dont deux policiers, au cours d'incidents qui ont eu lieu lundi soir 5 décembre à Malaga après les obsèques de Manuel Garcia Caparros. Ce militant des commissions ouvrières (syndicat de tendance communiste) avait été tué dimanche lors d'une manifestation en faveur de l'autonomie d'Andalousie (le Monde du 6 décembre). Le gouverneur civil de Malaga a estimé dans un communiqué que les incidents consécutifs aux obsèques du jeune homme ont causé de graves dégâts dans la ville.

A TRAVERS LE MONDE

Bermudes

CALME régnait lundi soir dans la capitale bermudaise, après la visite de deux cent cinquante marins britanniques, s'étant établis après des heures de négociations, et le gouvernement de Londres envisage d'envoyer à leur base de rt ce mardi quatre-vingts soldats britanniques armés de fusils de calibre .303 (ancien durs britanniques). — (A.F.P.)

Italie

■ **LE CHANCELLIER HELMUT SCHMIDT ET M. GIULIO ANDREOTTI**, président du conseil italien, se rencontreront à Vérone le 11 décembre. Primitivement fixé au mois d'août, cet entretien avait été reporté à la suite de l'évasion de l'hôpital militaire de Rome du criminel de guerre Herbert Kappler. — (A.F.P.)

Panama

■ **LE GÉNÉRAL OMAR TORRILLOS**, président du Panama, a annoncé vendredi 2 décembre deux décrets qui restreignent notamment le droit de réunion, a annoncé samedi le journal pro-gouvernemental *Matutino*. Le 12 novembre, il avait promis à des sénateurs américains qu'il mettrait fin à la dictature militaire si le Sénat américain ratifiait le traité sur le canal de Panama. L'un des deux décrets autorisait le gouvernement à juger sommairement toute personne suspectée de subversion, l'autre interdisait les rassemblements importants dans la capitale et à Colon. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

■ **LE CHANCELLIER BRANDT** aurait été amené à démissionner le 6 mai 1974 parce que l'agitation de sa vie privée le rendait « incapable » de son poste, a déclaré son collaborateur direct, espion su

République sud-Africaine

■ **L'ÉVÊQUE ANGLICAN** de Johannesburg, le Révérend Timothy Sheen, a accusé, dans un communiqué publié lundi 5 décembre, le gouvernement sud-africain de persécuter l'Église. Évoquant l'arrestation dans la cité africaine de Robert de la part des policiers blancs, l'évêque a déclaré qu'il était « difficile de ne pas réagir avec colère, haine, amertume et désespoir lorsque la première action d'un gouvernement nouvellement élu est de persécuter l'Église de Dieu ». — (A.F.P.)

Service de la R.D.A. Telle est la thèse exposée dans ses Mémoires par M. Günther Nolau, ancien chef de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution. — (Corresp.)

Lou Andreas-Salomé

MA VIE

Nietzsche, Rilke, Freud...

puf

EUROPE

LA ROUMANIE, SPARTE DES BALKANS

I. — Essor économique et centralisme excessif

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Bucarest. — Chaque retour à Bucarest provoque le même sentiment, étrange et ambigu, de se trouver au milieu d'un peuple économiquement proche par la langue et la culture, et pourtant si différent, si versatile dans ses comportements qu'il en devient parfois insaisissable. Cette malaisance au caractère — ou cette extrême souplesse — qui a donné naissance depuis deux siècles à des diplomates de grande classe, est-ce le tribut imposé par l'histoire, le prix à payer pour la survie de la nation ?

Le régime, qui a fait de l'enseignement de l'histoire l'un des fondements de son action politique et culturelle auprès des masses et sur tout de la jeunesse, vient de décider de fêter solennellement le deux mille cinquantième anniversaire de la création du premier empire par le roi Burebista. Les Daces sont aux Roumains ce que les Gaulois sont aux Français. Quant à Burebista, il mourut, paraît-il, la même année que César.

Sans une rare ténacité, au moins égale à leur faculté d'adaptation, les Roumains n'auraient sans doute pas réussi à se maintenir, à travers les siècles, dans ce coin d'Europe exposé qu'on appelait autrefois, avec une légère condescendance, la Moldo-Valachie. La conscience de l'histoire reste chez eux très vive, et elle

explique pour une part la politique des dirigeants actuels : développement économique intensif en vue de la création d'un Etat fort sur le plan intérieur, recherche permanente du maximum d'indépendance et souci d'équilibre avec les puissances sur le plan extérieur.

Nul ne conteste, aujourd'hui, l'essor économique de ce pays, au demeurant richement doté par la nature. Nul non plus ne nie que les sacrifices exigés de la population pour y parvenir ont été et demeurent très lourds. Mais les chiffres sont là : la Roumanie, avec ses 21 millions d'habitants, produit cette année quelque 11 millions de tonnes d'acier, plus de 16 milliards de kWh d'énergie électrique et environ 27 milliards de mètres cubes de méthane (un des tout premiers producteurs du monde). L'industrie automobile n'en est encore qu'à ses débuts : 70 000 véhicules sortent actuellement, tous les ans, de l'usine de Pitesti (possédée une Dacia 1300, le modèle roumain de la Renault 12, reste un luxe, puisque le prix d'achat est de 70 000 lei, alors que le salaire moyen se situe autour de 2 000 lei), mais, grâce à l'accord signé cette année avec Citroën, la production devrait atteindre 200 000 à 250 000 véhicules par an vers 1981.

L'approvisionnement paraît s'être amélioré

Le pays se suffit à lui-même pour les céréales. La récolte de 1977 devrait être un peu moins bonne (18 millions de tonnes) que celle de 1976 (20 millions de tonnes), mais des réserves ont été constituées. A en juger par les vitrines des magasins, tout au moins à Bucarest, et les témoignages de résidents, l'approvisionnement paraît s'être amélioré depuis la crise de l'automne 1976, qui avait nécessité des mesures d'urgence. Ce résultat a été acquis grâce, notamment, à une réduction des exportations agricoles. Des difficultés, ouvertement reconnues, subsistent

encore, toutefois, pour l'huile, le sucre et même la viande. La croissance des effectifs bovins et ovins est, en effet, restée en deçà des prévisions. Un effort particulier est annoncé pour l'année prochaine.

L'activité du commerce extérieur est menée avec prudence. La Roumanie est l'un des pays de l'Est les moins endettés vis-à-vis de l'Occident. Les marchés du tiers-monde sont systématiquement prospectés, les dirigeants de Bucarest ne se faisant guère d'illusions sur leur capacité d'exporter beaucoup leurs ventes dans les pays de l'Occident. Le cas des échanges

avec la France fournit à cet égard un bon exemple. Alors que ces dernières années la tendance était à la réduction du solde négatif roumain, celui-ci connaît sans doute à la fin de cette année un doublement (de 150 à quelque 300 millions de francs). Dans l'ensemble, l'activité économique se présente donc sous un jour plutôt favorable et le président Ceausescu va pouvoir s'en féliciter pendant la conférence nationale du parti. L'indépendance énergétique presque totale,

Des mouvements de mécontentement

Dans ces conditions, comment expliquer les mouvements de mécontentement qui ont agité ces derniers mois de la vallée du Ghu et qui semblent avoir eu des échos dans d'autres centres industriels, jusqu'à Bucarest ? Les motifs immédiats de cette crise ont été reconnus : modification de la loi sur les retraites supprimant certains avantages acquis, approvisionnement défectueux des centres ouvriers, mauvaises conditions de travail. Il y a aussi des causes plus profondes. Plus difficiles à modifier qu'une loi ou qu'un contrat de distribution, elles exposent le régime roumain, comme d'habitude d'autres sociétés européennes, à de mauvaises surprises : l'économie est trop manifestement privilégiée au détriment du social ; les mécanismes de consultation ou de participation

aux décisions sont quasiment inexistantes ; le style de direction du pays reste aussi autoritaire et personnel que par le passé. Le taux d'accumulation fixé par les planificateurs pour l'année 1978 est de 33 %, le plus élevé d'Europe de l'Est (Albanie mise à part) ; il représente 33 % à 34 % du revenu national. Cet indice a été maintenu dans le plan 1978. La consommation est donc délibérément sacrifiée. L'adoption d'un programme de production supplémentaire témoigne de la même mentalité volontariste de dépense à tout prix d'objectifs déjà ambitieux. Pour les deux premières années du plan quinquennal un surplus de quelque 28 milliards de lei a été accumulé. Pour réaliser le programme de 130 milliards, la productivité du travail devra encore augmenter.

Gouverner par décrets

Cet état de choses se prolonge jusqu'en septembre 1978. Une autre série de réajustements devra intervenir à partir de février 1979. Au total, pendant la durée du quinquennat, les salaires s'accroîtront en moyenne de 30 % au lieu des 20 % initialement prévus. La conférence nationale devrait entériner la décision de réduire progressivement la durée du 1^{er} janvier prochain la durée de la semaine de travail de

quarante-huit heures (ou plus) actuellement à quarante-six, puis quarante-quatre heures. Cette opération prendra toutefois plusieurs années.

Plus difficile à mettre en œuvre est le dialogue — le mot est beaucoup employé ces temps-ci — avec la population. Le parti est tellement conscient que le syndicat a perdu toute utilité en ce domaine — contrairement aux timides espoirs nourris, lui comme ailleurs, il y a quelques années — qu'il a créé cette année des conseils de travailleurs. Le syndicat étant définitivement canonisé dans les activités socio-culturelles, les conseils doivent le suppléer dans ses fonctions économiques et idéologiques perdues. Mais cette organisation semble parfaitement bureaucratique. Sa structure est calquée sur celle du parti, dont elle vise à renforcer le rôle et la présence dans l'activité économique. A la base, dans les entreprises, le président du conseil des travailleurs est le secrétaire de l'organisation du parti. Il a sous ses ordres le directeur de l'usine. Au sommet, le chef de l'Etat lui-même chapeaute tout le système.

Le conseil national créé dans l'agriculture sur le même modèle, est dirigé par le chef du gouvernement. Au fond, ce sont toujours les mêmes qui « dialoguent » avec les masses.

Cette forte centralisation du pouvoir est un trait spécifique du système roumain. A cette tendance s'ajoute le style personnel de direction du président Ceausescu dont le culte n'a pas faibli depuis le dernier congrès du parti, il y a trois ans. La plupart des décisions sont prises sur son « initiative propre ». Sa « conviction » est indiscutable dans les domaines d'activités les plus divers et sans cesse renouvelée. La pratique de gouverner par des décrets présidentiels ou du Conseil d'Etat (qui est présidé par M. Ceausescu) s'est solidement installée. Elle aboutit parfois à des situations incompressibles, comme le montre la manière dont a été adopté récemment le nouvel hymne d'Etat (voir encadré).

Avec le développement économique — les marxistes parlent du développement des forces pro-

ductives — la Roumanie, comme avant elle d'autres pays communistes plus avancés, se trouve de plus en plus aux prises avec l'indépendance de ses structures politiques à la situation d'un Etat

UN RAJOUT TARDIF

Le 28 octobre dernier, la Grande Assemblée nationale roumaine adoptait le texte remanié de l'hymne d'Etat : « Les Trois Couleurs ». Le projet avait déjà été approuvé, la veille, par le comité central du parti. Les modifications par rapport à l'ancien texte consistaient, pour l'essentiel, à supprimer l'allusion à la « fraternité d'armes » roumano-soviétique.

Surprise ! Le 17 novembre, la presse publie un décret du Conseil d'Etat portant modification du texte de l'hymne national, moins de trois semaines plus tard, par les plus hautes instances du pays. On se serait aperçu, entre-temps, qu'on avait oublié d'exciter l'idée de défense de la patrie. Elle semblait pourtant amplement exprimée dans les trois premières strophes, ainsi que la « politique extérieure de paix et d'amitié du peuple roumain ». Effectivement, cette strophe supplémentaire menaçait les ennemis de la Roumanie d'écrasement et, dans un même souffle, proclamait la paix avec les autres nations.

La loi prévoyait la possibilité d'une modification de l'hymne par décret du Conseil d'Etat, seulement pour des « harmonisations et arrangements musicaux ». Un mythe subsistait sur les raisons qui ont poussé à ce rajout tardif. — M. L.

moderne et industrialisé. Timidement, l'exigence démocratique — fût-ce dans le cadre socialiste — devrait se faire davantage sentir. Ce pays ne pourra pas d'ailleurs se réputation de « Sparte des Balkans ».

Prochain article :

LA QUÊTE CONSTANTE DE L'INDÉPENDANCE

-15%
sur une sélection
de manteaux et vestes de
FOURRURE

marqués d'un point rouge :

vison, rat d'Amérique, renard, loup, marmotte, murmel, zorinos, ragondin, astrakan, pattes d'astrakan, agneau...

jusqu'au 14 décembre

"fourreur signataire de la charte de la fourrure française"

MAGASIN 1-4^e ETAGE



Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY



VILLARS SUR OLLON - SUISSE

225 unités habitières de luxe à Villars-sur-Ollon (1 200 m) la station des 4 vallées. Une toute nouvelle formule de vente en propriété par étages, avec inscription au Registre Foncier et autorisation d'achat pour étrangers. Vous profiterez de tous les avantages d'un Palais (piscine, restaurant, sauna, solarium, massages) SANS Y ÊTRE LIÉS FINANCIÈREMENT. Hypothèque 70 % à disposition. Renseignements nous faire parvenir au : DOMAINE DE BOCHERIE 100, rue de la République, 12, 1000 Lausanne, tél. : 20-23-38, télex : 235-235. Profitez également de notre offre spéciale pour les derniers appartements dans nos achats résidentiels à proximité immédiate de l'hôtel.

VIENT DE PARAÎTRE

Libération
Edition spéciale



L'AFFAIRE ALLEMANDE
De l'enlèvement de H.M. Schleyer à la mort d'Andreas Bauder



EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

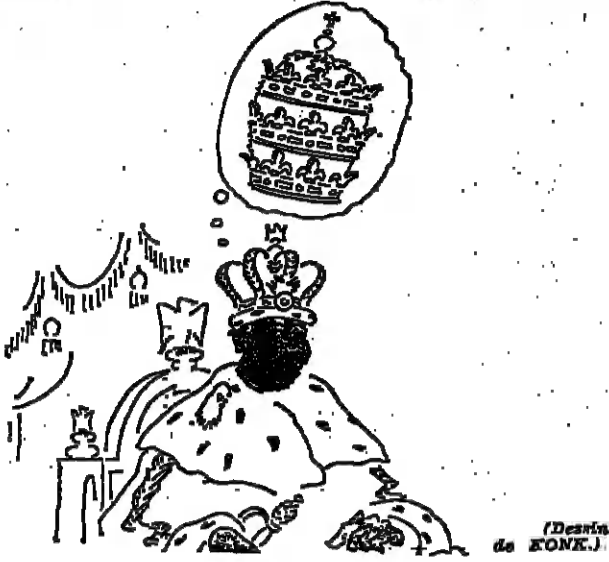
AFRIQUE

Centrafrique

LES ÉTATS-UNIS NE POURSUIVRONT PAS LEUR AIDE A BANGUI EN RAISON DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Un grand défilé civil et militaire a conclu à Bangui, le lundi 5 décembre, les festivités du couronnement de Bokassa I^{er}. A l'issue de ce défilé, l'empereur a décoré de l'« ordre impérial du mérite » les principaux organisateurs des cérémonies, dont le coût est évalué à plus de 100 millions de francs.

Le porte-parole du département d'Etat a déclaré, lundi, à Washington, qu'en raison de la violation des droits de l'homme, les États-Unis « ne poursuivront pas » leur aide à l'empire centrafricain « compte tenu, par ailleurs, des sommes dépensées par ce pays démuné ». Toutefois, les engagements pris pour les années budgétaires 1977 et 1978, soit 800 000 et 475 000 dollars, seront honorés.



Vient de paraître :

L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE et Madagascar (17^e édition)

(270 pages, format 21 x 27, 28 cartes)

L'exemplaire France et zone franc : 75 F - Étranger : 80 F

L'organisation politique et administrative et la situation économique et financière au début d'octobre des vingt-cinq États africains où l'on parle français. Un instrument de travail pratique et actuel pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent ou y ont des responsabilités. Un ouvrage qui fait gagner du temps.

C'est le numéro exceptionnel de la « Revue Europe-Outremer », 6, rue de Bassano - 75116 PARIS - Tél. : 720-23-94.

Une tragédie bouffe

Le couronnement de l'empereur Bokassa I^{er} de Centrafrique, dans le style napoléonien, n'est pas seulement un spectacle surréaliste, une sorte de jeu de cadavre exécuté de l'histoire, qui chacun le sait, ne se répète jamais, mais peut bégayer de rire. C'est un événement politique significatif. Cette incroyable mascarade dévoile quelques vérités amères et comporte quelques leçons.

De quel « agilité » en effet ?

Arrivé au pouvoir il y a plus de dix ans, comme tant d'autres, par la vertu du coup d'Etat, un « soudain » — le terme est du général de Gaulle, que la dévotion de Bokassa agaçait — devient l'un des plus maléfiques et des plus tyranniques chefs d'Etat du continent. A l'intérieur, il terrorise dans un style où se mêle l'Ubu et Courtesane ; le *Journal officiel* publie l'ordonnance 75/058 aux termes de laquelle les voleurs auront l'oreille ou la main coupée, les délinquants de la prison de Bangui sont bâtonnés jusqu'à ce que mort s'ensuive, des officiers déperissent, un rival éventuel est torturé atrocement. En politique étrangère, il fait tout et le contraire de tout ; traite publiquement le secrétaire général de l'ONU de « colon » et de « traître » ; L'indéfectible soutien de la France, où il achète ses châteaux et ses boîtes fortes, est la seule constante de ce tohu-bohu. D'ailleurs le maréchal, patriote français comme on n'en fait plus, est sans doute le seul chef d'Etat au monde à avoir la double nationalité. Il touche pieusement sa retraite de capitaine et vote dans l'ancienne métropole... pour la majorité.

Soudain, cet enfant de Jules Ferry et de la coloniale se prend pour le Corse aux cheveux plats.

« Fant-il avoir la peau blanche pour avoir le droit d'être Napoléon ? L'apprentissage de la démocratie passe par la passion des cours et des faubas », dit sérieusement un commentateur de radio. Pour sa part, le ministre de la coopération, qui dirigeait la délégation française, s'efforce à atténuer le ridicule de sa mission en traçant un parallèle bien venu entre le jubilé de la reine Elizabeth et le couronnement du César de Bangui. Ne pas voir cette similitude, c'est, dit-il, faire preuve de « racisme ».

Hélas ! le racisme, dans cette affaire, est beaucoup plus subtil. Il consiste à agir comme si, en fin de compte, aucune tyrannie et aucune extravagance n'étaient vraiment surprenantes de la part d'un Noir au pouvoir. Admettre que le continent noir se prête particulièrement aux pantonnades. Que les fantômes d'un enfant de troupe sont les bienvenus s'ils font l'affaire de négociants et de bijoutiers de Paris.

Du même coup, la France accepte que lui soit présentée, à la face du monde éberlué et goguenard, une caricature de sa colonisation et de son histoire. Elle, qui forma des grands chefs d'Etat africains, étudie dans ses facultés ou parlements dans ses Assemblées, flette sans vergogne l'orgueil d'un histrion. « Quelque ce sentiment ne soit point du tout convenable à un aussi chétif animal que l'homme — écrivait précieusement Voltaire à l'article « Orgueil » de son Dictionnaire philosophique — cependant, on pourrait le pardonner à un César ou à un Solon. Sinon il y a de quoi rire longtemps. » La tragédie-bouffe de Bangui prête-t-elle vraiment à rire ?

P.-J. FRANCESCHINI.

Maroc

Un colloque sur les collectivités locales doit améliorer les rapports entre le citoyen et l'Etat

De notre envoyé spécial

Marrakech. — Organisé par le ministère de l'intérieur, le colloque national sur les collectivités locales a mis en œuvre, selon les propres mots du roi Hassan II, qui en présidait, le 1^{er} décembre, la séance inaugurale, « une nouvelle philosophie de la coexistence entre les citoyens et l'Etat ». Le souverain a appelé les partis politiques à la concertation avec l'administration de tutelle par le jeu des assemblées communales et des conseils provinciaux. Il s'agit d'une ouverture nouvelle, tout juste un an après les élections de ces assemblées. C'est la première fois que de semblables assemblées se tiennent, et elles sont d'autant plus remarquables que l'unité s'est faite pour répondre à cette invitation au dialogue, en dépit des réserves émises par certains sur le scrutin.

Aux côtés de membres du gouvernement et de fonctionnaires qui traitent divers thèmes — tels la place des collectivités locales dans le développement économique et social du Maroc, — des universitaires, membres de conseils municipaux, ou des députés appartenant à l'opposition (c'est le cas, par exemple, de M. Fatah Qualou, Union socialiste des forces populaires, ou de M. Abdelaziz Bial, Parti du progrès et du socialisme-communiste — président des exposés au colloque. Le ministre de l'intérieur, M. Mohamed Benhima, les a remerciés.

De l'organisation communale telle qu'elle avait été définie par une loi en 1960 — année des premières élections communales après l'indépendance — à la nouvelle charte communale de 1976, le chemin parcouru est grand. La charte a accru très sensiblement les compétences du président du conseil communal et celles de cette assemblée, tout en réduisant considérablement les attributions de l'autorité de tutelle. Depuis une dizaine de mois, les mécanismes de la charte se rodent. Ce laps de temps a été jugé suffi-

sant par l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) pour émettre certaines réserves qui ont été prises en compte par le parlement. Le colloque est de nature à permettre aux élus des collectivités locales d'acquiescer une meilleure connaissance pratique de l'étendue de leurs tâches et de leurs responsabilités, c'est-à-dire, à terme, à préparer d'autres évolutions. D'observateurs, venus des États-Unis, de Tunisie, d'Égypte, d'Italie, d'Espagne et de Mauritanie, assistent aux travaux.

Le ministère français de l'intérieur est représenté par MM. Maurice Po et Marcel Blanc. Quatre ministres, un vice-président de conseil général français sont également présents à Marrakech.

LOUIS GRAVIER.

Dans le n° de décembre

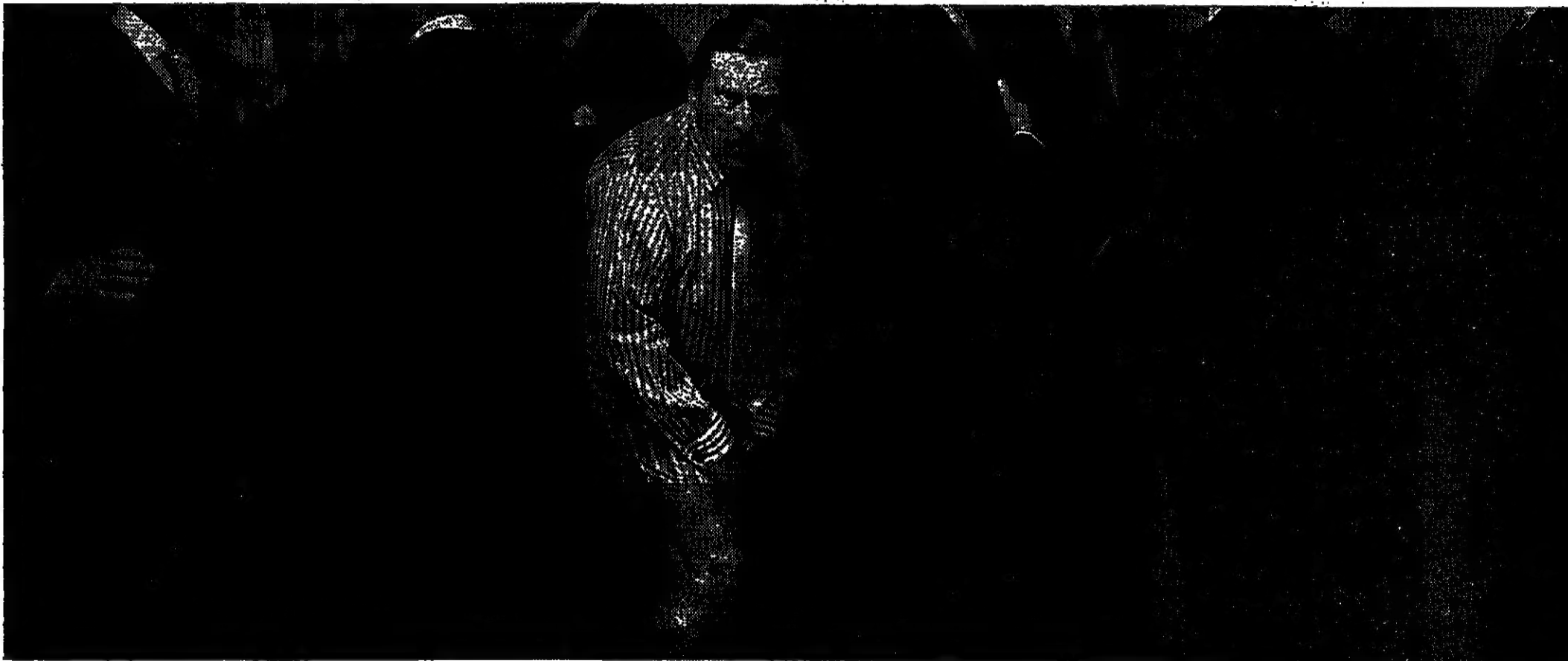
demain

L'AFRIQUE

Révéle

la véritable nature du conflit saharien

En vente : 7 F. chez tous les marchands de journaux



Ressentez-vous cette impression lorsque votre ordinateur vous lâche ?

Alors couvrez-vous avec l'informatique répartie.

Aujourd'hui, votre ordinateur ne compte pas uniquement de l'argent. Il en produit. Aussi, quand il vous lâche, même pour peu de temps, vous vous sentez dépouillé.

Et c'est toujours désastreux, particulièrement quand cela perturbe un service dans une banque, une compagnie d'assurances, un réseau de distribution.

Nous vous offrons le moyen de vous couvrir et, simultanément, de pallier les faiblesses de votre organisation.

Ce moyen, c'est l'informatique répartie.

L'ordinateur au cœur de l'application. Dans les bureaux, entrepôts, usines. Partout où une plus grande efficacité est recherchée.

Pour accéder à l'informatique répartie, utilisez les ordinateurs de Digital Equipment. Ils sont compacts, robustes et faciles à mettre en œuvre.

Par leur conception modulaire, ils sont également économiques et peuvent évoluer en fonction de vos besoins. Ils ne remplacent pas votre ordinateur central, ils le déchargent de certaines tâches et le suppléent en partie si nécessaire. Chaque système de Digital Equipment peut être autonome. Ou relié à un matériel équivalent ou plus puissant, tel le DECsystem-10 capable de gérer une base de données considérable. Ou encore connecté à votre ordinateur central.



L'informatique répartie, un concept souple qui a déjà fait ses preuves dans les plus grandes entreprises européennes. Une solution fiable que vous mettrez en pratique pas à pas.

Premier pas : informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie. Notre expérience est fondée sur plus de 90.000 installations à travers le monde.

Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saarlouis, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33. Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.

digital

Digital Equipment Corporation

L'informatique répartie pour une gestion efficace.

هكذا من الأصل

Revenir
Lyon...

Revenir
Lyon...
Le Club Les Eum...

AFRIQUE

Enclavé dans l'Afrique du Sud

LE BANTOUSTAN DU BOPHUTHATSWANA DEVIENT « INDÉPENDANT »

De notre correspondant

Mafeking. — Le 6 décembre à 0 heure est né le plus étrange des États. Pour la seconde fois en un peu plus d'un an, l'Afrique du Sud accorde, en effet, l'indépendance à un Bantoustan : le Bophuthatswana, un pays en sept morceaux enclavés pour l'essentiel en Afrique du Sud avec cependant deux frontières communes avec le Botswana.

Lorsqu'un membre du gouvernement ou le président lui-même, le chef Lucas Mangope, désire affecter une tournée d'inspection à travers ses provinces, il ne devra pas traverser moins de quatorze frontières, et parcourir plus de kilomètres à travers le Transvaal, la province du Cap et l'État libre d'Orange en Afrique du Sud que dans son propre pays, Pretoria, à qui l'on fait remarquer l'anomalie de cet État en matière, donne volontiers l'exemple du Japon ou de la Grèce : « Il veut mieux être comme le Bophuthatswana, entouré d'un pays ami, que, comme la Grèce, entouré d'eau », s'est exclamé, lors de la dernière session parlementaire, M. M. C. Botha, ministre

de l'administration bantoue. Et, si l'on insiste trop, on s'entend répliquer imperturbablement : « L'Afrique du Sud, elle aussi, risque beaucoup, pense que nous créons un État africain à portée de canon de Union Buildings » (siège du gouvernement sud-africain). Pour le moment Pretoria n'a rien à craindre, même si le chef Mangope a décidé d'opter pour un service national pour tous. Son armée ne compte que deux cent cinquante hommes. Fortement encadrés par des officiers sud-africains, et dont l'instruction n'a commencé qu'il y a six mois. Quoi qu'il en soit, les deux pays ont signé un pacte de non-agression... Soixante-six traités lient Pretoria à son satellite.

Un simple regard sur la carte montre que le Bophuthatswana dépendra encore longtemps de ceux qui l'ont engendré. Il est plus défavorisé que le Transkei, premier Bantoustan qui a ainsi acquis son indépendance l'an passé, mais qui est reconnu par

la seule Afrique du Sud. Il possède cependant un atout supplémentaire, ses ressources minières, principalement le platine avec la deuxième mine du monde, l'Impala Platinum (la première se trouve à quelques kilomètres de là, en Afrique du Sud, à Rustenburg). Le gouvernement lswana espère en retirer un revenu d'environ 30 millions de rands chaque année. Malheureusement, actuellement le marché du platine n'est pas florissant et les débouchés sont restreints.

Si comme le dit le secrétaire à l'Agriculture, M. D. J. Beuster, « le pays pourrait être auto-suffisant en produits agricoles et même exporter », il ne produit pour le moment que 10 % de la consommation locale.

Mais, après tout, on pourrait ne pas trop s'attarder sur les anomalies du jeune État si l'on était persuadé de la volonté de la majorité d'acquiescer à une indépendance réelle. Or il n'en est rien. Il y a certes un recensement des élections législatives où partisans et ennemis de l'indépendance se sont affrontés, mais elles n'ont guère de sens. L'Assemblée législative du Bophuthatswana est composée de quatre-vingt-dix-neuf membres. Quarante-huit sont désignés (chefs et personnalités, quarante-huit députés désignés par les derniers désignés par le président. Avant même que les élections soient organisées, les électeurs savent que quarante-sept des quarante-huit députés désignés étaient des partisans de M. Mangope et de son Bophuthatswana Democratic Party. Comment peut-il en être autrement puisque le gouvernement du Bophuthatswana paie les chefs et a licence de les nommer et de les démettre ?

Les jeux étant déjà faits, très peu d'électeurs se sont déplacés jusqu'aux urnes les 22, 23 et 24 août dernier.

Les oppositions

Il n'y a, par ailleurs, pas de vote secret pour les illettrés (près de la moitié de la population adulte). Ceux-ci doivent donc oralement au responsable des urnes pour qu'il les inscrivent, et deux personnes au moins assistent à la procédure.

Seulement 13 % de la population a finalement participé aux élections, qui ont confirmé la domination du chef Mangope et de son parti.

Les adversaires de l'indépendance ne sont cependant pas restés muets, et dès que celle-ci fut prévisible au vu des résultats et des organisations de la conscience noire manifestant leur opposition.

En juillet dernier, treize organisations se réclamant de la Conscience noire ont adressé une lettre au chef Mangope pour lui demander de renoncer à l'indépendance. Le World avait fait du sujet son cheval de bataille, et cela lui pesait lourd dans la décision

du gouvernement sud-africain d'interdire le quotidien.

L'African National Congress (A.N.C.), interdit depuis 1960, s'oppose, lui aussi, à cette « prétendue indépendance » et à toute partition de l'Afrique du Sud. Dans une récente émission de radio diffusée à partir de la Zambie, le mouvement fustigeait la création d'un super-casino construit pour attirer les Sud-Africains blancs, pour qui tout jeu de hasard comme les relations sexuelles interraciales sont interdites dans leur pays aux yeux de l'A.N.C., le Bophuthatswana ne restera qu'une réserve de main-

LE CHEF LUCAS MANGOPE

Un travailleur acharné

Le crâne rasé, trois rides profondes entre les yeux, des traits taillés au burin et qu'une fine moustache assise d'arcade, le chef Lucas Mangope est d'un abord sévère.

Ses amis disent de lui qu'il est un travailleur acharné. Il aurait un sens aigu de l'humour, qu'il aime que les journalistes n'ont pas encore pu vérifier tant il les aime peu. Ses ennemis le disent arrogant et incapable de reconnaître qu'il a tort.

Le chef Lucas Mangope est né le 4 décembre 1924 à Mafeking, près du Botswana. Il a succédé à son père comme chef des Mafeking en 1959. En 1961, il est devenu le premier vice-président du territoire lswana, puis, dix ans plus tard, ministre en chef (premier ministre).

Professeur de formation, il a épousé, en 1951, une jeune infirmière qui lui a donné sept enfants, dont trois sont à l'université.

d'œuvre pour l'Afrique du Sud. Les Tswana seront réduits au rôle de travailleurs immigrés.

Autres adversaires du gouvernement : les Pétis, les Sotho ou les Zoulous, qui se trouvent malgré eux embarqués dans l'aventure. Car si, en théorie, le développement séparé veut que les Bantoustans soient créés pour chacune des ethnies, au Bophuthatswana près d'un tiers des résidents ne sont pas lswana, et la plupart d'entre eux sont attirés par le nationalisme du chef Mangope.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

CORRESPONDANCE

Apartheid et bantoustans

M. Bonillon, rédacteur en chef d'Apartheid, non ! nous écrit à la suite de la publication dans le Monde du 3 décembre d'un point de vue de M. Jacques Soustelle.

Selon M. Soustelle, la condamnation de l'apartheid devrait s'accompagner d'une reconnaissance des bantoustans indépendants, tel le Transkei, puisque « toute discrimination y est abolie ». (Cette dernière proposition est fautive, mais on peut être mal informé et ce n'est pas l'important). Faudrait-il donc rappeler à cet éminent chercheur qu'apartheid signifie, en afrikaans, « développement séparé », et que les bantoustans en sont la pièce maîtresse, l'aboutissement, l'incarnation même ? Condamner l'apartheid et condamner la politique des bantoustans, c'est, stricto sensu, la même chose.

Faudrait-il lui rappeler, par ailleurs, la masse des études soignées à cette politique, depuis le rapport très officiel de 1954 (la commission Tomlinson) jusqu'au récent *Divide and rule: South Africa's Bantoustans*, de B. Rogers, en passant par les publications de l'Institut des relations raciales d'Afrique du Sud ? Lui opposera-t-on les chiffres effrayants qui révèlent que ce système n'est que l'insupportable déguisement d'une mascarade d'indépendance, d'un processus de sous-développement accéléré des « foyers nationaux » africains, au profit exclusif des Blancs d'Afrique du Sud et des multinationales ? Que ces mêmes Blancs, les « réformateurs » qu'il nous vante et les conservateurs, ne se divisent que sur la meilleure manière d'institutionnaliser ce processus (« fédération » ou républiques séparées, par exemple), et d'en garantir le meilleur des fonctionnements possibles ?

Peine perdue, sans aucun doute : M. Soustelle, comme quelques autres propagandistes du gouvernement sud-africain, prétend parler de l'Afrique du Sud sans dire un seul mot de la réalité de son système et de la répression atroce qui en est la loi, mais en parlant de celle qui sévit ailleurs dans le monde, comme s'il n'y avait plus d'apartheid en Afrique du Sud dès qu'il existait ailleurs !

Maroc

Un colloque sur les collectivités locales pour améliorer les rapports entre le citoyen



composé de plusieurs parcelles, le Bophuthatswana a une superficie de 30 000 kilomètres carrés et une population de 174 000 résidents à l'intérieur pays et de 1 253 000 personnes vivant en République Sud-Africaine. Le Bantou est « temporairement » Montshwa jusqu'à la construction de Mmabatho.

Revenir à Lyon...

... pour vivre pleinement dans le confort et la sécurité.

Au cœur du vrai Lyon des Lyonnais, entre la Part-Dieu et le Parc de la Tête d'Or : la Résidence-Club Les Euménides.

Un immeuble luxueux en copropriété sur son terrain, doté de tous les services, tous les aménagements qui rendent à la fois la vie meilleure et plus sûre.

Le premier étage, centre des activités du Club, est déjà terminé et décoré.

Venez le visiter

Résidence Club Les Euménides

NOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE : _____

Si vous désirez en savoir plus sur la Résidence-Club Les Euménides, renvoyez ce coupon à l'adresse suivante :

"Les Euménides"

152, rue Duguesclin 69006 Lyon - Tél. 24-56.02

de 14 h 30 à 19 h. Sauf le mercredi.

LA RECHERCHE

le numéro de décembre est paru



Vous ne l'avez peut-être pas immédiatement reconnu : le personnage central du dessin ci-dessus est Georg Cantor, le fondateur de la théorie des ensembles.

Un Cantor dont les échanges de lettres avec le pape Léon XIII et les théologiens de son entourage à propos des nombres transfinis tentent un curieux jour sur l'histoire de la pensée mathématique. Dans le numéro de décembre de La Recherche, un article de Pierre Thuillier raconte et analyse cet épisode qui met en question bien des idées reçues sur les mathématiciens et sur la nature de leurs recherches.

Au sommaire du même numéro, vous trouverez beaucoup d'autres articles parmi lesquels :

Les centrales solaires,
par Michel Rodot, Jean Defandre, Jean-Claude Etievant et Jean-Laurent Peube.

Psychiatrie et société,
par Léon Eisenberg.

Herpèsvirus et cancer,
par Alan B. Rickinson.

Les nombres transcendants,
par Michel Waldschmidt et Jacques Vêlu.

Les ressources génétiques des plantes, par Subodh Kumar Jaiin.

Les prix Nobel 1977,
par Pierre-Gilles de Gennes, Jacques Chanu et Roger Assan.

LA RECHERCHE

57, rue de Seine 75006 Paris
abonnement : 115 F TTC (11 numéros)
vente en kiosque : le numéro 13 F TTC

PROCHE-ORIENT

LA RUPTURE DE L'ÉGYPTÉ AVEC LES PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE DE TRIPOLI

Le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, accomplira un nouveau voyage au Proche-Orient du 9 au 15 décembre. M. Vance se rendra en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban et en Arabie Saoudite. Une escale en Syrie est également possible. Selon l'administration américaine, le secrétaire d'Etat se propose d'« examiner les chances d'un règlement global du conflit israélo-arabe ». Les gouvernements israélien et égyptien ont accueilli avec satisfaction l'annonce du voyage de M. Vance qui commencera par Le Caire. M. Vance y est attendu vendredi prochain, venant de Bruxelles, où il doit assister jeudi et vendredi aux travaux du conseil ministériel de l'Otan.

Le porte-parole du département d'Etat a déclaré, lundi, que le secrétaire d'Etat avait rencontré aux dirigeants arabes que Washington est « totalement favorable » à la tenue de la prochaine conférence du Caire et que le dialogue israélo-égyptien est « tout à fait compatible » avec la recherche d'un accord général de paix au Proche-Orient.

Dans la soirée de lundi, les autorités égyptiennes ont annoncé que le Caire, ripostant au « gel » des relations diplomatiques décidé par la conférence de Tripoli (« le Monde » du 6 décembre), avait résolu de rompre avec Tripoli, Damas, Alger et Aden. Une heure plus tard, l'Égypte faisait savoir qu'elle avait également rompu ses relations diplomatiques avec l'Irak.

Radio-Le Caire a annoncé, lundi soir, que plus de dix mille travailleurs du secteur de l'information et de la presse, ainsi que des intellectuels, ont manifesté leur soutien au président Sadate. Ils étaient conduits par MM. Abdel Monem El Sawy, ministre égyptien de l'information et de la culture, et Youssef El Sebai, président du syndicat de la presse.

● A TRIPOLI, le chef de la délégation trakienne, qui s'était retirée de la conférence au cours de la nuit de dimanche à lundi, a tenu lundi après-midi une conférence de presse pour expliciter sa proposition de créer un « front national progressiste » panarabe. Pour jeter les bases d'un tel front, l'Irak exige :

1) La renonciation à la politique passée fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et le refus de participer à la conférence de Genève ou à toute rencontre directe avec l'ennemi sioniste ;

2) Le retrait des forces syriennes du Liban dont l'intervention a contribué de manière fondamentale à affaiblir et à liquider la résistance palestinienne et le mouvement national libanais ;

3) Qu'on œuvre au renforcement de la révolution palestinienne et du mouvement national libanais pour qu'ils puissent continuer à affronter l'ennemi ;

4) L'ouverture du front syrien aux révolutions palestiniennes ;

5) Le rejet des principes de négociation avec Israël de réconciliation et de reconnaissance de l'entité sioniste ;

6) L'unification de la résistance palestinienne sur la base d'un programme de lutte pour la libération nationale, et l'établissement de relations claires entre la résistance palestinienne et le régime syrien.

Le chef de la délégation trakienne a estimé

cependant que le président Assad n'était pas disposé à renoncer à la politique « qui l'a mené sur le chemin du règlement révisionniste ».

Le colonel Kadhafi a déclaré, lundi, que les participants au « sommet » de Tripoli s'étaient engagés à « mettre toutes leurs potentialités économiques, financières et militaires » à la disposition de la Syrie et de l'O.L.P. Lors de la séance de clôture de la conférence, le chef de l'Etat libyen a assuré que l'initiative de M. Sadate est « une déviation sur la voie historique de la lutte arabe », mais que la nation arabe, capable de mener la lutte pour la libération, « ne sera jamais vaincue ». Il a exprimé ses « regrets » de voir un des pays arabes (l'Égypte) « isolé sur la scène arabe » et a mis en garde ceux qui tenteraient de tirer profit du refus de l'Irak de se joindre au front continué à Tripoli. Le président ougandais Idi Amin Dada, arrivé lundi à Tripoli, s'est entretenu le même jour avec le colonel Kadhafi. — (A.P.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

américaines sur Israël. Pour convaincre la Jordanie d'entrer dans le jeu du président Sadate, il faudra que Jérusalem fasse le geste que l'on attend depuis la visite de ce dernier, et c'est pour le susciter, pour l'arracher peut-être à Israël, que M. Vance fera le voyage de Jérusalem.

Ce geste, certains l'ont peut-être vu dans une déclaration de M. Begin, lundi soir, à Londres au cours d'un banquet en l'honneur du premier ministre britannique, M. James Callaghan.

● Israël reconstruit la nationalité des Arabes palestiniens. Ces Arabes ont des droits. Il existe un problème palestinien que nous voulons résoudre par le respect de la personne humaine, de la liberté et de la justice.

Israël va-t-il proposer une solution concrète à ces problèmes aux conversations du Caire ? De bonne source à Jérusalem on ne s'attend pas à des propositions de compromis. Contrairement aux déclarations du président Sadate, qui s'attend à une « position israélienne moins dure » et à une « attitude à Jérusalem que le rôle de la délégation israélienne (révisée de cinquante à vingt-cinq membres par M. Dayan) sera purement technique ».

● Fourtant l'heure de vérité sonnée, écrit mardi matin à Hamdhan (l'organe du MAPAM) le gouvernement Begin doit trouver un plus petit son terrible dilemme : alimenter l'espoir d'un pays qui se profile à l'horizon en payant le prix, ou rester fidèle à ses positions traditionnelles, ce qui réduirait à néant tout espoir d'un règlement politique. — (Interim.)

M. MENAHEM BEGIN PRIS D'UN MALAISE A LONDRES

Tel-Aviv (A.P.P.). — M. Menahem Begin a été pris de malaise et a rompu son voyage et est actuellement à son hôtel, à Londres, où il séjourne actuellement.

La radio israélienne a interrompu ses émissions, mardi 6 décembre, midi, pour transmettre cette information de son envoyé spécial dans la capitale britannique. Le premier ministre israélien a annoncé lui-même vendredi qu'il avait mardi malade.

On rappelle que M. Begin, qui souffre d'une affection cardiaque, a eu deux attaques depuis le début de l'année.

MOSCOU : le président Sadate est coupable de « mensonge » et de « trahison »

De notre correspondant

Moscou. — M. Youri Kornilov, « l'agence Tass », s'en est pris très violemment, le 6 décembre, au chef de l'Etat égyptien. Dans un commentaire destiné apparemment à l'étranger, puisque aucun quotidien soviétique ne l'avait reproduit, l'agence soviétique affirme : « Il devient évident que le but final de ce jeu politique fauché est un accord séparé avec l'impérialisme et le sionisme dans le dessein de détruire le mouvement des peuples arabes, un accord pour lequel Le Caire est prêt à payer n'importe quel prix, notamment à sacrifier les intérêts vitaux des trois millions d'Arabes palestiniens ».

M. Kornilov accuse le président égyptien d'avoir trahi l'O.L.P. « Il se agit d'ailleurs, écrit-il, d'un jeu politique fauché qui substitue un petit groupe de Quilting (Q) palestiniens. C'est précisément sur les Quilting que le conflit du Proche-Orient, et lui-même, se jouent aujourd'hui ».

Le président Sadate, en recherchant fébrilement dans différentes régions du Proche-Orient et même au-delà, en premier lieu aux Etats-Unis, des contacts convenables, que l'on pourrait appeler « diplomatiques » à bord d'avions américains ou israéliens à la conférence arabo-israélienne-égyptienne tenue au Caire et les faire passer pour des représentants du peuple pa-

lestinien.

(1) L'agence Tass fait allusion à Viktor Koulouk, chef du gouvernement norvégien après l'indépendance de la Norvège en 1945. Il n'est allié à la libération. — (N.D.L.R.)

Le communiqué final

Voici les dix points mentionnés dans le communiqué final de la conférence de Tripoli :

1) La visite du président Sadate en Israël constitue « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe ».

2) Tout sera mis en œuvre pour neutraliser les effets de la visite du président Sadate en Israël. Les participants mettent en garde les pays qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'Égypte ou de tolérer son initiative.

3) Les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien seront « gelées ». Les individus, sociétés et institutions égyptiennes qui traiteraient avec l'ennemi sioniste seront l'objet de sanctions rigoureuses de la part des participants.

4) Les participants s'abstiendront de prendre part aux réunions de la Ligue arabe qui se tiendraient au Caire. Les contacts seront pris en vue de transférer du Caire dans une autre capitale arabe le siège de la Ligue et de ses multiples institutions. La question de l'appartenance de l'Égypte à la Ligue arabe sera posée.

5) Les participants s'abstiendront de toute tentative de renouer en cause la légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P.

6) Les participants invitent tous les Etats arabes qui ont condamné la visite de M. Sadate en Israël à adopter des mesures pratiques à l'encontre de l'Égypte. Ils leur demandent de suspendre tout soutien politique ou matériel au gouvernement du Caire.

7) Un appel est lancé à tous les gouvernements et peuples arabes pour qu'ils fournissent une aide économique, financière et militaire à la Syrie. Celle-ci est désormais le principal Etat de la confrontation et la principale base de résistance face à l'ennemi.

8) Un salut est adressé au peuple d'Égypte, en particulier aux « Forces patriotiques progressistes qui rejettent la politique capitaliste du régime de Sadate ».

9) La Syrie et l'O.L.P. ont constitué un « front unifié » pour résister à Israël, front auquel se joignent les Républiques d'Algérie, du Yémen du Sud et du Liban. Ce groupe constitue le noyau d'un front panarabe destiné à résister et à affronter l'ennemi sioniste.

10) Les membres de ce front panarabe ont décidé que toute agression contre l'un d'eux constituerait une agression contre tous les autres.

Lucien GEORGE.

CRISE DANS LE MONDE ARABE

(Suite de la première page.)

Le Caire n'a-t-il pas choisi lui aussi de ménager l'avenir, de ne pas rejeter un peu plus la Syrie dans le camp des régimes radicaux ?

Il semble qu'il y ait à cela deux raisons : d'une part, bien que l'histoire du dernier quart de siècle ait enseigné aux Égyptiens que, comme disait Talleyrand, « tout ce qui est engagé est engagé », certaines outrances verbales lancées à Damas ou à Bagdad ou contenues dans le communiqué de Tripoli ont vivement irrité le rais, notamment les accusations de « haute trahison ».

La plupart des Égyptiens sont d'ailleurs ulcérés par la « agitation sioniste » de pays qui, par l'exception notable de la Syrie, n'ont pas, comme l'Égypte, souffert dans leur chair des conflits avec Israël.

D'autre part, comme l'ont répété en privé à maintes reprises plusieurs hauts responsables égyptiens depuis le séjour du rais à Jérusalem, l'Égypte tient à réaffirmer dans les circonstances nouvelles actuelles son rôle dirigeant, sa prééminence naturelle au sein du monde arabe. Le Caire veut rappeler à ses détracteurs de Tripoli que, contrairement à leurs affirmations, « la clé de toute solution dans la région est au Caire » et que, même privés du soutien d'une partie des pays arabes, « l'Égypte n'est pas insignifiante ».

La rupture avec Damas, la seule qui tire à conséquence dans la perspective d'un règlement, est-elle un nouveau pas vers une paix séparée avec Israël qu'un nombre grandissant d'Égyptiens appellent ouvertement de leurs vœux ? Personne n'y croit encore vraiment au Caire et nombreux sont ceux qui, dans les milieux proches du

pouvoir, se montrent plus persuadés que jamais que la Syrie est « récupérable ».

En attendant, l'Égypte va renforcer ses liens avec les gouvernements arabes qui lui sont favorables, comme le Maroc ou le Soudan, et elle va s'efforcer de gagner le soutien officiel des monarchies pétrolières, lesuelles, selon la loi, ont encore plus d'un demi-milliard de dollars à mettre à la disposition du Caire avant la fin de l'année si elles tiennent leurs engagements. Couper les ponts avec les régimes radicaux est aussi une invite énergique aux régimes modérés à choisir sans tarder leur camp. Enfin, par sa décision, le rais signifie au monde arabe que l'Égypte ne se laissera arrêter par aucun obstacle dans sa course vers la paix.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

CENT SOIXANTE-DEUX DÉTENUÉS SONT AMNISTIÉS

Téhéran (A.P.P.). — Cent soixante-deux prisonniers iraniens, dont vingt et un condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat, vont être amnistiés sur ordre du chah d'Iran à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, a-t-on annoncé lundi 5 décembre à Téhéran.

Le communiqué final

Voici les dix points mentionnés dans le communiqué final de la conférence de Tripoli :

1) La visite du président Sadate en Israël constitue « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe ».

2) Tout sera mis en œuvre pour neutraliser les effets de la visite du président Sadate en Israël. Les participants mettent en garde les pays qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'Égypte ou de tolérer son initiative.

3) Les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien seront « gelées ». Les individus, sociétés et institutions égyptiennes qui traiteraient avec l'ennemi sioniste seront l'objet de sanctions rigoureuses de la part des participants.

4) Les participants s'abstiendront de prendre part aux réunions de la Ligue arabe qui se tiendraient au Caire. Les contacts seront pris en vue de transférer du Caire dans une autre capitale arabe le siège de la Ligue et de ses multiples institutions. La question de l'appartenance de l'Égypte à la Ligue arabe sera posée.

5) Les participants s'abstiendront de toute tentative de renouer en cause la légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P.

6) Les participants invitent tous les Etats arabes qui ont condamné la visite de M. Sadate en Israël à adopter des mesures pratiques à l'encontre de l'Égypte. Ils leur demandent de suspendre tout soutien politique ou matériel au gouvernement du Caire.

7) Un appel est lancé à tous les gouvernements et peuples arabes pour qu'ils fournissent une aide économique, financière et militaire à la Syrie. Celle-ci est désormais le principal Etat de la confrontation et la principale base de résistance face à l'ennemi.

8) Un salut est adressé au peuple d'Égypte, en particulier aux « Forces patriotiques progressistes qui rejettent la politique capitaliste du régime de Sadate ».

9) La Syrie et l'O.L.P. ont constitué un « front unifié » pour résister à Israël, front auquel se joignent les Républiques d'Algérie, du Yémen du Sud et du Liban. Ce groupe constitue le noyau d'un front panarabe destiné à résister et à affronter l'ennemi sioniste.

10) Les membres de ce front panarabe ont décidé que toute agression contre l'un d'eux constituerait une agression contre tous les autres.

Lucien GEORGE.

CRISE DANS LE MONDE ARABE

(Suite de la première page.)

Le Caire n'a-t-il pas choisi lui aussi de ménager l'avenir, de ne pas rejeter un peu plus la Syrie dans le camp des régimes radicaux ?

Il semble qu'il y ait à cela deux raisons : d'une part, bien que l'histoire du dernier quart de siècle ait enseigné aux Égyptiens que, comme disait Talleyrand, « tout ce qui est engagé est engagé », certaines outrances verbales lancées à Damas ou à Bagdad ou contenues dans le communiqué de Tripoli ont vivement irrité le rais, notamment les accusations de « haute trahison ».

La plupart des Égyptiens sont d'ailleurs ulcérés par la « agitation sioniste » de pays qui, par l'exception notable de la Syrie, n'ont pas, comme l'Égypte, souffert dans leur chair des conflits avec Israël.

D'autre part, comme l'ont répété en privé à maintes reprises plusieurs hauts responsables égyptiens depuis le séjour du rais à Jérusalem, l'Égypte tient à réaffirmer dans les circonstances nouvelles actuelles son rôle dirigeant, sa prééminence naturelle au sein du monde arabe. Le Caire veut rappeler à ses détracteurs de Tripoli que, contrairement à leurs affirmations, « la clé de toute solution dans la région est au Caire » et que, même privés du soutien d'une partie des pays arabes, « l'Égypte n'est pas insignifiante ».

La rupture avec Damas, la seule qui tire à conséquence dans la perspective d'un règlement, est-elle un nouveau pas vers une paix séparée avec Israël qu'un nombre grandissant d'Égyptiens appellent ouvertement de leurs vœux ? Personne n'y croit encore vraiment au Caire et nombreux sont ceux qui, dans les milieux proches du

pouvoir, se montrent plus persuadés que jamais que la Syrie est « récupérable ».

En attendant, l'Égypte va renforcer ses liens avec les gouvernements arabes qui lui sont favorables, comme le Maroc ou le Soudan, et elle va s'efforcer de gagner le soutien officiel des monarchies pétrolières, lesuelles, selon la loi, ont encore plus d'un demi-milliard de dollars à mettre à la disposition du Caire avant la fin de l'année si elles tiennent leurs engagements. Couper les ponts avec les régimes radicaux est aussi une invite énergique aux régimes modérés à choisir sans tarder leur camp. Enfin, par sa décision, le rais signifie au monde arabe que l'Égypte ne se laissera arrêter par aucun obstacle dans sa course vers la paix.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

CENT SOIXANTE-DEUX DÉTENUÉS SONT AMNISTIÉS

Téhéran (A.P.P.). — Cent soixante-deux prisonniers iraniens, dont vingt et un condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat, vont être amnistiés sur ordre du chah d'Iran à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, a-t-on annoncé lundi 5 décembre à Téhéran.

Le communiqué final

Voici les dix points mentionnés dans le communiqué final de la conférence de Tripoli :

1) La visite du président Sadate en Israël constitue « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe ».

2) Tout sera mis en œuvre pour neutraliser les effets de la visite du président Sadate en Israël. Les participants mettent en garde les pays qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'Égypte ou de tolérer son initiative.

3) Les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien seront « gelées ». Les individus, sociétés et institutions égyptiennes qui traiteraient avec l'ennemi sioniste seront l'objet de sanctions rigoureuses de la part des participants.

4) Les participants s'abstiendront de prendre part aux réunions de la Ligue arabe qui se tiendraient au Caire. Les contacts seront pris en vue de transférer du Caire dans une autre capitale arabe le siège de la Ligue et de ses multiples institutions. La question de l'appartenance de l'Égypte à la Ligue arabe sera posée.

5) Les participants s'abstiendront de toute tentative de renouer en cause la légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P.

6) Les participants invitent tous les Etats arabes qui ont condamné la visite de M. Sadate en Israël à adopter des mesures pratiques à l'encontre de l'Égypte. Ils leur demandent de suspendre tout soutien politique ou matériel au gouvernement du Caire.

7) Un appel est lancé à tous les gouvernements et peuples arabes pour qu'ils fournissent une aide économique, financière et militaire à la Syrie. Celle-ci est désormais le principal Etat de la confrontation et la principale base de résistance face à l'ennemi.

8) Un salut est adressé au peuple d'Égypte, en particulier aux « Forces patriotiques progressistes qui rejettent la politique capitaliste du régime de Sadate ».

9) La Syrie et l'O.L.P. ont constitué un « front unifié » pour résister à Israël, front auquel se joignent les Républiques d'Algérie, du Yémen du Sud et du Liban. Ce groupe constitue le noyau d'un front panarabe destiné à résister et à affronter l'ennemi sioniste.

10) Les membres de ce front panarabe ont décidé que toute agression contre l'un d'eux constituerait une agression contre tous les autres.

Lucien GEORGE.

CRISE DANS LE MONDE ARABE

(Suite de la première page.)

Le Caire n'a-t-il pas choisi lui aussi de ménager l'avenir, de ne pas rejeter un peu plus la Syrie dans le camp des régimes radicaux ?

Il semble qu'il y ait à cela deux raisons : d'une part, bien que l'histoire du dernier quart de siècle ait enseigné aux Égyptiens que, comme disait Talleyrand, « tout ce qui est engagé est engagé », certaines outrances verbales lancées à Damas ou à Bagdad ou contenues dans le communiqué de Tripoli ont vivement irrité le rais, notamment les accusations de « haute trahison ».

La plupart des Égyptiens sont d'ailleurs ulcérés par la « agitation sioniste » de pays qui, par l'exception notable de la Syrie, n'ont pas, comme l'Égypte, souffert dans leur chair des conflits avec Israël.

D'autre part, comme l'ont répété en privé à maintes reprises plusieurs hauts responsables égyptiens depuis le séjour du rais à Jérusalem, l'Égypte tient à réaffirmer dans les circonstances nouvelles actuelles son rôle dirigeant, sa prééminence naturelle au sein du monde arabe. Le Caire veut rappeler à ses détracteurs de Tripoli que, contrairement à leurs affirmations, « la clé de toute solution dans la région est au Caire » et que, même privés du soutien d'une partie des pays arabes, « l'Égypte n'est pas insignifiante ».

La rupture avec Damas, la seule qui tire à conséquence dans la perspective d'un règlement, est-elle un nouveau pas vers une paix séparée avec Israël qu'un nombre grandissant d'Égyptiens appellent ouvertement de leurs vœux ? Personne n'y croit encore vraiment au Caire et nombreux sont ceux qui, dans les milieux proches du

pouvoir, se montrent plus persuadés que jamais que la Syrie est « récupérable ».

En attendant, l'Égypte va renforcer ses liens avec les gouvernements arabes qui lui sont favorables, comme le Maroc ou le Soudan, et elle va s'efforcer de gagner le soutien officiel des monarchies pétrolières, lesuelles, selon la loi, ont encore plus d'un demi-milliard de dollars à mettre à la disposition du Caire avant la fin de l'année si elles tiennent leurs engagements. Couper les ponts avec les régimes radicaux est aussi une invite énergique aux régimes modérés à choisir sans tarder leur camp. Enfin, par sa décision, le rais signifie au monde arabe que l'Égypte ne se laissera arrêter par aucun obstacle dans sa course vers la paix.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

CENT SOIXANTE-DEUX DÉTENUÉS SONT AMNISTIÉS

Téhéran (A.P.P.). — Cent soixante-deux prisonniers iraniens, dont vingt et un condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat, vont être amnistiés sur ordre du chah d'Iran à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, a-t-on annoncé lundi 5 décembre à Téhéran.

Le communiqué final

Voici les dix points mentionnés dans le communiqué final de la conférence de Tripoli :

1) La visite du président Sadate en Israël constitue « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe ».

2) Tout sera mis en œuvre pour neutraliser les effets de la visite du président Sadate en Israël. Les participants mettent en garde les pays qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'Égypte ou de tolérer son initiative.

3) Les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien seront « gelées ». Les individus, sociétés et institutions égyptiennes qui traiteraient avec l'ennemi sioniste seront l'objet de sanctions rigoureuses de la part des participants.

4) Les participants s'abstiendront de prendre part aux réunions de la Ligue arabe qui se tiendraient au Caire. Les contacts seront pris en vue de transférer du Caire dans une autre capitale arabe le siège de la Ligue et de ses multiples institutions. La question de l'appartenance de l'Égypte à la Ligue arabe sera posée.

5) Les participants s'abstiendront de toute tentative de renouer en cause la légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P.

6) Les participants invitent tous les Etats arabes qui ont condamné la visite de M. Sadate en Israël à adopter des mesures pratiques à l'encontre de l'Égypte. Ils leur demandent de suspendre tout soutien politique ou matériel au gouvernement du Caire.

7) Un appel est lancé à tous les gouvernements et peuples arabes pour qu'ils fournissent une aide économique, financière et militaire à la Syrie. Celle-ci est désormais le principal Etat de la confrontation et la principale base de résistance face à l'ennemi.

8) Un salut est adressé au peuple d'Égypte, en particulier aux « Forces patriotiques progressistes qui rejettent la politique capitaliste du régime de Sadate ».

9) La Syrie et l'O.L.P. ont constitué un « front unifié » pour résister à Israël, front auquel se joignent les Républiques d'Algérie, du Yémen du Sud et du Liban. Ce groupe constitue le noyau d'un front panarabe destiné à résister et à affronter l'ennemi sioniste.

10) Les membres de ce front panarabe ont décidé que toute agression contre l'un d'eux constituerait une agression contre tous les autres.

Lucien GEORGE.

CRISE DANS LE MONDE ARABE

(Suite de la première page.)

Le Caire n'a-t-il pas choisi lui aussi de ménager l'avenir, de ne pas rejeter un peu plus la Syrie dans le camp des régimes radicaux ?

Il semble qu'il y ait à cela deux raisons : d'une part, bien que l'histoire du dernier quart de siècle ait enseigné aux Égyptiens que, comme disait Talleyrand, « tout ce qui est engagé est engagé », certaines outrances verbales lancées à Damas ou à Bagdad ou contenues dans le communiqué de Tripoli ont vivement irrité le rais, notamment les accusations de « haute trahison ».

La plupart des Égyptiens sont d'ailleurs ulcérés par la « agitation sioniste » de pays qui, par l'exception notable de la Syrie, n'ont pas, comme l'Égypte, souffert dans leur chair des conflits avec Israël.

D'autre part, comme l'ont répété en privé à maintes reprises plusieurs hauts responsables égyptiens depuis le séjour du rais à Jérusalem, l'Égypte tient à réaffirmer dans les circonstances nouvelles actuelles son rôle dirigeant, sa prééminence naturelle au sein du monde arabe. Le Caire veut rappeler à ses détracteurs de Tripoli que, contrairement à leurs affirmations, « la clé de toute solution dans la région est au Caire » et que, même privés du soutien d'une partie des pays arabes, « l'Égypte n'est pas insignifiante ».

La rupture avec Damas, la seule qui tire à conséquence dans la perspective d'un règlement, est-elle un nouveau pas vers une paix séparée avec Israël qu'un nombre grandissant d'Égyptiens appellent ouvertement de leurs vœux ? Personne n'y croit encore vraiment au Caire et nombreux sont ceux qui, dans les milieux proches du

pouvoir, se montrent plus persuadés que jamais que la Syrie est « récupérable ».

En attendant, l'Égypte va renforcer ses liens avec les gouvernements arabes qui lui sont favorables, comme le Maroc ou le Soudan, et elle va s'efforcer de gagner le soutien officiel des monarchies pétrolières, lesuelles, selon la loi, ont encore plus d'un demi-milliard de dollars à mettre à la disposition du Caire avant la fin de l'année si elles tiennent leurs engagements. Couper les ponts avec les régimes radicaux est aussi une invite énergique aux régimes modérés à choisir sans tarder leur camp. Enfin, par sa décision, le rais signifie au monde arabe que l'Égypte ne se laissera arrêter par aucun obstacle dans sa course vers la paix.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

CENT SOIXANTE-DEUX DÉTENUÉS SONT AMNISTIÉS

Téhéran (A.P.P.). — Cent soixante-deux prisonniers iraniens, dont vingt et un condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat, vont être amnistiés sur ordre du chah d'Iran à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, a-t-on annoncé lundi 5 décembre à Téhéran.

Le communiqué final

Voici les dix points mentionnés dans le communiqué final de la conférence de Tripoli :

1) La visite du président Sadate en Israël constitue « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe ».

2) Tout sera mis en œuvre pour neutraliser les effets de la visite du président Sadate en Israël. Les participants mettent en garde les pays qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'Égypte ou de tolérer son initiative.

3) Les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien seront « gelées ». Les individus, sociétés et institutions égyptiennes qui traiteraient avec l'ennemi sioniste seront l'objet de sanctions rigoureuses de la part des participants.

CONFÉRENCE DE TRIPOLI

La situation démographique à Java devient dramatique

JÉRUSALEM : une affaire internationale qui ne regarde pas Israël

Jerusalem : une affaire internationale qui ne regarde pas Israël. Selon les calculs des experts, en l'an 2000 l'Indonésie comptera de 240 à 260 millions d'habitants. D'ici dix ans, l'archipel passera d'une population d'environ 130 millions à 175 millions, dont 107 millions à Java. Avec déjà 80 millions d'habitants, l'île dorée, dont la superficie est approximativement le quart de celle de la France, est dans une situation de surpeuplement dramatique.

Quinze millions de chômeurs

Bien que des statistiques très précises sur l'emploi et le chômage à Java ne soient pas disponibles, on estime qu'une quinzaine de millions de personnes sont sous-employées en chômage total ; ce chiffre est en hausse par rapport à ce qu'il était il y a quelques années. Une force de travail supplémentaire d'environ dix millions de personnes sera en quête de travail d'ici dix ans. Ce chiffre n'est pas exagéré, car dans certaines localités les jeunes de moins de vingt ans représentent plus de 50 % de la population. Par ailleurs, les éléments les plus dynamiques de Sumatra, des îles et d'autres îles émigrent à Java pour y trouver une situation à la hauteur de leurs ambitions. Heure du réveil et de la réalité, mais le chômage est devenu un problème de plus en plus pressant. Les milieux politiques et professionnels, on se rend compte à présent que la croissance et la modernisation sous l'ordre nouveau, initiée par le président Suharto, n'est pas synonyme de réussite économique. Beaucoup d'espoirs ont été placés dans la technologie occidentale ; mais celle-ci n'a donné que des résultats décevants. Elle n'a pas ouvert la voie de la prospérité. Si, après l'instauration de l'ordre nouveau, le régime de Jakarta avait un moment songé à la « miracle brésilien », il n'aurait pas été si vite revenu. On parle maintenant d'un autre langage économique : on s'aperçoit que, par exemple, un tracteur peut priver une centaine d'ouvriers agricoles de travail. Ou que la pêche industrielle ruine les pêcheurs et que l'artisanat domestique disparaît devant l'offensive irrésistible des matières plastiques.

KLM. AMSTERDAM.

A partir de 590F, nous vous offrons les reflets des canaux, les feux des diamants, et les ciels de Van Gogh.

Les reflets ? Sans doute en manquant de vous beaucoup au long des canaux circulaires, tout occupé que vous serez à détailler les palais admirablement proportionnés que s'offrent au XVIII^e siècle les princes marchands. Les feux ? Dans la diamanterie Van Moppes, vous ne les verrez certainement pas tous s'allumer au cours de la très lente transformation d'une gemme brute en joyau scintillant. Les ciels ? Là, c'est une affaire entre Van Gogh et vous. Mais peut-être passerez-vous trop vite devant tel ou tel des 200 toiles et des 400 dessins qui composent son musée. Vous comprenez : à partir de 590 F, nous, K.L.M.,

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

la situation démographique à Java devient dramatique

Correspondance

Indonésie. Selon les calculs des experts, en l'an 2000 l'Indonésie comptera de 240 à 260 millions d'habitants. D'ici dix ans, l'archipel passera d'une population d'environ 130 millions à 175 millions, dont 107 millions à Java. Avec déjà 80 millions d'habitants, l'île dorée, dont la superficie est approximativement le quart de celle de la France, est dans une situation de surpeuplement dramatique.

Dans les campagnes, les habitants sont à la recherche de nouveaux sols à cultiver. Ils défrichent et déboisent les terrains disponibles et défrichent les montagnes, provoquant ainsi la ruine d'un équilibre écologique millénaire. L'homme javanais, à présent, les ondules succèdent aux échecs, toujours accompagnées de déformations d'érosion du sol. A l'est de Java, dans la région de Irawang, les habitants sont menacés de famine et cherchent des bétails au riz. Combis d'ironie, est la capitale qui est obligée d'importer des céréales à son ancien rival. Ces phénomènes se répètent ailleurs, à Java, et la croissance de la population rurale a des conséquences sur les agglomérations urbaines dans lesquelles se constitue une réserve inépuisable de main-d'œuvre venue de la campagne. Cette situation s'amplifiera dans la mesure où les régions agricoles riches s'appauvriront à cause de l'augmentation de la population.

Dans les villes, les ruraux en quête de travail trouvent un emploi comme cycloporteur, domestique, vendeur ambulatoire, ou prostitué. Au mieux, il s'agit d'un travail fixe dans quelque bureau ou usine. Au pire, les déracinés deviennent mendiants. Mais ils sont toujours logés de manière précaire. On estime que les habitants des bidonvilles javanais constituent maintenant le tiers de la population des grandes villes et qu'ils s'accroissent deux fois plus vite que le reste de la population urbaine et quatre fois plus rapidement que la population dans son ensemble. C'est ainsi que l'on est arrivé à une projection démographique de vingt et un millions d'habitants pour Djakarta en l'an 2000. Le cadre urbain ne pourra pas résister à un tel assaut du point de vue de l'habitat, de la voirie, de l'hygiène et de la santé.

Les obstacles sont multiples. D'abord, le paysan javanais est très attaché à la terre de ses ancêtres et à sa communauté. Pour « transmigrer », il veut être accompagné de tous ses proches — pratiquement le village dans son entier avec ses centaines d'habitants — et rester dans l'univers culturel qui lui est familier. Pas étonnant donc que le wayang (théâtre d'ombres) et le gamelan (orchestre d'instruments à percussion) soient également candidats à cette émigration à l'intérieur des frontières nationales. Une telle politique à base communautaire nécessite une organisation de loin supérieure à celle de l'administration actuelle, souvent paralysée par la bureaucratie et minée par la corruption.

Les spécialistes commencent à constater que la politique suivie n'est pas adaptée aux circonstances. Ils observent que ce ne sont pas les éléments les plus statiques de la société (les paysans) ou les innombrables marginaux (les légions de vagabonds des villes et des campagnes) qu'il faut inciter — ou obliger — à « transmigrer », mais ceux qui sont les plus dynamiques et entrepreneurs : jeunes, personnes en quête d'une deuxième chance, travailleurs qualifiés.

Les visionnaires pensent aux espaces vides de Kalimantan ou d'Irian-Jaya, qu'il faut peupler si l'on ne veut pas voir des étrangers s'y établir sous l'effet d'une pression démographique générale en Asie. A Kalimantan, les minorités paysannes chinoises, suspectes de sympathies communistes, ont été « punies » dès 1965 lors des actions anticomunistes lancées par le gouvernement de l'« ordre nouveau ».

« Esprit pionnier », « dynamisme » et « esprit de conquête » sont à l'ordre du jour.

Pour traduire ces grands principes dans la réalité quotidienne, on se rend cependant compte qu'il faut, par exemple, mettre fin aux déséquilibres dans le domaine des transports. Comment parler d'intégration nationale lorsqu'il en coûte 200 000 roupies (plus de 2 000 francs) pour aller de Jakarta en Irian-Jaya ? Ou lorsqu'il est plus économique pour Sumatra d'importer directement

des marchandises de Singapour plutôt que de les faire venir de Java ?

Et puis, il y a l'intégration des mentalités, le problème peut-être le plus difficile que l'Indonésie est appelée à résoudre. Carrefour des cultures et des civilisations malayo-polynésiennes, hindoues, chinoises et islamiques, aussi bien qu'occidentale, l'archipel a été de tout temps ouvert aux influences extérieures, absorbées et subies dans des degrés divers selon les îles et les régions. Dans la réalité quotidienne, cela se traduit par une tradition commerciale et intellectuelle à Sumatra, une tradition féodale et militaire à Java, une ouverture aux circuits maritimes internationaux aux Célèbes. Sans parler de l'opposition entre la tradition et le modernisme, source de conflits individuels et collectifs dans tout l'archipel.

ERWIN RAMEHAN.

ASIE

Avant Travaux de Rénovation

BRADLEY'S
18, avenue de l'Opéra, Paris

LIQUIDATION TOTALE

Toutes les Fourrures
Qualité et Prestige BRADLEY

INCROYABLE!

Nous offrons une collection extraordinaire de manteaux de VISON ALLONGÉ à partir de 13.900F

Dans toutes les tailles... et dans tous les coloris...

Blackglama, Saga, Saga Selected, Dark et Extra Dark, Pastel, Tourmaline, Boeuf, Etc...

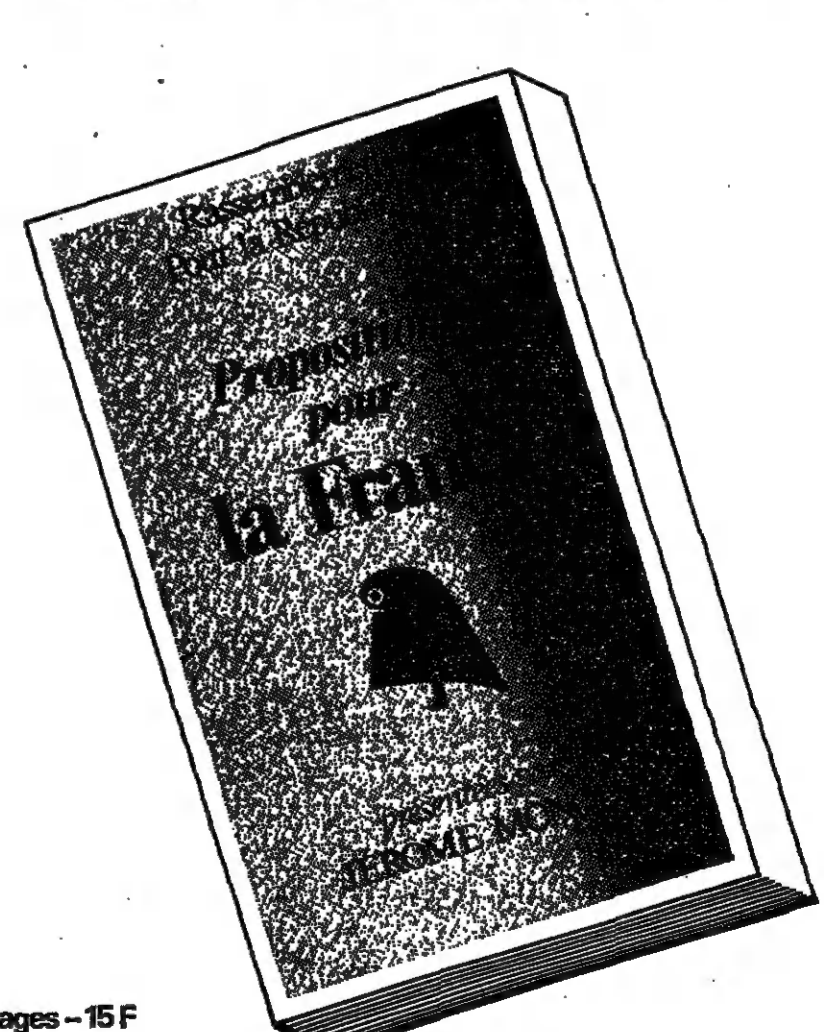
EGALEMENT, PRIX SACRIFIÉS SUR:

Zibeline, Chinchilla, Breitchwan, Fekal, Astrakan, Castor, Loup, Renard, Lynx, Marmotte, Rat, Ragondin, Martre, Opossum, Agneau, Lapin, Chat, Etc...

* Très beau choix de vêtements du soir en manteaux et capes *

ouvert de 9 h 30 à 19 heures

Propositions pour la France



216 pages - 15 F

5 décembre 1976 : Création du R.P.R.
14 septembre 1977 : Manifeste de la majorité
5 décembre 1977 : Propositions pour la France une réponse à la crise par le

Rassemblement Pour la République

Stock



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

Le Sénat a adopté lundi 5 décembre le budget du ministère du travail M. HOFFFEL (Union, Ess-Rhin), rapporteur de la commission des finances, a résumé les caractéristiques de ce budget : l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, l'action en faveur du travailleur handicapé, la lutte contre le chômage, le travail et l'industrialisation du chômage, estime-t-il, doit être efficace et équilibrée. Pour l'heure, trop de complexité, trop de diversité, trop d'inégalité la caractérisent.

M. MERIC C.F.S., Haute-Garonne, rapporteur pour avis des commissions des finances sociales, la légèreté des dépenses de la commission des finances ne constitue pas un renversement définitif de tendance, car, souligne-t-il, le

nombre des demandes enregistrées, très modifiées par une circulaire ministérielle et c'est justement statistique peut rendre sceptique sur la réalité du coup d'arrêt.

« Le gouvernement japonais », dit le *BESUAL* qui mène du travail, a surtout entrepris de reorienter l'activité du pays vers les besoins nouveaux qui se manifestent : cela implique la création d'emplois nouveaux. Nos entreprises ont la capacité de le faire. Les handicaps de notre géographie ne nous empêchent pas de rivaliser avec ceux du Japon. (...) Mais il ne servirait à rien de créer en nombre suffisant des emplois qui ne seraient pas occupés. C'est pourquoi nous devons nous grandir, si ce n'est par les exigences des Français et les emplois qui sont proposés. Il s'agit d'un phé-

nomène qui est la marque des sociétés développées et qui est particulièrement frappant chez les femmes. » Le ministre indique que ces conseils ont été adressés directement des recommandations aux employeurs pour leur indiquer les objectifs qui semblaient devoir être poursuivis par ces conseils. Les conseils de travail II, a notamment, conseillé la limitation du travail au rendement, différenciement compatible avec l'accroissement de rendement, réduction des heures salariales. Plusieurs autres textes sont en préparation, concernant la formation des salariés, la sécurité, la coopération, les aspects chimiques, celui des machines.

M. Beullac conclut : « Il convient que ces négociations contractuelles entre partenaires sociaux s'inscrivent dans le cadre

des grandes lignes qu'il appartient au gouvernement, garant des équilibres fondamentaux du pays, de tracer... Dans cet esprit la rémunération doit disposer un effort durable dans la mesure même où nous souhaitons éviter la réduction du pouvoir d'achat qui est intervenue dans la phase des dévaluations successives et des dévaluations occidentales au cours des trois dernières années.

M. STOLBERG, secrétaire d'Etat aux travaux, affirme que le Politburo n'a pas encore pris de décision sur les bas salaires, car « il ne suffit pas, dit-il, qu'un ouvrier gagne sa vie : il faut qu'un bon ouvrier gagne bien sa vie, tout comme un très bon ouvrier gagne très bien sa vie. Ce n'est que justice et les pays étrangers l'ont compris avant nous ».

M. PERBON (P.S., Var) com-

dère que l'amélioration des conditions de travail demeure une exigence, même si la conjoncture donne le pas à la lutte contre le chômage.

M. VIERON (P.C., Nord) souligne qu'en un an le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 26,4 % d'après les propres déclarations de M. JUNG (Un. cent., Bas-Rhin) : s'en va en Afrique une usine à capteurs français où des femmes travaillent à 1,50 franc l'heure.

M. JUNG précise que le travail est fait par dix personnes, si l'on pouvait en mettre onze ou douze, un grand pas serait fait pour améliorer la situation.

Pour M. HENRIET (Ind. Doubs), les congrès parentés d'éducation qui a été institué par le Parlement demeure un congrès sans solide. Il propose donc la création

d'un salaire parental qui pourrait être de 1.000 F et ferait l'économie, soulève-t-il, d'autant d'indemnités de chômage ? (M. de la Motte, 1 cent. Moselle) estime qu'il est choquant que les jeunes qui travaillent avant le service national aient que des contrats temporaires, soient pas repris après leur service.

M. Benicard répond aux orateurs. Au sujet des statistiques du chômage, il répète que, « en indice corrigé des variations saisonnières, le flux des demandeurs d'emploi est en baisse de 10,5 pour cent, que l'on appelle le flux du "non-travail" que l'on appelle le "flux du chômage".

Quant à la proposition de contrat parental salarié, le ministre exprime son accord avec la proposition du sénateur du Doubs.

Les crédits du ministère du travail sont ensuite votés.

Les auteurs entièrement ennemis l'examen du budget du ministère de la justice, dont les crédits sont finalement adoptés un peu après une heure du matin dans la nuit du 2 au 3 mai.

Après tout entier est derrière vous pour vous aider à obtenir les crédits dont vous avez besoin. » Sur ce plan technique, en effet, la C. G. D. J. a obtenu la majorité des sénateurs. Un talent moins inatimé, en revanche, au sujet des affaires récentes qui ont secoué les milieux judiciaires, les auteurs ont mené une politique qui a marqué une discussion générale de ce budget. Le rapporteur, M. LOMBARD (Un. cent., Finistère), s'était contenté, après ses avoir analysés les dispositions de la loi, d'insister sur la discrète certitude sur le comportement de certains jeunes magis-

trats issus de l'Ecole nationale de la magistrature. M. TEYRAUD (Ind., Loir-et-Cher), exprimant l'avis de la commission des loix, a déjà précédemment proposé, avec un recrutement latéral, la suppression du concours.

Avec M. DAILLY (gauche dém. Seine-et-Marne), c'est un véritable réquisitoire qui est prononcé contre le Syndicat de la magistrature et le comportement des magistrats. « Les magistrats français », déclare-t-il, « estiment que les cours d'assises sont trop indulgents, et vous me permettez d'être de leur avis. Comment voulez-vous que les jurés, depuis que le Syndicat de la magistrature — que je ne confonds pas avec l'Union syndicale des magistrats — qui dispose dans la presse d'une immense bienveillance, aient de constater, que les gardes des assises, qui ont été d'une faiblesse incroyable à son égard, rappellent ses responsables aux hautes responsabilités ? »

« Vous savez, Monsieur le Sénat, que le subit abandon de la loi de 1905, par le Sénat, a été condamné par la Chambre des députés. »

haranguer les élèves de F.R.N.M. et leur dire : « Soyez partiaux ! »
 « Soyez partiaux pour la femme
 « contre le mari, pour l'enfant
 « contre le père, pour le fils,
 « contre le créancier, pour l'ou-
 « vrier contre le patron, pour
 « l'écarté contre la compagnie
 « d'assurances pour le plaideur
 « contre le courtier sociale, pour
 « le voleur contre la police, pour
 « le plaideur contre la justice » ?
 Il y a place pour des sensations
 qui n'ont pas été prises. (...)

M. LEBLANC (le p. 2, Val de
 la Marne) : « L'incertitude
 l'inverse, de vouloir transformer
 les juges en « fonctionnaires de
 police ». Il lui reproche aussi
 d'avoir « enjupé le droit d'asile »
 et d'avoir, en prétextant
 l'exécution de l'extradition, la
 décision du Conseil d'Etat.

Pour M. MARCILLARY (non
 inscrit, Charleville), « quelques
 abus ont causé les crimes de
 la bande à Bonnot ».

En accord, et c'est l'accord qu'on

a arrêté ». Pour que la Justice « s'écarte de la politique », ce sénateur suggère que le ministère de la Justice soit rattaché directement à la présidence de la République et ne dépende plus du gouvernement.

M. TALON (R.P.R., Belfort)

M. PEYREFITTE : en ex-
le gouvernement
les risques d'un

M. PEYREFITTE, garde des sceaux, prend alors la parole, et déclare notamment :

« M. Dailly m'a eshorté à l'énergie et au courage, tandis que M. Lederman m'accusait de rebrous, de macarthysme, de chasse aux sorcières.

» Pourquoi ai-je agi différemment dans deux hypothèses qui ont été les mêmes, cette tri-bune ? Il est vrai que, arrivant au ministère, j'ai voulu passer réponse dans le cas de Mites John,

« techniques » que les problèmes « techniques », tandis que M. GUY FÉLITZ (ind. Pyrénées-Alantique), expose que son substitué à son juge qui avait certes le défaut d'être quelque peu une « justice de classe », n'est « justice de contre-classe ».

n'a pas été violé, puisque la requête à l'Office des réfugiés n'avait pas été déposée par l'intéressé lui-même, comme c'est le cas.

Enfin, au sujet du non-respect par le gouvernement de Bonn de l'avis de la juridiction française, l'attaché allemand a répondu que deux réponses successives qui concordent pas complètement.

Pour la première, prononcée à fin de l'après-midi, il déclara que l'attaché allemand ne pouvait qu'un mandat d'arrêt prononcé en attendant la traduction exacte de l'arrêt de la chambre d'accusation. Rien ne permet de penser qu'il ne le brûle au de Stutten ni le gouvernement allemand, ni fois la traduction officielle et leur possession, ne respectent pas la conception d'extradition.

Enfin, le tenancier de l'hôtel M. Peyrethie affirme notamment :

« M. Ledermann s'est ému de l'existence d'un nouveau mandat d'arrêt, mais il n'a rien vu, il s'est ému avant lui et lui demandait :

M. FÉVRIÈRE, garde des sceaux, prend alors la parole et déclare notamment :

« M. Dailly m'a eshorté à l'énergie et au courage, tandis que M. Ledermann m'accusait, au retour, de lyrisme, de chaleur, de sorcières.

« Pourquoi ai-je agi différemment dans deux hypothèses qui ont été écroulées à cette tribune ? Il est vrai que, arrivant au ministère, j'ai voulu passer l'éponge dans le cas de M. Joly, mais j'ai vu tout de suite que M. Ledermann n'était pas assuré : grades ne demeurant pas en place. D'entre-deux, je montrais ainsi compréhension, bonne volonté, d'autant que les deux autres incidents de la semaine retenaient contre ces magistrats des décisions rendues par eux à l'occasion de leurs fonctions.

la suspensif? Selon l'article 16 de la loi du 10 mars 1927, la chambre d'accusation statue sans recours. Voilà le texte de base. Vous soutenez néanmoins que le tribunal a pu se prononcer sur la culpabilité, admetti et qua, même non recouvrable, le pourrai est suspensif, il n'en est rien. Relisez les arrêts du 27 février 1948 et du 17 février 1970 que vous invoquez. Vous avez raison, mais vous avez tortement contre votre thèse. (—)

— Et il a fallu laisser au Conseil d'Etat le temps de se prononcer? Toute décision administrative est susceptible d'effets, elle a, selon l'expression de la chose décidée, l'exécution de la chose décidée. C'est une règle fondamentale, indispensable à la bonne marche de l'Etat. Selon vous, M. Lederman, le Conseil d'Etat aurait pu

en attendant la traduction exacte de l'arrêt de la chambre d'accusation. Rien ne permet de penser que le tribunal de Stuttgart ne soit pas compétent, et, une fois la traduction officielle de leur possession, ne respectent pas la convention d'extradition.

Al terme de la séance de nuit M. Freyette affirme notamment :

M. Ledermann s'est ému de l'existence d'un nouveau mandat d'arrêt de Stuttgart. Je m'en suis ému avant lui et j'ai demandé des explications par voie diplomatique. Il m'a été expliqué qu'il s'agissait d'un procédé d'extradition d'arrêt international, sans validité quand le prévenu arrive sur le territoire de la R.F.A. D'une façon, la Cour de Pennsylvanie pas retenu tous les éléments.

Par ces propos, le garde des sceaux semble laisser entendre que les avocats de M^{re} Croissant avaient quelques raisons de s'inquiéter du contenu du nouveau mandat d'arrêt délivré contre M^{re} Croissant le 17 novembre quand ils déclaraient que ce document était contraire à l'article 69 de la chambre d'accusation. Mais les poursuites contre l'ancien avocat du groupe Baader (le Monde daté 1^{er}, 2 décembre).

Les déclarations de M. Peyrefitte sont singulièrement éclairées par la mise en cause qui vient de faire l'objet de la 5^e chambre à Bonaparte, les paroles du ministère fédéral de la Justice, M. Josef Binder, et que transmet l'A.F.-P. Tout en déclarant que le tribunal de Stuttgart « respecte les droits de la défense », la chambre d'accusation s'est avisée de faire contre M^{re} Croissant un mandat d'arrêt, le nouveau mandat d'arrêt du 17 novembre était — basé — sur les conclusions de la cour de Paris, M. Binder

2. Indiqué qu'une note du gouverne-
ment française et les attendus de la
chambre d'accusation étaient prêts
du 23 novembre et que ces docu-
ments n'étaient parvenus à Roue
que le 29 novembre. Il a précisé
que la traduction de ces documents
n'était pas achevée. Il a, d'autre part,
indiqué que le mandat du 17 n'est
pas valable avant le 24 novembre. Il a
certain points » le 24 novembre. Mais
il a fait remarquer qu'il n'était pas
exclu que d'autres modifications
puissent intervenir.

De ces explications embarrassées
il ressort que le tribunal de Stuttgart
a pris des décisions sans avoir
complètement les dispositions
contenues dans l'avis de la chambre
d'accusation. Dans ce cas, on com-
prend l'embarras de M. Peyre-
reconnaisant qu'il se peut que le
nouveau mandat ne soit pas
conforme à l'avis de la chambre
d'accusation et qu'il s'en soit en fait

Créée par des citoyens qui n'ont jamais exercé de responsabilités partisans, P.U.D.S.L. est un lieu de rencontre, un club de liberté destiné à accueillir les Français fatigués des intrigues et des jeux des professionnels de la politique et déçus aussi bien par la majorité actuelle que par l'opposition divisée.

En rassemblant des hommes et des femmes appartenant aux grands courants de pensée du vrai libéralisme et du socialisme authentique, l'U.D.S.L. vous propose une autre façon de faire la politique.

**UNION DES DEMOCRATES
SOCIALISTES ET LIBERAUX**
20, rue Bayen
75017 Paris
tél. 754.27.57




Non
 Prénom
 Adresse
 Souhaitez recevoir le manifeste de l'U.D.S.I.
 et de l'adhésion
 à U.D.S.I. 28 rue Bayen
 75017 PARIS



Émeraude
entourée 10 diamants 3100 F



Solitaires de 3 000 à 100 000 F



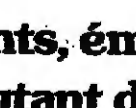
Saphir
rehaussé de 20 diamants 14 400 F

“Diamants, émeraudes, saphirs, rubis
j'attache autant d'importance à la perfection
des montures qu'à la qualité des pierres”



Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

Le Directeur



GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 100%

هكذا من الأصل

n d'un salaire parent

M. Jérôme Monod : le R.P.R. est la première force politique du pays

**DEUX INTERVENTIONS
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE :**

- politique étrangère le 14 décembre.
- politique agricole le 16.

M. Lecat d'Estaing répondra, le 14 décembre, aux questions des journalistes de la presse écrite, au cours d'un entretien télévisé consacré aux problèmes de politique étrangère de France, et, le lendemain, le 15 décembre, à Jean-Philippe Lecat, porte-parole de la présidence de la République. Cette séance spéciale sera diffusée à 20 h. sur TF1 et Antenne 2.

L'entretien portera principalement, a précisé M. Lecat, sur la paix au Proche-Orient et la situation en Afrique, notamment au Maghreb.

Le 16 décembre, le ministre de l'Agriculture se rendra à Vassy, près de Vitry, en compagnie de l'attaché agricole de l'Onu à Paris, pour assister au colloque sur le thème : "Le rôle de l'agriculture dans le progrès de notre pays." Ses discours, a ajouté M. Lecat, s'adresseront aux agriculteurs et aux habitants des zones rurales sur les retraites agricoles et sur le rôle de la ruralité.

Le 17 décembre, le ministre se rendra au quart de la population

M. GRIOTTERAY : le P.R. va proposer le réexamen des accords de la majorité.

[illegible]

M. GEORGES BENAR
MEMBRE DU BUREAU NATIONAL
QUITTE LE M.R.G.

[illegible]

● **M. Georges Benoit**, philosophe, auteur de **« Les morts »**, qui sera candidat du parti républicain dans la première circonscription du Val-de-Marne, élu le député sortant est **« Georges Benoit »**, à déclarer, lundi 6 décembre : **« J'ai pu, quant au secrétaire général du parti le plus réactionnaire de France je le défends les libertés formelles qui constituent notre plus précieux. Ces libertés ne peuvent s'échanger à tout prix. Je suis donc, au syndicat, contre le conformisme unitaire. »**

OISE. — M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, conseiller général de Chantilly, sera candidat à la quatrième circonscription d'Oise (Senlis-Creil), dont le député sortant, M. Arthur Delahaine (R.P.R.), se représente. La candidature de M. Hintermann est soutenue par le C.D.S., le parti radical et le M.D.S.F., le parti républicain ne présentant pas de candidat.

h. 30, l'hôtel Matignon, une
délégation du parti républicain
conduite par M. Jean-Pierre Sol-
on, ~~ministre~~ général.

■ **Côte-d'Or.** La commission exécutive fédérale du parti socialiste a procédé à sa « reconstitution » après la démission de ses membres. Les élus appartenant au courant majoritaire, Farol, Lantier, Rostaing, Lantier, ont même pour autant qu'ils n'avaient pas démissionné, deux ont été écartés de la nouvelle commission, MM. Michel Samigère, secrétaire de la section de Dijon, et Jean-Louis Heury, adjoint au premier adjoint, Pierre Faure, celui-ci s'est vu céder sa place à Marie-Madeleine Martin, maire de Cussy-sur-Tille. Le parti a depuis 1971, les MM. Martin, instituteur, était conseiller municipal, et les entreprises.

(Correspondance.)

Le v
(Finir la première page.)

gauche, le vide. ■
 ■ communistes, lâchers obli-
 ■, s'accrochent plus que jamais
 ■ manœuvres de la charrie et
 ■ leur sillon. Ils sont bien trop
 ■ pour ignorer que le ciel est
 ■ leurs malins ■ que l'atmosphère
 ■ ils adopteront, le lundi 13 mars,
 ■ admettant du premier tour, décidera
 ■ l'issue ■ la partie. Pour l'instant,
 ■ ■ à nourrir méthodique-
 ■ réquisitoire contre leurs
 ■ d'hier à l'abri du discours uni-
 ■ inlassablement poursuivi. Le
 ■ leur campagne d'expul-
 ■ ■ et masque le silence
 ■ l'immobilité. Quand il existe un
 ■ décalage ■ ce qu'on dit et
 ■ qu'on fait, que peut-il en-
 ■ tre ■ le ■
 ■ vide, ■ socialistes ne peuvent
 ■ ■ ■ seuls. Faudra-
 ■ se résigner ■ croire que ■
 ■ pas encore pour ■ fois, que
 ■ et ans ce n'est pas assez, alors
 ■ on se ■ pourtant ■ vent ■
 ■ rpe ? Et comment ■ ? En
 ■ préparant ■ vrier à tribord,
 ■ haïtient secrètement ■ uns. En

ousvenant au contraire le habord,
 s'aperçoit tout bas les autres. Si al
 eurs on manque d'objectifs, ici on
 n'aurait trop, et contradictoires
 comme l'ont incommencé les pa-
 rateriales ~~mal~~ ~~mal~~
 gauche. A ~~mal~~ tourner ~~mal~~ rond,
 n'arrive nulle part.
 à gauche à ~~mal~~ ~~mal~~
 aggravé la mise au
 concert du programme commun
 projet d'accord pour
 marcher ensemble, ~~mal~~ ~~mal~~
 pas de même ~~mal~~
 la droite. Celle-ci veut
 garder le pouvoir mais ne qu'en
 tends que ~~mal~~ aspire à la
 redoutant confu-
 sent d'avoir l'exercer car il y a
 trop, trop à faire.
 Un passage à vide ~~mal~~
 publique est alarmant. Le
 est en particulier. Il se pré-
 sente de ~~mal~~ quelq'un pour
 concevoir, pour ramasser le pouvoir
 ne vaut plus que
 ne peut plus assumer. ~~mal~~ fois
 core, quelq'un ou quelque
 grrra. ~~mal~~ qui, mais quoi ?

PIERRE VIANSSON-PONTÉ,

**mettez la chance
dans votre poche avec
un
billet de la**

loterie nationale

**TRANCHE
DE LA SAINT NICOLAS
GROS LOT 2.000.000 F
TIRAGE LE 7 DÉCEMBRE**



opticien
chez tous
les opticiens

STYLES ANCIENS
**MEUBLES
DECORATEURS**
R. BERBIGIER
961.14.97
MAGASIN
DIRECTION
12, rue de la République
BOULEVARD
DIRECTION
12, rue de la République

Les derniers bureaux construits dans Paris sont justement les mieux situés

Si la gare de Lyon est devenue **le nouveau pôle d'affaires**, **n'est pas sans raison**. En vérité, quel autre quartier de Paris vous offre tout cela.

Plateaux types pour **50 personnes (523 m²)**
Livraison janvier 1978

Situation idéale et accessibilité totale
C'est le seul endroit où :

- Toutes communications à votre porte :
- le métro, le R.E.R., les trains de banlieue, les autobus sont **à pied de l'immeuble**.
- Un branchement en direct avec tout le Sud de la France :
- la gare de Lyon
- Une liaison facile et rapide :
- Orly et Roissy :
- quelques minutes du périphérique
- Paris-Midi
- mi-chemin des deux aéroports.

PARIS-MIDI
LES BUREAUX DE LA GARE DE LYON
205, RUE DE BERCY PARIS 12^e

Visitez le plateau-témoin sur rendez-vous
en téléphonant à **266.36.36** poste 890
et si vous ne pouvez vous déplacer,
envoyez votre carte de visite à
Cogedim, 72 rue Roqueline 75006 Paris,
qui vous enverra une documentation.

COGEDIM
SA au capital de 60 millions de francs.

Plateaux-types fonctionnels et lumière naturelle
Paris-Midi réunit **les** qualités qui rendent la vie professionnelle **et** agréable :

- **Lumière naturelle directe** pour tous **les** bureaux (niveaux standards) et air conditionné.
- **Utilisation immédiate** :
- revêtements mural et sol, faux plafonds, luminaires.
- **Services intégrés** : restaurant, salles de conférences, d'informatique et d'archives, standard **et** parkings.
- **Prestige et confort** : très belles façades réfléchissantes et hall d'entrée **à** haut standing.
- **Vues étendues sur la capitale** : **des** nombreux bureaux bénéficient de découvertes exceptionnelles sur la Seine et Notre-Dame.

LIVRES POLITIQUES

LES NOUVEAUX COMMUNISTES AUX PORTES DU POUVOIR»

Donner au P.C.F. les couleurs de la France

fois, dans l'au-
Thierry Lemaître écrit
nouveaux communistes
première fois c'était en 1971
et ils constatent plus
l'évidence : « ques-
n'est pas tellement
changé, et dit-
C.P.F., il changeant
Georges Marchais
en 1972, au 11^e congrès :
parti change et ne
se change pour être toujours
lui-même, pour être toujours
responsable...
qu'il assume...
difficile au peuple. » Ce qu'il
inutile le rappeler quand
aujourd'hui, s'interroge
intentions
portes du pouvoir ».
laisse à André Laurena et
Thierry Lemaître la responsabilité
beaucoup de jours habituelle
politique du parti commu-
nisme et si les classes
politiques n'entretenaient
elles, comme
au fond, le parti communiste
laisait, ne trop pourquoi,
son par le jeu individualités
générations, l'inclement ou
alors. En la guerre froide,
légitime l'hégémonie du grand
parti après 1945, rien poli-
propre au parti socialiste...
tels que Laurena et Thie-
leur propre : « nou-
Justement il
beaucoup, aujourd'hui, ces
cent en premier ; plus
attribue un événement au première
deur, et pour le parti commu-
pour vie politique géné-
de la France,
même, augmen-
constante, y compris depuis
suspension des discussions de
gauche, il can de ces
selons signifient, effet,
profondes non
dans l'attitude à l'égard du
munisme, aussi dans le com-
ment politique, de qui
valent ou vont adhérer au C.P.F.
démocratisation de la participation

par
François Hincker (*)

politique au profit de la délégation de pouvoirs, qui est une pierre d'angle du libéralisme social, et qui ne peut que nous faire accepter, céder, comme un mythe ou une illusion, la dépolitisation dans une société prétendant de « consommation ». Un tel rapport à la politique n'est en train [...] se constituer nous y voit, et le P.C.F. en est le nouveau principal et le principal bénéficiaire.

La plupart de ces dizaines de milliers d'adhésions sont, en effet, des adhésions naturelles [...] partielles difficultés de ce quotidien [...] des [...] et [...] qui y naissent : [...] enure d'une grève, [...] les [...] et [...] pour l'emploi, [...] l'immeuble agité par l'expulsion d'un locataire [...] la sal- chez la voisine, [...] envoyée par [...] l'auteur s'exprime vent [...] longuement [...] intime- Adhésions qu'il jugeent elles-mêmes comme la proclamation politique, normal, évident, [...] sur- prise, [...] une révolte qui, naguère, seraient demeurées individuelles, au mieux syndi- cales, presque toujours effrayées devant l'univers redoutable de la politique. Adhésions qui pourraient reprendre la formule de Picasso : « Je suis venu au monde [...] on [...] fontaine ».

Ainsi, une progression très notable, par rapport aux années 60, coup plus de femmes [...] de D.S., et [...] manœuvres, d'employés, adhèrent au P.C.F., c'est-à-dire ceux là que la crise frappe particulièrement [...] quelle [...] à rompre un isolement, [...] dépolitisation parfois méculaires. C'est pourquoi aussi [...] militante [...] les plus di- ces [...] et, depuis sont [...] expression vigoureuse [...] ne pas [...] faire, deviennent com- Ceux qui y [...] a encore peu [...] et [...] ant [...] le G.F.D.T., prête [...] communiste, [...] sociate, [...] communiste et [...]

(*) Membre du comité central du C.F. Rédacteur en chef de la

[illegible]

LES CHEMINS DE LA RÉVOLUTION ■

red Zeller face à Alain Krivine

une collection qui a déjà
notamment à MM. Chan-
gour et Sanguinetti, Chevè-
et Messner ■■ confronter
points de vue, deux mili-
formes à l'école du trois-
mais représentant ■■
érations différentes, l'une
guée par ■■ guerre, l'autre par
■■ tentent ■■ dialoguer.
face-à-face résume et per-
de mieux saisir l'un des

grands problèmes que la gauche
devra résoudre si elle parvient
au pouvoir, à partir la volonté de
« débordement » d'une partie de
l'extrême gauche qui souhaite, à
la faveur de cette hypothétique
victoire, imposer un processus
révolutionnaire.

Fred Zeller, soixante-cinq ans,
membre du P.C. et de la Trotski, ancien
grand maître du Grand-
Orient de France, membre du P.S.,

**VENDE
OU
ACHETER
UNE AFFAIRE
265 28 50**

Agents spécialisés inter-
nement dans toutes les branches
à l'étranger pour toutes les
opérations qui a fait notre
spécialité.

répond en humaniste. Après avoir relevé que les Français font des erreurs, il confie à la gauche et surtout au suffrage universel, il constate qu'il n'existe pas de France ni de révolutionnaire, ni de masse ni de vote, il se contente de dire que, comme Fred Zeller plaide, au nom de sa cinquantaine ans d'expérience de luttes à ses côtés, il a vu que, pour une escapade présidentielle, les moyens d'expression de la gauche sont fatals qu'il ne connaît bien et qu'il redoute pour demain.

— Krivine, principal animateur de la ligue communiste révolutionnaire, répond : révolutionnaire qui n'imagine que qu'il y ait une plume d'écrit, qui n'écrit pas, qui n'écrit pas, il fonde ses espoirs sur la permanence, depuis le d'un mouvement d'extrême gauche qui, selon lui, bénéficie d'un soutien populaire, il politisation, a qui apparaît

Straplan
3, rue de Penthievre
75008 Paris

Entre celui qui dénonce une extrême gauche sans débouché (« le sectarisme, c'est votre programme révolutionnaire », dit-il, ■ celui qui ■ prêt à assumer ■ conséquences ■ la démarche révolutionnaire qu'il met en avant, la synthèse ■ impossible. Ce livre ■ montre. Il mérite qu'on s'y arrête. — J. M.C.

★ ■ ■ ■ révolution.

■ ■ Balland ■ ■ ■ 35 F.

**DANS DEUX JOURS,
VOTRE SOCIÉTÉ
A 5 MINUTES DE L'OL**

IMMEUBLE PARIS-MIDI
Tél. : 266.36.36. Poste 890

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e

Bibliothèques Rustiques vitrées

Justaposables, par simple pose, grâce à notre système exclusif de mouleurs amovibles



GRAND MODELE.
Haut. 208 - Larg. 116 cm - Prof. 33 cm
contenance 200 vol. divers
 montée)



157 - Larg. 100 cm - Prof. 32 cm
160 vol.
(montée)

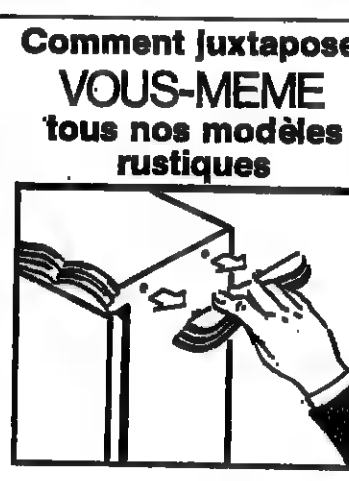


GRAND MODELE
Haut 208 - Larg. 116 cm - Prof. 33 cm
contenance 200 vol. divers *
avec portes pleines

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES



**BIBLIOTHEQUE
GRANDE PROFONDEUR**
Haut. 203 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42 cm
contenance 106 gros vol. env.
en 84 de large (livres montées)



**Comment juxtapose
VOUS-MEME
tous nos modèles
rustiques**

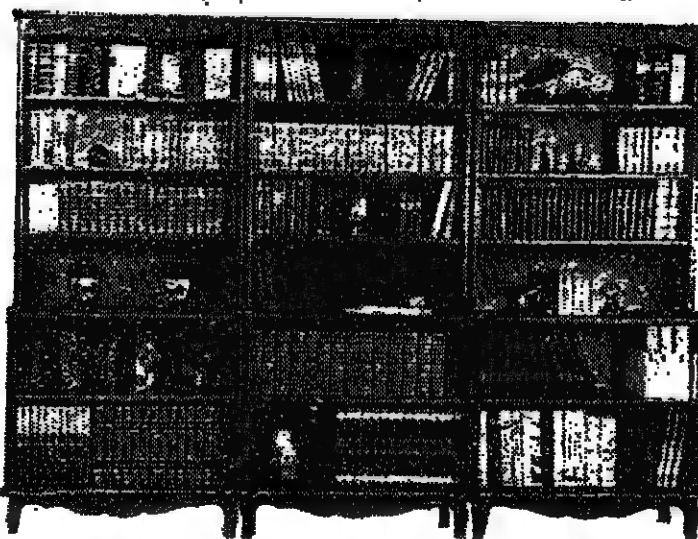
D'un simple **glissement**, les moulures de côté des **montants** peuvent être enlevées, les **châssis** sont alors parfaitement rectilignes, les **montants** sont juxtaposés par simple **pose** côté à côté.



MODELE TOUS FORMATS
Haut. 205 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol. club +
40 gros en de (livres démontées)

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS

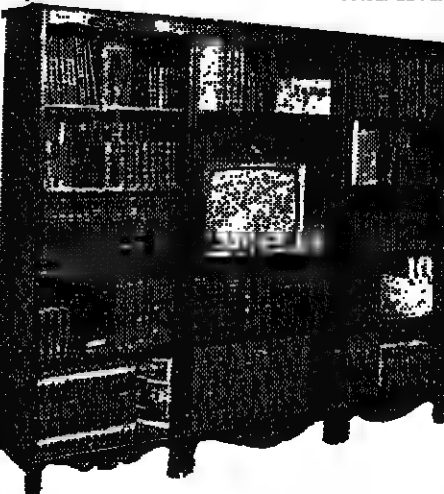
ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 360 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 11

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR

Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 111 cm
prof. 42 cm
Contenance 250 gros volumes
environ
peut être augmentée par l'utili-
sation de 1/2 tablettes



EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON Pour un catalogue en couleurs **GRATUIT**
à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75880 PARIS CEDEX 1
Veuillez m'envoyer ☐ engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITREES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis etc.

Nom

Adresse

Code Postal Ville

ou appelez le 633 73-33 (24 h/24)

Pour résoudre son problème Hi-Fi on finit toujours au B.H.V.

L'investissement parfois lourd pour une chaîne de qualité ne décide pas à la légère et n'importe où. La compétence et le sérieux incarnés du BHV, sont des garanties indispensables pour la satisfaction de l'amateur averti.

Dans chaque magasin B.H.V. les techniciens du service après-vente disposent d'un standard efficace d'une "clinique" pour diagnostiquer et opérer.

Installé sur 700 m², le rayon B.H.V. avec son auditorium équipé des appareils les plus sophistiqués a déjà conquis les "oreilles" les plus difficiles.

De nouveaux éléments Hi-Fi sur moins d'un quart de m²

Dans cet écrin discret, les éléments habillés d'acier brossé, sobres et raffinés, forment un remarquable ensemble haute fidélité. La parfaite cohérence de ses différents maillons et le soin apporté à leur conception et à leur réalisation convaincront les mélomanes avertis.

XT2000 2V 000	TF 9746 Tuner PO - GO - MF sensibilité : 12 µV
TD 9762 Table de lecture manuelle à entraînement direct-cell. magnétique.	TE 9785 Lecteur-enregistreur de cassette Dolby B.
FA 9715 Preampli - ampli 2 x 35 W efficaces distorsion < 0,2 %	EA 9790 Enceintes acoustiques puissance admissible : 55 W tweeter à dôme.

**la chaîne compacte Continental Edison:
sa carrosserie est déjà une symphonie**

Devant la cassoiserie d'avant-garde du compact CT 9632 Continental Edison, combien d'inconforts et de chaises par terre ?
 Des convictions ébranlées ?
 Dans cette symphonie de brun et d'acier, profitée selon les plus récentes recherches du design, des lignes et des tableaux de bord enrichies avec des matériaux intégrés, se sont unissant à haute fidélité pouvant rivaliser avec les meilleures chaises : 1 x 35 watts pour l'amply, touches à 100 pour les prévisions en MF, rapport signal/bruit supérieur à 38 décibels, système Dolby sur le magnétophone-cassette !
 Dernière la beauté se cache parfois de hautes performances : Continental Edison, toujours une nécessité quels que soient les appareils de sa gamme.

On ne parle bien que de ce que l'on aime.
Dens tous les rayons spécialisés du BHV,
■ vendeurs sont sélectionnés sur leurs
compétences techniques. Mais ■
li-ils les vendeurs-conseils ■ être, au
plus, ■ passionnés ■ la musique, pour
parler la ■ langue que leurs clients
et comprendre ■ exigences.
Tous ■ vendeurs ■ ■ régulièrement
des stages chez les fabricants et des
■ aux ■ professionnels interna-
tionaux pour se tenir au courant de l'évolution
des matériaux.
Ils ont de surcroît, la patience et l'amabilité
légendaire du BHV.



■ B.H.V. : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHÉRY • GARGES • FLANDRE • BELLE-ÉPINE • ROSNY ■ CRÉTEIL

Le colloque du GRECE a mis l'égalitarisme en accusation

Salon M. Cheverny la gauche
anale hérita à tirer les leçons
des découvertes récentes
de la biologie. ■ Egalitarisme
social, repugne à intégrer
les différences de l'homme fondées
sur des différences naturelles, irré-
ductibles et absolues. Un monde
où la la la les consacrerait

GILBERT COMTE

Un hommage à Jean Salusse

Tout à l'heure, ses amis et ses supérieurs hiérarchiques dépendaient de Provencal le brigadier administrateur de la brigade d'assise. M. Marceau Long, le produit exceptionnel de cette école d'administration qui était le contraire d'un bureau et manifestait une sensibilité et une conscience civi-

Préparation entrée 1^{re} et 2^e années

Sciences PO

ou

Concours ENA

de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

avec entousaînement intense en août.
Cours : Mayfield ou Quartier latin
CEPES : Groupement libre de professeurs
57, rue Ch.-Lafayette, 92 Bouilly
722.94.94 ou 745.08.19

 **fleurs
tropicales**

exposition
jusqu'au samedi 10, chez

LACHAUME
 pendant cette exposition, Colette Thuilliet,
 peindra les bœufs que vous aimez.
 10, rue Royale



**fleurs
tropicales**



exposition
jusqu'en samedi 10, chez

LACHAUME
 pendant cette exposition, Colette Thurllet,
 peindra les bouquets que vous aimez.
 10, rue Royale

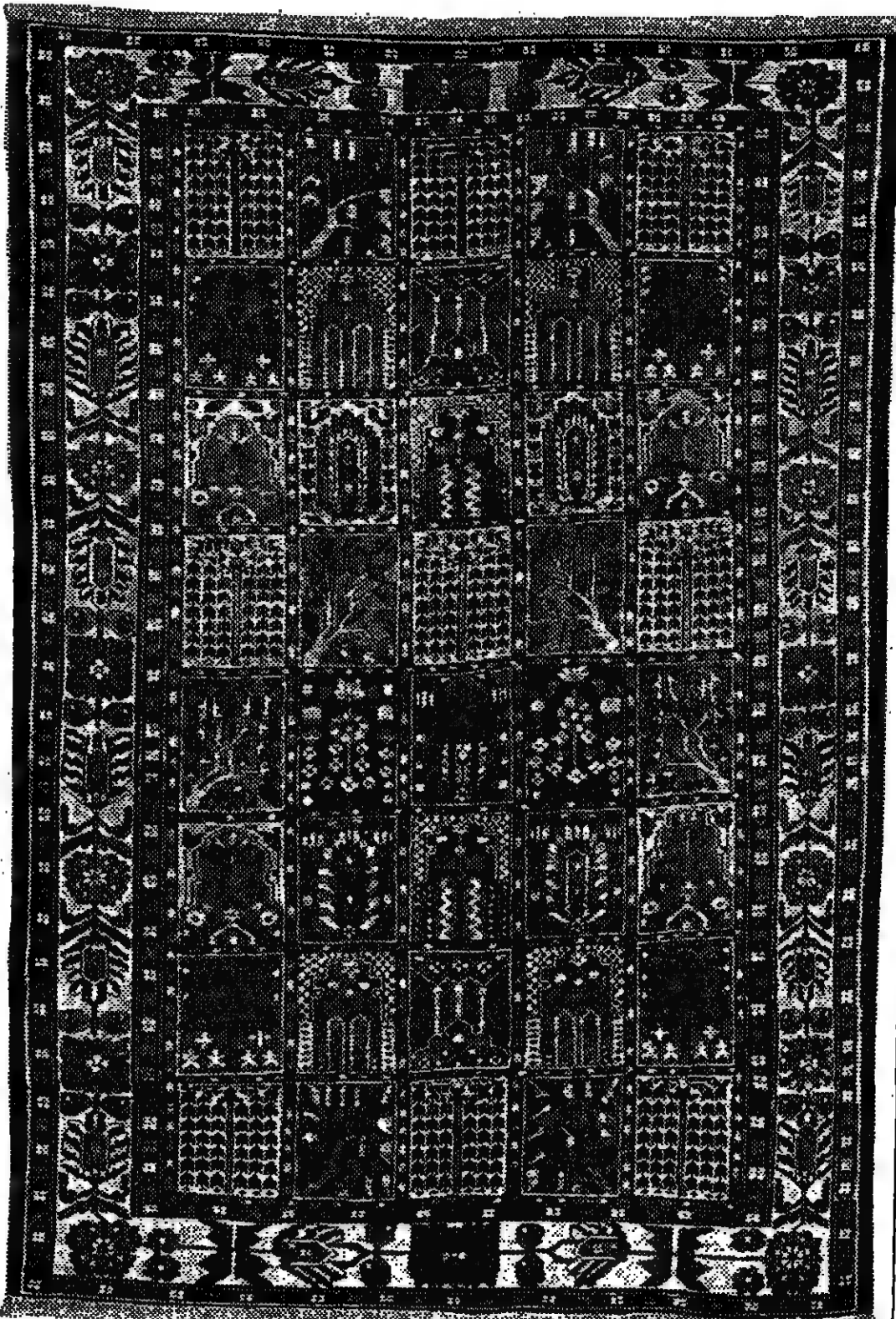
le cadeau des galeries

-20%

sur tous les tapis d'Iran

Crédit gratuit 12 mois

■ partir de 1.000 F d'achats, dès acceptation du dossier



L'Iran est le premier pays producteur de tapis artisanaux en Orient. Provinces du Khorassan, du Kurdistan ou de Kirman: l'éventail est large. Aux Galeries Lafayette vous trouverez un choix très étendu (de 515 F à 62.500 F). Une présentation sur demande à domicile. Un certificat d'origine pour chaque tapis.

Tapis Iran Bakhtiar, laine GD 2963, 204 x 204, (ci-dessus) 11.760 9.408 F	Tapis Iran Ghoun, laine et soie GF 964, 200 x 137 5.282 4.625 F
Tapis Iran Runner Karadja, laine, GG 2934, 295 x 77 2.590 2.000 F	Tapis Iran Bidjar, laine GD 280, 290 x 180 18.820 14.896 F
Tapis Iran Dozar Hamadan, laine, GD 1654, 202 x 151 2.273 F	Tapis Iran Nain, laine et soie, GG 2949, 168 x 110 16.800 F

Galerias Lafayette

Exposition tapis d'Orient, 5^e étage Haussmann, jusqu'au 24 décembre

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

LES DATES DU BACCALAURÉAT EN 1978

Les dates de la session 1978 du baccalauréat sont fixées par un arrêté publié au Journal officiel du 6 décembre.

Les épreuves écrites de l'enseignement de degré auront lieu le 21 juin pour la philosophie, les 27 et 28 juin pour les autres disciplines. Les dates des académies de Nantes et de Rennes).

Les épreuves facultatives auront lieu entre le 23 mai et le 9 juin, et les épreuves orales du premier groupe à partir du 21 juin, à des dates fixées par les académies.

Les épreuves écrites de la première partie du baccalauréat de philosophie auront lieu le 21, 22 et 23 juin. Chaque recteur fixera pour son académie les dates des épreuves facultatives (entre le 23 mai et le 9 juin), orales, et du second groupe.

Les épreuves anticipées de français et de technique de première sont fixées au 29 juin.

L'organisation du baccalauréat est quelque peu modifiée cette année, en application des décisions annoncées par le ministre de l'Éducation de la réforme des rythmes scolaires, destinée notamment à rééquilibrer l'année. Tous les candidats subissent désormais une épreuve écrite d'histoire et de géographie, alors qu'auparavant elle était orale. En revanche, les candidats ayant obtenu 10 de moyenne (au lieu de 12) seront dispensés des épreuves orales du second groupe. Candidats comme un candidat, celles-ci sont les élèves ayant entre 8 et 10 à l'écrit.

Les dates des épreuves ne sont pas en accord avec les décisions annoncées en mars par le gouvernement. Elles seront en effet décalées, dès l'année prochaine, dans les premiers jours de juillet. Or, au 21 mai, arrive à gagner qu'une semaine dans le calendrier par rapport à l'an dernier. Les épreuves auront encore lieu en 1978 en juin, mais il est évident que l'année ne sera pas la même — de 10 mois de mai.

Après la reprise des cours à l'école polytechnique LES SANCTIONS SONT LEVÉES

La sanction qui frappait les élèves de l'école polytechnique a été levée, lundi 5 décembre, par le conseil général de l'école. Les élèves ont pu reprendre les cours, les polytechniciens n'avaient pas eu de sanctions. Le conseil général, après avoir décidé à l'unanimité la reprise des cours, a pris fin ce conseil qui durait depuis plus d'une semaine et mettait en cause la discipline de l'école polytechnique depuis le transfert de celle-ci à Palaiseau (Essonne). La « médiation » qui a inter-

venue, samedi 3 décembre, entre les élèves et les professeurs de l'école a permis de trouver une solution à l'impasse. En s'engageant à reprendre les cours, les polytechniciens n'avaient pas eu de sanctions. Le conseil général, après avoir décidé à l'unanimité la reprise des cours, a pris fin ce conseil qui durait depuis plus d'une semaine et mettait en cause la discipline de l'école polytechnique depuis le transfert de celle-ci à Palaiseau (Essonne). La « médiation » qui a inter-

« 300 000 F PAR ÉLÈVE »

Le conseil général de l'école polytechnique, après avoir décidé à l'unanimité la reprise des cours, a pris fin ce conseil qui durait depuis plus d'une semaine et mettait en cause la discipline de l'école polytechnique depuis le transfert de celle-ci à Palaiseau (Essonne). La « médiation » qui a inter-

venue, samedi 3 décembre, entre les élèves et les professeurs de l'école a permis de trouver une solution à l'impasse. En s'engageant à reprendre les cours, les polytechniciens n'avaient pas eu de sanctions. Le conseil général, après avoir décidé à l'unanimité la reprise des cours, a pris fin ce conseil qui durait depuis plus d'une semaine et mettait en cause la discipline de l'école polytechnique depuis le transfert de celle-ci à Palaiseau (Essonne). La « médiation » qui a inter-

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE RÉAFFIRME SON ATTACHEMENT À LA LAÏCITÉ

Le Grand-Orient de France rappelle dans un communiqué son attachement à la laïcité et à l'enseignement laïque qui en est l'expression la plus importante. « Si la politique, affirme-t-il, repose sur la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même, la liberté absolue de conscience et veut être le centre de l'union, elle rejette toute forme de sectarisme. »

En proclamant son attachement à la laïcité, le Grand-Orient de France rappelle son engagement en faveur de l'enseignement laïque qui en est l'expression la plus importante. « Si la politique, affirme-t-il, repose sur la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même, la liberté absolue de conscience et veut être le centre de l'union, elle rejette toute forme de sectarisme. »

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Les murs de l'école libre

« Il y a une école libre de l'enseignement catholique, de ses associations, de ses élèves, de ses parents, de ses enseignants. En ce sens, M. Mitterrand a-t-il pris délibérément le risque de choquer l'électorat catholique, alors que, de son propre aveu, les chrétiens représentent la moitié des électeurs socialistes ? »

Il poursuit : « Son engagement est peut-être lié à cette reprise en main des fidèles par l'épiscopat que dénoncent nombre de militants du P.S. Quelques jours avant son intervention, l'archevêque de Rennes, Monseigneur Gouyon, a dénoncé les menaces qui pèsent sur l'école libre. Et le 16 octobre, le journal la Croix a publié un sondage selon lequel 11 % des pratiquants s'opposent à la majorité. »

Il n'en fallait pas plus, pour que François JACOZ, pour que, à la fin de la semaine, le journal la Croix ait publié un sondage selon lequel 11 % des pratiquants s'opposent à la majorité. »

Portes ouvertes : VALEURS ACTUELLES à l'école libre, de Michel Chateaubriand. M. Mitterrand a-t-il pris délibérément le risque de choquer l'électorat catholique, alors que, de son propre aveu, les chrétiens représentent la moitié des électeurs socialistes ?

Il poursuit : « Son engagement est peut-être lié à cette reprise en main des fidèles par l'épiscopat que dénoncent nombre de militants du P.S. Quelques jours avant son intervention, l'archevêque de Rennes, Monseigneur Gouyon, a dénoncé les menaces qui pèsent sur l'école libre. Et le 16 octobre, le journal la Croix a publié un sondage selon lequel 11 % des pratiquants s'opposent à la majorité. »

Portes ouvertes : VALEURS ACTUELLES à l'école libre, de Michel Chateaubriand. M. Mitterrand a-t-il pris délibérément le risque de choquer l'électorat catholique, alors que, de son propre aveu, les chrétiens représentent la moitié des électeurs socialistes ?

Il poursuit : « Son engagement est peut-être lié à cette reprise en main des fidèles par l'épiscopat que dénoncent nombre de militants du P.S. Quelques jours avant son intervention, l'archevêque de Rennes, Monseigneur Gouyon, a dénoncé les menaces qui pèsent sur l'école libre. Et le 16 octobre, le journal la Croix a publié un sondage selon lequel 11 % des pratiquants s'opposent à la majorité. »

LETTRES

LE PRIX CHATEAUBRIAND À LOUIS PAUWELS

Le prix Chateaubriand, doté de 30 000 francs, a été attribué à Louis Pauwels pour son livre intitulé l'Apprentissage de la vie (éd. Reta) et en hommage à l'ensemble de son œuvre. Cet ouvrage sera mis en vente le 7 décembre.

Le prix Chateaubriand, doté de 30 000 francs, a été attribué à Louis Pauwels pour son livre intitulé l'Apprentissage de la vie (éd. Reta) et en hommage à l'ensemble de son œuvre. Cet ouvrage sera mis en vente le 7 décembre.

Le prix Chateaubriand, doté de 30 000 francs, a été attribué à Louis Pauwels pour son livre intitulé l'Apprentissage de la vie (éd. Reta) et en hommage à l'ensemble de son œuvre. Cet ouvrage sera mis en vente le 7 décembre.

Le prix Chateaubriand, doté de 30 000 francs, a été attribué à Louis Pauwels pour son livre intitulé l'Apprentissage de la vie (éd. Reta) et en hommage à l'ensemble de son œuvre. Cet ouvrage sera mis en vente le 7 décembre.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
Concours juridique et économique
Examen d'entrée à :
ENA
SCPO
PRÉPARATIONS COMPLÈTES
DE JANVIER à fin JUIN
avec préparation intensive
de juillet à fin août
Soutien en cours d'AP
Procédure d'admission en 2^e année
TAXES CONFIRMES DE REUSSITE
DEPUIS 1953
AUTEUIL 6, Av. Jean-Henry
75016 Paris - Tel. 224 10
TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. 386 59

Vient de paraître
ESPACES NOUVEAUX
DE LA MÉDECINE
un livre de
D'ANTOINE
• La médecine
l'impossible
• Le message
de la médecine
• La redécouverte
des médecines
homeopathiques
Collection

Le Monde

DE LA MÉDECINE

DIX ANS DE GREFFES CARDIAQUES

par le docteur

JEAN-FRANÇOIS LACRONIQUE

De l'audace bruyante à l'efficacité discrète

L'EFFET de surprise fut total. Le 3 décembre 1967, lorsqu'on apprit qu'un chirurgien sud-africain venait de réaliser la première greffe cardiaque mondiale, l'homme, le geste, le lieu, le moment, tout était stupéfiant. On attendait qu'un cœur d'une autre espèce soit greffé sur un cœur humain. Le premier greffé vécut dix-huit jours, puis mourut. Pour les chirurgiens cardiaques du monde entier, l'exemple du professeur Barnard

fut audace, fit entrer la transplantation cardiaque dans le domaine du spectacle international et de la controverse. Le 6 décembre 1967, le professeur Adrian Kantrowitz, chirurgien américain de New York, publia pour ses travaux expérimentaux le cœur artificiel. Christian Barnard, qui avait fait lui-même une tentative quatre jours plus tard, fut alors passé comme à tous les problèmes avaient été résolus, et chaque équipe cardio-vasculaire va participer à cet engouement brutal pour la greffe du cœur.

Lorsque, il y a tout juste dix ans, on apprit qu'un cœur humain avait été réalisé par un chirurgien sud-africain jusqu'alors inconnu, le monde scientifique fut complètement pris au dépourvu par la nouveauté. L'audace du docteur Christian Barnard venait de rompre l'équilibre subtil des forces qui donnent à la médecine l'apparence d'une discipline scientifique, organisée et homogène. D'un seul coup, les problèmes latents dont les médecins s'accommodaient sans en parler, et dont la plupart restent encore non résolus.

Sur le plan technique, la transplantation cardiaque était tentée dans des conditions difficiles, problèmes de la tolérance de l'organisme à un organe humain. Pourtant, les transplantations étaient déjà passées à la pratique, sans que le problème du rejet de l'organe greffé se pose.

Sur le plan moral, on trouvait brutalement illustré le cas de la chirurgie à haut risque, ou de la justification d'un acte médical en désespoir de cause, pour la survie d'un être humain. Mais, là aussi, la chirurgie des maladies de l'œsophage, celle du foie, celle du pancréas, posent depuis longtemps les mêmes problèmes, sans soulever pour autant d'émotions ou de polémiques publiques.

Le cœur sans la raison

L'INDICATION principale de la greffe cardiaque est l'altération irréversible du myocarde, avec une pronostic fatal à court terme. Les indications de greffe sont donc, en France, la plus grave des maladies cardiaques, celle qui est la plus fréquente, celle qui est la plus meurtrière, celle qui est la plus difficile à traiter.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

Sur le plan éthique, la greffe cardiaque a sans aucun doute hâté la révision des lois qui régissent la mort biologique et a accéléré la définition d'une réglementation moderne des prélèvements d'organes. Tel est, semble-t-il, l'unique progrès tangible apparent, lorsqu'on fait le bilan de dix ans de transplantation cardiaque dans le monde.

Dans ce domaine, la France peut se prévaloir d'une place de premier plan à plusieurs titres. Le doyen mondial des opérés du cœur est un Français, Emmanuel Vitria, qui vit depuis neuf ans avec un cœur d'un jeune marin victime d'un accident de la route. La France est par ailleurs le premier pays au monde, après les États-Unis, par le nombre total de transplantations cardiaques. Enfin, elle est aussi le premier pays du monde à avoir pratiqué la greffe cardiaque dans le monde.

D'autres organes font l'objet de greffes expérimentales (le foie, le pancréas, le poumon) et des recherches se poursuivent pour la mise au point d'organes artificiels. Mais là encore, on peut s'attendre à l'annonce de l'implantation du premier cœur artificiel comme à la découverte d'un nouveau monde, mais avec bien maladroite pour ne pas prévoir l'impact social, économique et psychologique.

par l'équipe du professeur J.-B. Sliet (1).

Une source d'énergie humaine n'est pas utilisable pendant un intervalle de temps suffisamment long, l'usage de plaquettes de plutonium, dont la chaleur résiduelle peut permettre un fonctionnement de plusieurs années, est donc la seule solution envisageable. Mais elle n'est pas celle de la transplantation cardiaque, car elle ne permet pas de contrôler la température du cœur et de la protéger de son environnement.

Enfin, la régulation automatique de l'appareil n'est pas possible avec les techniques actuelles. Les recherches en cours visent à la mise au point d'un système de régulation automatique, qui permettrait de contrôler la température du cœur et de la protéger de son environnement.

Malgré ces problèmes, la greffe cardiaque reste une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

elles indiquent que le cœur artificiel sera mis au point dans un délai au nom des intérêts de la collectivité, parce qu'il présente un moyen acceptable de s'opposer au progrès des complications qui en rendront la fabrication possible. Le rapport cautions dans le « fait accompli technologique », en attendant que la société se fasse à l'idée que la greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

On pourrait donc les remercier sans savoir à quel point on se pose, parce qu'ils ne peuvent faire

Le cœur sans la raison

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

LA LOI DU 22 DÉCEMBRE 1976

Aux termes de la loi du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes, en vue d'une greffe ayant un but thérapeutique, « sur une personne vivante, majeure et jouissant de son intégrité mentale », « qui y aurait consenti », des prélèvements peuvent être effectués à des fins thérapeutiques ou de greffe sur le cadavre d'une personne n'ayant pas fait connaître son vivant son refus d'un tel prélèvement.

La loi, dans les textes précités, ne prévoit pas encore que les prélèvements effectués sur le cadavre d'une personne n'ayant pas fait connaître son vivant son refus d'un tel prélèvement.

L'application de cette loi ne manquera pas de poser à un certain nombre de médecins, que l'on peut qualifier de « spécialistes de la mort », des problèmes de conscience.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

Particulièrement troublant : l'homme dont on attendait depuis des années la première greffe cardiaque, le professeur Norman Shumway, qui a fait de la transplantation cardiaque son domaine de prédilection, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, est mort le 11 novembre 1976. C'est lui qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde, et qui a été le premier à pratiquer la greffe cardiaque dans le monde.

L'année folle

Au cours de l'année 1968, plus de cent cœurs humains furent greffés dans le monde, dont cinquante-quatre aux États-Unis.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

Depuis 1973, la greffe cardiaque est plus pratiquée que jamais. Mais elle reste une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

Quatre difficultés

En ce qui concerne le cœur artificiel, des problèmes importants restent non résolus, malgré les progrès réalisés. Les recherches en cours visent à la mise au point d'un système de régulation automatique, qui permettrait de contrôler la température du cœur et de la protéger de son environnement.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

La greffe cardiaque est une opération à haut risque, à haut coût, à haute technicité. Elle est donc réservée à une élite de chirurgiens, à une élite de centres hospitaliers, à une élite de patients.

LE REJET

La cause de rejet est la principale complication des greffes d'organes. Elle s'explique par la réaction de l'organisme contre les cellules étrangères (lymphocytes), qui créent des substances destinées à leur destruction (anticorps). Les manifestations du rejet sont pratiquement toujours accompagnées de fièvre, de douleurs, de troubles de la fonction de l'organe greffé.

Prendre du champ... pour se faire une opinion

1999... l'expertise de Wassily Léontief, une étude de l'O.N.U. sur l'économie mondiale future.

Le Prix Nobel d'économie a calculé ce qu'il en coûterait pour l'Apocalypse... conclusion : elle n'est encore qu'à l'état de conjecture. Ce difficile : des réformes radicales devront intervenir rapidement dans la plupart des pays et les rapports internationaux.

Médecine libérale ou nationalisée ? sept politiques à travers le monde

La médecine est véritablement au carrefour de l'histoire et l'on pressent bien que le système français devra profondément réorganiser lors de l'indépendance de 78. Dès lors, il n'est pas inutile d'examiner les solutions adoptées par les grands pays et d'apprécier les limites de leur efficacité.

La parole aux Français : 5 ans de sondages. Préface de René Dumont

Comment les Français veulent-ils leur médecine ? De quelle manière se situent-ils dans le cadre du vie dans la société actuelle ? Comment se représentent-ils les grandes données politiques et appréhendent-ils l'avenir ? Les sondages permettent d'y répondre de façon plus précise et objective que n'importe quel débat de consultation politique.

La guerre des monnaies

La troisième guerre mondiale a commencé il y a 7 ans : ses investisseurs... les monnaies. Leur arme... la monnaie. Toutefois, la défense des positions commerciales, la conquête des marchés, les luttes pacifiques, non moins après, n'avaient pas leur historien : cette leçon est maintenant comblée.

les livres "Dossier" dunod

Economie de la santé : faits et chiffres

L'explosion du coût de la santé est une détérioration du mode de vie et d'une certaine stagnation du progrès thérapeutique. Telle est la thèse centrale de cet ouvrage. Elle s'appuie sur une analyse minutieuse et documentée. Une étude de référence sur multiples prolongements politiques.

Economie de la santé : bibliographie choisie et annotée

L'économie de la santé est une science jeune mais qui a déjà fait l'objet de nombreux travaux, d'où l'intérêt d'un recensement analytique critique. Un document de référence pour ceux qui veulent approfondir cette problématique.

les livres "Document" dunod

L'agrégation : un miroir aux alouettes ?

La réforme hospitalo-universitaire de 1976 n'a pas, semble-t-il, apporté aux médecins qui se consacraient à la recherche dans les C.H.U. la sécurité de l'emploi ni les garanties de recrutement qu'ils escomptaient. Pour cette raison, une réforme, en attendant de « moderniser » le mode de sélection des médecins hospitaliers, de favoriser un brassage national, et permettre enfin une orientation plus précise des candidats.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le recrutement des médecins hospitaliers reste encore largement un mécanisme de cooptation, notamment pour l'agrégation, qui seule permet la titularisation définitive des médecins, en général à un âge

avancé. Aux critiques traditionnelles s'ajoute une donnée nouvelle : la politique malthusienne des pouvoirs publics qui limite le nombre de postes nouveaux tous les ans. Un nombre croissant d'internes en médecine, plus en plus marqués par une sensibilité politique de gauche.

Fait nouveau, les critiques émanent aussi de ces « mandarins » dont on aurait pu penser qu'ils savaient tout à gagner au maintien du système actuel.

La médecine apparaît comme la discipline où l'agrégation n'est pas véritablement un concours puisque la présentation de titres et travaux, le recueil d'avis divers et un court entretien sont substitués à la pratique, depuis les épreuves anonymes et les épreuves

sont de plus en plus ailleurs. Dès lors, l'agrégation peut, aux yeux de certains, être qualifiée de miroir aux alouettes. La plus, la nomination à vie de ces enseignants, sans possibilité de remise en cause, apparaît de plus en plus à beaucoup comme une anomalie.

La parution prochaine d'un ouvrage de la « mono-appartenance », consacrant aux tâches de soins dans les hôpitaux devrait modifier les perspectives de carrière des médecins hospitaliers. Cette mesure, qui porte atteinte au principe de la bi-appartenance posé en 1976, suscite pourtant des oppositions de principe ; elle semble surtout menacer la possibilité de nombreux médecins hospitaliers pour assainir leur mode de recrutement et de promotion.

MALGRÉ l'autocritique des autorités gouvernementales et des instances chargées de la recherche, nous assistons à un drame social : la médecine hospitalière, cette médecine française qui n'a plus d'avenir, affirme le professeur Minkowski, directeur du centre de recherches biologiques néonatales à la maternité Cochin-Port-Royal. Le constat est sévère : il n'est pas dénué de fondement. Médecin dans ce service de néonatalogie, un des plus réputés au monde dans cette discipline, le docteur Touba, après dix années consacrées à la recherche en France et aux États-Unis, ne peut plus poursuivre, à l'âge de trente-huit ans, sa carrière hospitalo-universitaire : il ne sera pas, en effet, nommé à la fin de l'année, maître de conférences agrégé, alors que cette nomination lui aurait permis d'être titularisé. Dans cette unité dirigée par le professeur Minkowski, qui dispose de trente-huit lits de réanimation d'enfants néonataux, on ne compte que deux médecins titulaires, qui seront encore en activité pour plusieurs années. Quant à l'obtention d'un poste supplémentaire, il n'en est pas question. C'est trop récemment, en 1976, que le professeur Minkowski a obtenu, à l'occasion d'un renouvellement du cabinet du ministre de la Santé, un poste d'agrégé supplémentaire. « Vous vendez-vous compte », demande-t-il, « que récem-

ment, par création ou transplantation d'emplois, les seuls postes nouveaux d'agrégés en 1976 (contre 25 cette année), semblent insuffisants pour calmer les insatisfactions des médecins hospitaliers.

Il ne s'agit pas, pourtant, seulement de la médecine, mais de la médecine des postes pour médecins, les aspirations de carrière des hospitaliers, sans tenir compte des besoins réels. À la fin de l'année, le nombre de candidats s'inscrivant dans les facultés de médecine ne peut être sans conséquence sur le rythme de création des postes. Mme Simonet, qui a travaillé pendant dix ans, représentant des internes, que de très nombreux postes dans les hôpitaux non universitaires, qui constituent un véritable important pour les anciens internes n'étaient pas pourvus ; ainsi, à Dunkerque, une place de chef de service en chirurgie orthopédique dans un hôpital très moderne n'est pas occupée depuis de nombreux mois, alors même que l'on commence à parler de « chômage des chirurgiens ». Il est indéniable que la « cooptation » de certains ne peut s'accommoder de l'isolement, sinon du climat, de certaines villes non universitaires.

Juste à présent, les contraintes économiques ont pesé davantage qu'une analyse des besoins sur les créations de postes. Au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, on est conscient de la situation, mais les solutions ne sont pas évidentes. Les créations de postes, au moins pour les années à venir, ne peuvent être mieux assurées par un personnel plus nombreux : « Le meilleur fonctionnement possible de certains services des centres hospitaliers et universitaires (C.H.U.) ne servira qu'en raison du progrès de la science médicale, technique, l'existence d'équipes plus nombreuses que ne l'exigent les seuls besoins thérapeutiques », a déclaré Mme Veil, au mois de mai dernier, devant le Syndicat des professeurs et maîtres de conférences agrégés des C.H.U.

QUEL STATUT ?

Que représentent les statuts d'agrégé pour un médecin ? Enfin titularisé à l'âge de 35 ans, on tente d'être, à quatre ans d'intervalle, et souvent jusqu'à 40 ans de titularité, il n'est pas, en fait, la sécurité. La vie de nomination ne sera pas rendue en compte. Alors que les enseignants de médecine renouvellent tous les dix ans, l'agrégé de médecine enseignera ses étudiants pendant plus de trente ans sans aucun contrôle.

L'agrégation permet aussi, à l'élève, de se spécialiser dans une ville peu fréquentée, de servir le service public et de ne pas se compromettre avec le privé, tout en gagnant tout bien sa vie. En effet, si on est agrégé de chirurgie, on gagne environ 8 000 francs par mois, les traitements d'un maître de conférences agrégé variant de 16 000 à 24 000 francs par mois, les professeurs pouvant aller jusqu'à 32 000 francs pour les chefs de service.

Interne et chef de clinique exercent des tâches et travaillent souvent dans les mêmes locaux par semaine pour faire face aux tâches de soins, de consultation, d'enseignement, de recherche, d'agrégation, non point, certes, comme une sécurité, mais en sachant que la possibilité de se consacrer totalement à leurs recherches.

ment encore, l'état seul à être assuré d'une certaine continuité dans le service ; comment, dans ces conditions, parler d'équipes médicales ? Quelles solutions s'offrent alors à un médecin hospitalier qui refuse de « poser sa plaque », de faire de la clientèle ? L'altruisme est-il une vertu ou un exercice, dans un hôpital de province, des fonctions exclusivement de soins, on obtient un certain nombre d'équivalences pour travailler aux États-Unis. Le docteur Touba a choisi cette seconde voie : il est condamné à passer ses dimanches à préparer le diplôme, une sorte de « mini-internat » qui lui permettra d'exercer dans un hôpital américain.

25 postes créés en 1977

La situation du docteur Touba n'est pas originale. En effet, pour des raisons économiques, les pouvoirs publics ont ralenti le nombre de créations de postes d'agrégés ; alors qu'en 1969 le recrutement des maîtres de conférences agrégés s'élevait au total à 255, ce chiffre n'était que de 152 en 1972 et de 96 en 1977. Or, le recrutement des internes en médecine pour qui l'agrégation est le terrain normal, du moins espéré, de carrière n'a pas observé le même ralentissement : près de 1 300 internes étaient recrutés en 1977 contre 1 170 en 1972. La pyramide des carrières hospitalières présente, dans ces conditions, un contraste de plus en plus marqué entre la base et le sommet. Le concours de l'agrégation devient un véritable goulet d'étranglement.

Juste à présent, les contraintes économiques ont pesé davantage qu'une analyse des besoins sur les créations de postes. Au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, on est conscient de la situation, mais les solutions ne sont pas évidentes. Les créations de postes, au moins pour les années à venir, ne peuvent être mieux assurées par un personnel plus nombreux : « Le meilleur fonctionnement possible de certains services des centres hospitaliers et universitaires (C.H.U.) ne servira qu'en raison du progrès de la science médicale, technique, l'existence d'équipes plus nombreuses que ne l'exigent les seuls besoins thérapeutiques », a déclaré Mme Veil, au mois de mai dernier, devant le Syndicat des professeurs et maîtres de conférences agrégés des C.H.U.

En anesthésiologie, par exemple, il existe, à côté des trois cents médecins hospitaliers universitaires, près de deux mille praticiens exerçant dans des centres hospitaliers : ils sont regroupés au sein d'un « centre hospitalier temporaire », qui a été créé en 1972 et qui n'a pas été rénové. Depuis 1970, nombreux ont été les postes d'adjoints hors C.H.U. créés dans des disciplines comme l'hématologie, l'électrocardiographie, ou l'immunologie, où les besoins des grandes disparités entre les besoins hospitaliers et les besoins universitaires. Il existe enfin des services entiers, notamment en

L'enseignement au lit du malade

Certains enseignent, notamment au Syndicat national des professeurs et maîtres de conférences agrégés des C.H.U., que la nomination de « mono-appartenance » ne substitue aux créations de postes hospitalo-universitaires, qui restent, d'après eux, nécessaires. D'autres, comme le professeur Gastagne, craignent que la nomination de « mono-appartenance » ne substitue aux créations de postes hospitalo-universitaires, qui restent, d'après eux, nécessaires. D'autres, comme le professeur Gastagne, craignent que la nomination de « mono-appartenance » ne substitue aux créations de postes hospitalo-universitaires, qui restent, d'après eux, nécessaires.

Un pneumologue en médecine sociale

Atteindre ces luttes d'influence, le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale se réfère pour la création de postes, tous les ans, à des critères aussi objectifs que possible : la densité du nombre d'enseignants en fonction des effectifs d'étudiants, l'importance des tâches à la retraite dans chaque C.H.U., les besoins spécifiques de certaines disciplines comme la psychiatrie, la médecine sociale ou l'obstétrique. En fait, les médecins hospitaliers et universitaires ont à leur disposition un nombre de postes de candidats brillants ou bien en cours de formation aux perspectives de carrière.

Bien plus, si un service est déjà bien pourvu, les représentants seront placés en position de « veto » pour favoriser leur candidature. Ici, faute de place, un réanimateur aura un poste en pneumologie ; ailleurs, un autre pneumologue sera nommé agrégé en médecine sociale. La tendance de chaque C.H.U. à se réserver le plus souvent tout agrégé global.

Le SNE-Sup est une des rares organisations à ne pas faire l'impasse sur le C.H.U. et à proposer une réforme précise sur le déroulement des carrières des médecins hospitaliers. Ce syndicat demande d'abord la création dans les disciplines cliniques d'un corps intermédiaire entre le clinicien et l'enseignant, tel qu'il existe dans les matières fondamentales. Composé de médecins titulaires et bi-appartenance, un tel corps d'après les responsables du SNE-Sup permettrait de « donner l'indépendance morale et la sécurité matérielle aux médecins nommés ». Ce syndicat demande, en outre, un « corps de professeurs » qui, en plus de leur fonction d'enseignement, pourraient exercer des tâches de soins et de consultation.

Le professeur Robert Debré regrette, à la fin du mois de novembre, devant le Parlement, que, en France, soit aussi dépeuplé le corps des professeurs de médecine. Il rappelle que le 30 novembre 1974, la réforme du concours d'agrégation et un recrutement plus malthusien des médecins hospitaliers ont ralenti à cet égard comme deux préjudices indéniables à une meilleure formation des futurs praticiens.

NICOLAS BEAU.

مكتبة من الأصل

le PALAIS DE LA SÉCURITÉ
ouverte de la CARDIOLOGIE
ROBERT LAFFONT
par le D. Cl-B. Blouin et Pierre Bourget
10 ans après la première greffe du cœur.
le point sur les transplantations.

Le Monde

culture

LE JOUR DES ARTS

Dubout, à Montpellier.

Sur l'emplacement où, dans le vieux Montpellier, se trouve actuellement le musée Fabre, se trouvait autrefois le théâtre de la ville. Ce théâtre, conservé par le musée Fabre, présentait l'exposition consacrée à Albert Dubout : « C'est bien d'être ronds dans ce musée pour être, à la même où Molière a joué ».

Le musée Fabre présente ses dessins des années 30, dont plusieurs sont d'extraordinaire qualité. La Rochelle, destinée à illustrer les Trois Mousquetaires, et des toiles inconnues.

Ces dernières, d'un classicisme parfait, sont d'une transparence, peuplées de personnages qui ont au-delà de l'académisme, une grande surprise de cette exposition où l'humour et la gravité font bon ménage.

L'intention du conservateur et de la municipalité, notamment de M. Paul Jouffroy, adjoint aux affaires culturelles, est d'abandonner les « masses déformées » pour augmenter les expositions sur la biologie de l'œuvre d'art et sur la gravure (comme elle naît et se façonne) présumées. — (Corresp.)

Tous les jours, sauf lundi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée gratuite ; catalogue. Une exposition sur les œuvres illustrées par Dubout se tient au même temps au Centre culturel du Languedoc, 20, rue Lakanal, à Montpellier, les jours ouvrables. Entrée gratuite.

Un délégué pour la Fondation nationale de la photo.

M. Bernard Chardère, directeur d'être nommé délégué général de la Fondation nationale de la photographie, qui va s'installer à Lyon, au château Lumière, ancienne résidence des frères Lumière. Les travaux d'aménagement, financés à 50 % par la DATAR, 30 % par la Ville de Lyon, 10 % par l'établissement public régional et 10 % par le ministère de la culture et de l'enseignement, commenceront début 1978. Le rez-de-chaussée de la propriété, située 25, rue du Premier-Film (?), devrait pouvoir être utilisé dès les prochains mois pour les premières expositions.

Né en 1930, M. Chardère, journaliste, a collaboré au Progrès de Lyon et à l'Express Rhône-Alpes (jusqu'à L. disparition en 1975). Aspirateur, il avait notamment fondé la société de production Les Films du Gallon et créé le club-cinéma en France. Il a été également secrétaire général du Théâtre de la Cité. Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué les grandes lignes de ses projets, qui s'orienteront autour de quatre axes : la formation artistique (notamment à la direction des milieux scolaires), la promotion de la photo par des expositions, l'aide à la création, la recherche des collections oubliées. — (Corresp.)

Une erreur monumentale à Montréal ?

Un jeune artiste genevois, José Gerson, offre une sculpture monumentale à qui vous bien la recevoir. C'est une œuvre encombrante intitulée l'Homme de Montréal. Elle avait été commandée pour le Salon de l'Homme de Montréal, où elle a été montrée depuis la mois de mai dernier. Mais l'exposition est terminée, et l'œuvre est à la disposition de son auteur. Que faire d'une sculpture de 8 mètres de haut, pesant 15 tonnes, et qui de plus figure un monstre déformé à huit têtes ? Aucun musée canadien ne la recevra. En attendant, elle est considérée comme « objet » non réclamé par la douane, qui menace de la dynamiter pour s'en débarrasser. Plus exactement, de la réduire en poussière à l'intérieur d'une chambre forte.

Voit-on répéter à Montréal l'« erreur monumentale » de Renauld, à Paris, pour le Jardin d'hiver de Jean Dubuffet, enterré sous un gazon en attendant l'avis de la justice, qui doit décider de la vie et de la mort d'une œuvre d'art ?

Vente Afrique et Océanie

(première page.)

Il n'est sans doute aux mêmes qualités qu'Arman a été sensible en 1961 pour la F. Une autre chose : le visage très fin d'une jeune femme, percé de deux trous — les yeux — semble mort, si un profil légèrement concave, s'opposant au front bombé, n'obligeait la lumière à jouer avec les volumes. Un autre masque dans la conception moins subtile, mais encore, c'est d'une rangée de courts et décorés de perles au cou, obtint 22 000 F. Précisément plus naturaliste, la production habituelle d'un tribu, une grande statue de femme imposait une autorité la sculpture africaine (290 000 F) : la main en battoir solidement attachée au cylindre du buste levé, les sphères du ventre et des seins, ces volumes déterminant la construction de la ligne qui domine, en les utilisant, les contraintes du dessin linéaire des tatouages en damier ou trop serrés.

Dans une nimbe de Guinée (400 000 F), les mêmes principes appliqués, jusqu'au gigantisme. Cet énorme buste de femme à la poitrine lourde qui surmonte une tête dont le nez semble un bec de perroquet, est pensé encore à Picasso, porté par de robustes danseurs dissimulés sous une robe raphaëlesque d'abord par l'harmonie des volumes. La sculpture peut n'être qu'une judicieuse utilisation d'objets naturels : ayant les artistes contemporains ont écrit du Cameroun le savoir qui a choisi une cabane pour sa légère inclination ; elle facilite le versement de l'eau et la fixation d'une anse de vannerie. Vingt-neuf médailles humaines océaniques forment un objet utilitaire un étrange et gracieux Guernica africain (18 000 F).

On peut lui préférer la symétrie plus paléale d'un masque-lionne écol tendu à peau, bon marché à 26 000 F. Les objets d'art africain, mais, chez ce peuple des franges du désert, l'exubérance de la forêt semble s'épuiser. On y gagne en mystère ; une sorte de dialogue s'établit entre une langue inconnue et la silhouette élancée d'un homme aux genoux fléchis, dont les longs bras touchent les cuisses, la tête, droite, puissante, posée sur le corps frêle. A 100 000 F une présomption des musées nationaux a soufflé au Brooklyn Museum américain un magnifique objet.

Avec l'Océanie, on change de monde et d'esthétique. Une nouvelle présomption de 85 000 F a permis d'acquiescer un grand tambour biconique : Nouvelle-Guinée, queue de calman stylisée. Un marchand américain a dû aller jusqu'à 52 000 F pour emporter une trompe de guerre dont le bois incisé trouvait, dans l'imitation des grosses écailles du crocodile, un motif caractéristique. Mais dans nul objet plus curatif. Mais dans nul objet plus curatif. Mais dans nul objet plus curatif.

On peut lui préférer la symétrie plus paléale d'un masque-lionne écol tendu à peau, bon marché à 26 000 F.

JEAN-MARIE GUILHAUME.

Donne Un nouveau chorégraphe à l'Opéra de Lyon

Lorsqu'en 1969 les directeurs de l'Opéra de Lyon, Jean Louis Eric, firent appel comme chorégraphe à Vittorio Biagi, ce fut un génie. A vingt-huit ans, Biagi était de la création. D'emblée il fit de l'Opéra de Lyon d'un répertoire original et d'un esprit moderne. « Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes. On ne s'expliquera jamais pourquoi des œuvres aussi fraîches. On ne s'expliquera jamais pourquoi des œuvres aussi fraîches. On ne s'expliquera jamais pourquoi des œuvres aussi fraîches.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

« Pulcinella » ordonna des rythmes de jazz. Peu à peu, il allait s'affirmer comme un visionnaire et un démiurge puissant, créateur d'instinct plus que de raison, habité par une vitalité et un lyrisme irréductibles, capable d'animer de vastes troupes.

d'emploi, il n'y a rupture totale d'un chorégraphe à l'autre. Milko Sparembek, loin d'être un débutant. D'origine yougoslave, il fait partie d'une génération qui dans les années 50 a vu à Paris Jeanine Charlot, Roland Petit, Maurice Béjart. Bon danseur, formation classique, excellent pédagogue, il a également composé — d'après son curriculum vitae — plus de septante-dix ballets. Mais c'est un ouvrage créé pour la télévision, « Pulcinella », qui l'a fait connaître au grand public. Tout ce que l'on peut attendre de lui s'y trouve en puissance : un style de danse « hémic » (prédilection qu'un des deux ans maître de ballet chez Béjart semble avoir renforcée). Avec lui, la troupe lyonnaise d'un entraînement intensif ouvert sur les techniques modernes. Ce d'élargir la tuelle de la danse se manifeste dans la première pièce du nouveau programme présenté à l'auditorium : « Heure de Bach ». Il n'existe cependant aucune affinité entre l'écriture sinuante du chorégraphe et la musique de Bach, il néglige la grande respiration.

En revanche, la musique de Carl Orff, Sparembek est à l'unisson. Le martèlement du rythme, l'arabesque des voix, conviennent parfaitement à sa philosophie chorégraphique. « Le Triomphe d'Aphrodite », contata scénique, développant au maximum la technique de la danse, le thème de « Noces » lui a inspiré une véritable hymne à la lumière et à l'amour avec des références stylisées à la danse espagnole ou arabe : cloquemments, moines, migrations de groupes. Dans ce ballet et pol, toujours élégant, peu mystérieux, la personnalité de Milko Sparembek s'affirme, revêtant ses origines : Sparembek le Méditerranéen ; il aura fallu venir à Lyon pour le découvrir.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

COLETTE GODARD.

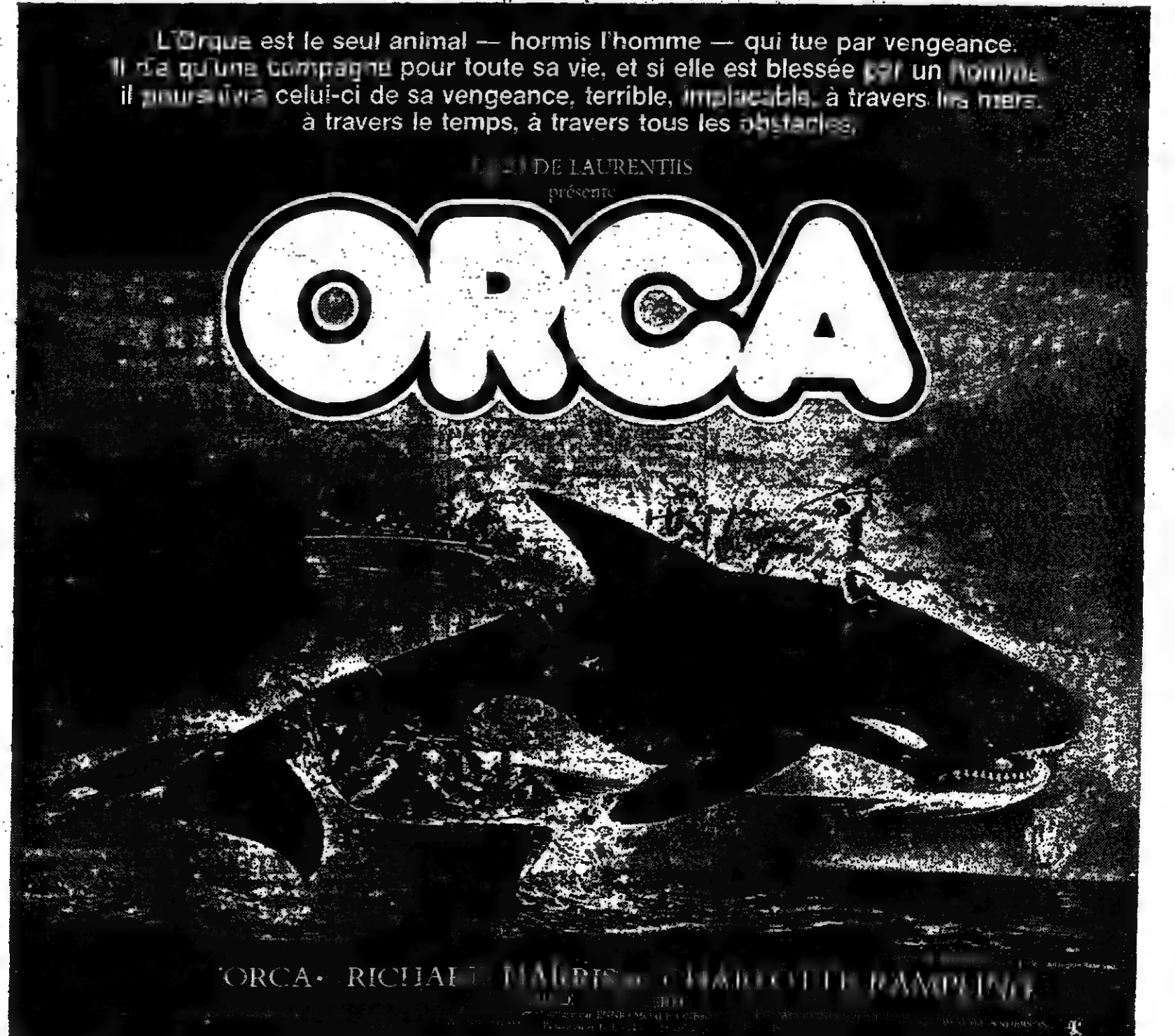
Théâtre des Amateurs, 20 h. 30.

MARCELLE MICHEL.

L'Orca est le seul animal — hormis l'homme — qui tue par vengeance. Il a qu'une compagnie pour toute sa vie, et si elle est blessée par un homme, il poursuivra celui-ci de sa vengeance, terrible, implacable, à travers les mers, à travers le temps, à travers tous les obstacles.

DE LAURENTIS présente

ORCA



ORCA - RICHARD HARRIS - CHARLOTTE RAMPAGE

AVERTISSEMENT : Certaines scènes de ce film sont susceptibles de léser de jeunes spectateurs.

هكذا من الأصل

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : La Belle au bois dormant.
Opéra-Studio, 20 h. 30 : The Baker's Progress ou la Carrière.
Hibernia.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Chaillet, 20 h. 30 : Till Eulenspiegel.
Odéon, 20 h. 30 : Dolt-on le dire ?
Petit Odéon, 18 h. 30 : Mervred vrede.
TCE, 20 h. 30 : La Tragique Histoire d'Hamlet, prince de Danemark.
Petit TCE, 20 h. 30 : ■■■■■■■■■■
Yvelines.

Les salles municipales
Cinema, 20 h. 30 : Voie.
Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 :
Agrupacion Música de Buenos-
Aires.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Yvan
Dautin ; 20 h. 30 : la Mante poitrine.

Les salles

Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau,
t'es con.
Atelier, 21 h. : le Roi des coms.
Athènes, 21 h. : Equus.
Bibliothèque-Opera, 21 h. : Schisme le
constructeur.
Bonfres-du-Nord, 20 h. 30 : ...

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Le Petit-
 Pils du chèque.
 Cartouche. Théâtre de l'Aquarium,
 20 h. 30 : Les belles histoires n'ont
 plus d'âmes. — Théâtre du Soleil
 20 h. 30 : David Copperfield.
 Cité internationale, la Ressure,
 21 h. : L'Avare.

Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : Le Bateau pour Lipapa.
Danton, 21 h. : Peuple.
Édouard-VII, 21 h. : Un ennemi du
peuple.
Opéra Pierre Cardin, 18 h. 30 :

Orchestra du Splendid.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Miles.
Stacy, Pomme, Jane et Vivi.
Rochette, 20 h. 45 : la Cantatrice
cheuve; la Leçon.
Le Théâtre, 20 h. 30 : les Régiona-
menti.

L'Incarnate, Théâtre Noir, 15 h. 30 :
 la Belle Vie, 22 h. 30 : R. Wagner.
 — Théâtre Rouge, 20 h. 30 : Boite
 Mao boîte, 22 h. 15 : Zoo Story.
 Madeleine, 21 h. : Festu de vache.
 Marigny, 21 h. : Nini la Chance.
 Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont
 le prince est un enfant.

nichodile, 20 h. 30 : Pauvre assassin.
 Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour
 huit.
 Soufflard, 20 h. 30 : Les Précieuses
 ridicules.
 Souvantes, 21 h. : Apprends-moi,

œuvre, 21 h. : la Magouille.
Sesry, grande salle, 20 h. 30 : la Vie
offerte. — Petite salle, 20 h. 30 :
Albert Nobbs.
Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard
Hall.
Palais, 18 h. 30 : Links Lach.
Miche, Montmartre, 21 h.

orte-Saint-Martin, 21 h. : Pas
 chides pour miss Blandine
 écamier, 20 h. 30 : Bernani
 ant-Georges, 21 h. : Topaze.
 tudio des Champs-Élysées, 21 h. :
 les Dames du jeudi.
 tudio Gaîté, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 :

théâtre de la Madeleine, 20 h. 30 : Sylvie Joly.
théâtre du Rond-Point, 21 h. : La Week-End des patriotes.
théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tueur sans pitié.
théâtre de la Madeleine, 21 h. : Sylvie Joly.

théâtre Oblique, 18 h. 30 : la Légende de partage.
théâtre de Paris, 21 h. : Vite Henri IV.

CONCERTS

Radio France
O.V. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. I. MAKSIMUK
Sol. D. RANKI
PERHELACI - STRAVINSKY
CHOSTAKOVITCH

RCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. Lorm MAAZEL

FRANCE - FRANK - REBUSTY

Dir. Lorin MAAZEL
Société : BRUNO PASQUON
Paris

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

STRAVINSKY
Mozart, Le Bal des Folies,
Le Sacre du Printemps
MR. M. SENECHAL, M. RIFFON,
J. HUGY, C. GUY,
J.-P. COLLARD
L.-E. BEISSER, R. BENOITO
J. ROUYER

MUSIQUE AU PRÉSENT

IVES - CROMB
A. Viret, R. Pignat, J. Dupont,
E. Pédron, J.-F. Molitor
Appr. : RADIO-FRANCE, Salles et Agences

Mardi ■ décembre

Théâtre ■ ■ Péniche, 20 h. 30 :
 Bouchon de 72 ans and
 Les théâtres de banlieue

Les cafés-théâtres

Am Bec ris, 20 h. 45 : *Ironists Paradise* ; 22 h. : *Youth* ; 23 h. : *■ ■ ■ ■ ■*
dans la boîte.

■ Tout-à-la-Joie, 20 h. 30 : *Je vote*

Bach, Corelli, Mozart),
Gennepvilliers, Théâtre, 20 h. 45 : *la*
Burggrave.
Nanterre, Planétarium, 20 h. 30 : *la*
Discothèque.
Savigny-sur-Orge, Salle des fêtes,
21 h. : *Roméo et Juliette et la*
Télébra.

de tout soupçon. ■ h. : Plantons
 Noël de la Gare. ■ h. : Plantons
 sous la suite. ■ h. 15 : Une
 pitoyable mascarade.

Coupe-Chou. 20 h. 30 : No-Cid 77 ;
 ■ h. : Les Frères ennemis.

Comptable. 20 h. 30 : Le Petit Prince.
 Conte des Miracles. 20 h. 30 : Rmago.

Season (Rach, Weiss, Le Roy, Dwy-
 land) ; 20 h. 30 : Robert Fontaine
 Alain Moreau (Chausson, Schu-
 mann, Poulenc).

Relais Saint-Louis des Invalides
 20 h. 45 : Ensemble vocal Cham-
 national, dir. J. Grimbirt (Oratorio
 de Noël, de Bach).

A Flakten, 22 h. 30 : Les Fumées.
A Flakten, 22 h. : La Rago des
hommes.
Saint-Castex, 21 h. 15 : Du des au
des 22 h. 30 : Montpel.
Les Quatre-Cents-Compt., 20 h. 30 :
Cloré.
viato, 22 h. 30 : L'Amour en
séduir la...
T. Popesco (le Mémis, de Hamdel).
Eglise Saint-Sévérius, 20 h. 30 : Qua-
tior Instrumental L. Boulay
(Vivral et ses contemporains
français).
Eglise des Bénédictins, 21 h. : Cathé-
drale des Andes.
Cercle Interallié, 21 h. : U. Housch.

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 7 au 14 décembre)

Le 7 décembre au Nouveau lundi et mardi 14 h. 30 : Le Niv
Carre, esquisse André-Chastanpe de la faim

de Montrouge (253-25-34),
mer., 15 h. 30 : les Trois Oies.
d'Arges (253-15-65), mer., 15 h.
et 18 h. : sam., 15 h. : Fantasio et
l'antioche.
d'Arrouches de Vincennes, Théâtre du
Soleil (374-24-98), lundi, mardi,
ven., sam., 20 h. 30 : 20. sam. et
dim., 20 h. 30 : Far-West, Bernard et Blanc;
(adolescents) Le fond de l'air
est rouge, Bobby Derfield,
le Crabe-Tambour, les Orphelins,
la Vie devant soi, Chénios, encore
un effort pour être révolution-
naires, la Menace, Barban County
U.S.A., Padre Padrona. Une jour-

DIX HEURES
 36, bd de Clichy
JEAN RIGAUX
 « Regardez donc de ne pas vous tenir
 ces côtes comme il faut »

Monsieur Moufflard (336-03-97), mar.
et sam., 14 h. 30 : Ancessin ■
Napoleon ■
Monsieur le Palais (870-83-67), mar.-
et s. 30 : la Taupe; jeudi, ven.,
■ les diables en perruche, ■ prince
de l'Amour noir. ■
R. MABILLE (Quotidien de Paris)
Frédéric ■ ■ ■ ■ ■

mercredi 30 nov. • jeudi 8 déc.
Salle Gaveau 21 h.

n° 21 en ré K. 575
n° 22 en si bémol K. 589
n° 23 en fa K. 590

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

SPECTACLES

28 novembre - 10 décembre 21h



LLUIS LLACH
LE PALACE - 770.44.37
8, rue du Fay Montmartre - 9

MONTE-CARLO v.o. - ST-GERMAIN
HUCHETTE v.o. - NATION
MONT-PARNASSE 83 - ST-LAZARE
PASQUIER - IMPÉRIAL - CONVENTION
GAUMONT - PARLY

Nous le savons désormais
Luigi Comencini
mérite les honneurs
des plus grands
ceux qu'on réservait
jusqu'à présent à
Fellini, Antonioni
ou Visconti.



ALBERTO SORDI
SILVANA MANGANO
JOSEPH COTTEN
- BETTE DAVIS
L'ARGENT
DE LA
VIEILLE
(LO SCOPONE SCIENTIFICO)
un film de
LUIGI COMENCINI
Distribution PLANFILM

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
horaires du film : 15 h - 18 h - 21 h



LES CHASSEURS
*THÉO ANGELOPOULOS

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin
Myriam

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

LE VIEUX PAYS OU
RIMBAUD
EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

avec Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

MERcredi
BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle
Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Farjac / Myriam Boyer

cinémas

LA MENACE (Fr.) : 19h, 21h, 23h, 25h, 27h, 29h, 31h, 33h, 35h, 37h, 39h, 41h, 43h, 45h, 47h, 49h, 51h, 53h, 55h, 57h, 59h, 61h, 63h, 65h, 67h, 69h, 71h, 73h, 75h, 77h, 79h, 81h, 83h, 85h, 87h, 89h, 91h, 93h, 95h, 97h, 99h, 101h, 103h, 105h, 107h, 109h, 111h, 113h, 115h, 117h, 119h, 121h, 123h, 125h, 127h, 129h, 131h, 133h, 135h, 137h, 139h, 141h, 143h, 145h, 147h, 149h, 151h, 153h, 155h, 157h, 159h, 161h, 163h, 165h, 167h, 169h, 171h, 173h, 175h, 177h, 179h, 181h, 183h, 185h, 187h, 189h, 191h, 193h, 195h, 197h, 199h, 201h, 203h, 205h, 207h, 209h, 211h, 213h, 215h, 217h, 219h, 221h, 223h, 225h, 227h, 229h, 231h, 233h, 235h, 237h, 239h, 241h, 243h, 245h, 247h, 249h, 251h, 253h, 255h, 257h, 259h, 261h, 263h, 265h, 267h, 269h, 271h, 273h, 275h, 277h, 279h, 281h, 283h, 285h, 287h, 289h, 291h, 293h, 295h, 297h, 299h, 301h, 303h, 305h, 307h, 309h, 311h, 313h, 315h, 317h, 319h, 321h, 323h, 325h, 327h, 329h, 331h, 333h, 335h, 337h, 339h, 341h, 343h, 345h, 347h, 349h, 351h, 353h, 355h, 357h, 359h, 361h, 363h, 365h, 367h, 369h, 371h, 373h, 375h, 377h, 379h, 381h, 383h, 385h, 387h, 389h, 391h, 393h, 395h, 397h, 399h, 401h, 403h, 405h, 407h, 409h, 411h, 413h, 415h, 417h, 419h, 421h, 423h, 425h, 427h, 429h, 431h, 433h, 435h, 437h, 439h, 441h, 443h, 445h, 447h, 449h, 451h, 453h, 455h, 457h, 459h, 461h, 463h, 465h, 467h, 469h, 471h, 473h, 475h, 477h, 479h, 481h, 483h, 485h, 487h, 489h, 491h, 493h, 495h, 497h, 499h, 501h, 503h, 505h, 507h, 509h, 511h, 513h, 515h, 517h, 519h, 521h, 523h, 525h, 527h, 529h, 531h, 533h, 535h, 537h, 539h, 541h, 543h, 545h, 547h, 549h, 551h, 553h, 555h, 557h, 559h, 561h, 563h, 565h, 567h, 569h, 571h, 573h, 575h, 577h, 579h, 581h, 583h, 585h, 587h, 589h, 591h, 593h, 595h, 597h, 599h, 601h, 603h, 605h, 607h, 609h, 611h, 613h, 615h, 617h, 619h, 621h, 623h, 625h, 627h, 629h, 631h, 633h, 635h, 637h, 639h, 641h, 643h, 645h, 647h, 649h, 651h, 653h, 655h, 657h, 659h, 661h, 663h, 665h, 667h, 669h, 671h, 673h, 675h, 677h, 679h, 681h, 683h, 685h, 687h, 689h, 691h, 693h, 695h, 697h, 699h, 701h, 703h, 705h, 707h, 709h, 711h, 713h, 715h, 717h, 719h, 721h, 723h, 725h, 727h, 729h, 731h, 733h, 735h, 737h, 739h, 741h, 743h, 745h, 747h, 749h, 751h, 753h, 755h, 757h, 759h, 761h, 763h, 765h, 767h, 769h, 771h, 773h, 775h, 777h, 779h, 781h, 783h, 785h, 787h, 789h, 791h, 793h, 795h, 797h, 799h, 801h, 803h, 805h, 807h, 809h, 811h, 813h, 815h, 817h, 819h, 821h, 823h, 825h, 827h, 829h, 831h, 833h, 835h, 837h, 839h, 841h, 843h, 845h, 847h, 849h, 851h, 853h, 855h, 857h, 859h, 861h, 863h, 865h, 867h, 869h, 871h, 873h, 875h, 877h, 879h, 881h, 883h, 885h, 887h, 889h, 891h, 893h, 895h, 897h, 899h, 901h, 903h, 905h, 907h, 909h, 911h, 913h, 915h, 917h, 919h, 921h, 923h, 925h, 927h, 929h, 931h, 933h, 935h, 937h, 939h, 941h, 943h, 945h, 947h, 949h, 951h, 953h, 955h, 957h, 959h, 961h, 963h, 965h, 967h, 969h, 971h, 973h, 975h, 977h, 979h, 981h, 983h, 985h, 987h, 989h, 991h, 993h, 995h, 997h, 999h, 1001h, 1003h, 1005h, 1007h, 1009h, 1011h, 1013h, 1015h, 1017h, 1019h, 1021h, 1023h, 1025h, 1027h, 1029h, 1031h, 1033h, 1035h, 1037h, 1039h, 1041h, 1043h, 1045h, 1047h, 1049h, 1051h, 1053h, 1055h, 1057h, 1059h, 1061h, 1063h, 1065h, 1067h, 1069h, 1071h, 1073h, 1075h, 1077h, 1079h, 1081h, 1083h, 1085h, 1087h, 1089h, 1091h, 1093h, 1095h, 1097h, 1099h, 1101h, 1103h, 1105h, 1107h, 1109h, 1111h, 1113h, 1115h, 1117h, 1119h, 1121h, 1123h, 1125h, 1127h, 1129h, 1131h, 1133h, 1135h, 1137h, 1139h, 1141h, 1143h, 1145h, 1147h, 1149h, 1151h, 1153h, 1155h, 1157h, 1159h, 1161h, 1163h, 1165h, 1167h, 1169h, 1171h, 1173h, 1175h, 1177h, 1179h, 1181h, 1183h, 1185h, 1187h, 1189h, 1191h, 1193h, 1195h, 1197h, 1199h, 1201h, 1203h, 1205h, 1207h, 1209h, 1211h, 1213h, 1215h, 1217h, 1219h, 1221h, 1223h, 1225h, 1227h, 1229h, 1231h, 1233h, 1235h, 1237h, 1239h, 1241h, 1243h, 1245h, 1247h, 1249h, 1251h, 1253h, 1255h, 1257h, 1259h, 1261h, 1263h, 1265h, 1267h, 1269h, 1271h, 1273h, 1275h, 1277h, 1279h, 1281h, 1283h, 1285h, 1287h, 1289h, 1291h, 1293h, 1295h, 1297h, 1299h, 1301h, 1303h, 1305h, 1307h, 1309h, 1311h, 1313h, 1315h, 1317h, 1319h, 1321h, 1323h, 1325h, 1327h, 1329h, 1331h, 1333h, 1335h, 1337h, 1339h, 1341h, 1343h, 1345h, 1347h, 1349h, 1351h, 1353h, 1355h, 1357h, 1359h, 1361h, 1363h, 1365h, 1367h, 1369h, 1371h, 1373h, 1375h, 1377h, 1379h, 1381h, 1383h, 1385h, 1387h, 1389h, 1391h, 1393h, 1395h, 1397h, 1399h, 1401h, 1403h, 1405h, 1407h, 1409h, 1411h, 1413h, 1415h, 1417h, 1419h, 1421h, 1423h, 1425h, 1427h, 1429h, 1431h, 1433h, 1435h, 1437h, 1439h, 1441h, 1443h, 1445h, 1447h, 1449h, 1451h, 1453h, 1455h, 1457h, 1459h, 1461h, 1463h, 1465h, 1467h, 1469h, 1471h, 1473h, 1475h, 1477h, 1479h, 1481h, 1483h, 1485h, 1487h, 1489h, 1491h, 1493h, 1495h, 1497h, 1499h, 1501h, 1503h, 1505h, 1507h, 1509h, 1511h, 1513h, 1515h, 1517h, 1519h, 1521h, 1523h, 1525h, 1527h, 1529h, 1531h, 1533h, 1535h, 1537h, 1539h, 1541h, 1543h, 1545h, 1547h, 1549h, 1551h, 1553h, 1555h, 1557h, 1559h, 1561h, 1563h, 1565h, 1567h, 1569h, 1571h, 1573h, 1575h, 1577h, 1579h, 1581h, 1583h, 1585h, 1587h, 1589h, 1591h, 1593h, 1595h, 1597h, 1599h, 1601h, 1603h, 1605h, 1607h, 1609h, 1611h, 1613h, 1615h, 1617h, 1619h, 1621h, 1623h, 1625h, 1627h, 1629h, 1631h, 1633h, 1635h, 1637h, 1639h, 1641h, 1643h, 1645h, 1647h, 1649h, 1651h, 1653h, 1655h, 1657h, 1659h, 1661h, 1663h, 1665h, 1667h, 1669h, 1671h, 1673h, 1675h, 1677h, 1679h, 1681h, 1683h, 1685h, 1687h, 1689h, 1691h, 1693h, 1695h, 1697h, 1699h, 1701h, 1703h, 1705h, 1707h, 1709h, 1711h, 1713h, 1715h, 1717h, 1719h, 1721h, 1723h, 1725h, 1727h, 1729h, 1731h, 1733h, 1735h, 1737h, 1739h, 1741h, 1743h, 1745h, 1747h, 1749h, 1751h, 1753h, 1755h, 1757h, 1759h, 1761h, 1763h, 1765h, 1767h, 1769h, 1771h, 1773h, 1775h, 1777h, 1779h, 1781h, 1783h, 1785h, 1787h, 1789h, 1791h, 1793h, 1795h, 1797h, 1799h, 1801h, 1803h, 1805h, 1807h, 1809h, 1811h, 1813h, 1815h, 1817h, 1819h, 1821h, 1823h, 1825h, 1827h, 1829h, 1831h, 1833h, 1835h, 1837h, 1839h, 1841h, 1843h, 1845h, 1847h, 1849h, 1851h, 1853h, 1855h, 1857h, 1859h, 1861h, 1863h, 1865h, 1867h, 1869h, 1871h, 1873h, 1875h, 1877h, 1879h, 1881h, 1883h, 1885h, 1887h, 1889h, 1891h, 1893h, 1895h, 1897h, 1899h, 1901h, 1903h, 1905h, 1907h, 1909h, 1911h, 1913h, 1915h, 1917h, 1919h, 1921h, 1923h, 1925h, 1927h, 1929h, 1931h, 1933h, 1935h, 1937h, 1939h, 1941h, 1943h, 1945h, 1947h, 1949h, 1951h, 1953h, 1955h, 1957h, 1959h, 1961h, 1963h, 1965h, 1967h, 1969h, 1971h, 1973h, 1975h, 1977h, 1979h, 1981h, 1983h, 1985h, 1987h, 1989h, 1991h, 1993h, 1995h, 1997h, 1999h, 2001h, 2003h, 2005h, 2007h, 2009h, 2011h, 2013h, 2015h, 2017h, 2019h, 2021h, 2023h, 2025h, 2027h, 2029h, 2031h, 2033h, 2035h, 2037h, 2039h, 2041h, 2043h, 2045h, 2047h, 2049h, 2051h, 2053h, 2055h, 2057h, 2059h, 2061h, 2063h, 2065h, 2067h, 2069h, 2071h, 2073h, 2075h, 2077h, 2079h, 2081h, 2083h, 2085h, 2087h, 2089h, 2091h, 2093h, 2095h, 2097h, 2099h, 2101h, 2103h, 2105h, 2107h, 2109h, 2111h, 2113h, 2115h, 2117h, 2119h, 2121h, 2123h, 2125h, 2127h, 2129h, 2131h, 2133h, 2135h, 2137h, 2139h, 2141h, 2143h, 2145h, 2147h, 2149h, 2151h, 2153h, 2155h, 2157h, 2159h, 2161h, 2163h, 2165h, 2167h, 2169h, 2171h, 2173h, 2175h, 2177h, 2179h, 2181h, 2183h, 2185h, 2187h, 2189h, 2191h, 2193h, 2195h, 2197h, 2199h, 2201h, 2203h, 2205h, 2207h, 2209h, 2211h, 2213h, 2215h, 2217h, 2219h, 2221h, 2223h, 2225h, 2227h, 2229h, 2231h, 2233h, 2235h, 2237h, 2239h, 2241h, 2243h, 2245h, 2247h, 2249h, 2251h, 2253h, 2255h, 2257h, 2259h, 2261h, 2263h, 2265h, 2267h, 2269h, 2271h, 2273h, 2275h, 2277h, 2279h, 2281h, 2283h, 2285h, 2287h, 2289h, 2291h, 2293h, 2295h, 2297h, 2299h, 2301h, 2303h, 2305h, 2307h, 2309h, 2311h, 2313h, 2315h, 2317h, 2319h, 2321h, 2323h, 2325h, 2327h, 2329h, 2331h, 2333h, 2335h, 2337h, 2339h, 2341h, 2343h, 2345h, 2347h, 2349h, 2351h, 2353h, 2355h, 2357h, 2359h, 2361h, 2363h, 2365h, 2367h, 2369h, 2371h, 2373h, 2375h, 2377h, 237

L'ÉVÉNEMENT

LA RADIO-TÉLÉVISION TROIS ANS APRÈS LA RÉFORME

TROIS ans après l'entrée en application de la loi du 7 août 1974, le renouvellement des programmes — qui seront nommés en principe au cours du conseil des ministres du 7 décembre — est l'occasion d'un premier bilan.

Bilan chiffré d'abord, qui permet de dresser les bilans rapportés parlementaires. Les ressources de la radio-télévision française sont passées en trois ans de 2 661 à 4 137 millions de francs (une augmentation supérieure

à 55 %). La redevance représentera en 1978 64,4 % et la publicité 27,4 %. Le plafond légal de 25 % étant formellement respecté et l'on inclut dans le total les frais de perception de la redevance pour les seules sociétés TF 1 et Antenne 2, le pourcentage des recettes publicitaires est respectivement de 37 % et de 49,6 %. Le volume des programmes diffusés par la télévision s'est fortement accru : de 3 283 à 3 912 heures pour TF 1 (+19,8 %), de 3 373 à 3 914 heures pour Antenne 2 (+16 %), de 892 à 1 406 heures pour FR 3 (+157 %).

Bilan qualitatif ensuite. Le principal objet de la réforme était de développer l'autonomie des chaînes et de développer entre elles un esprit de compétition. Chacune des quatre chaînes de programmes n'est donc apparue, avec plus ou moins de bonheur, d'affirmer son originalité, par-delà les obligations des cahiers des charges. La télévision a incontestablement entraîné une certaine dégradation des programmes, et la liberté d'action des nouvelles chaînes a été entravée, comme on pouvait s'y

attendre, par la double pression des intérêts politiques et économiques.

M. Joël Le Tac, député R.P.R., rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, notait en conclusion de son rapport que les « grandes espérances » ont laissé place à un « sentiment d'écœurement ». Les rétrospectives que nous présentons ici tentent de montrer comment les responsables de la radio-télévision française sont, ou non, parvenus, à travers les contraintes diverses, à donner un style propre aux quatre chaînes nationales.

TF 1 : une image simple et populaire

CONTRAIREMENT à Antenne 2, qui est son « frère jumeau », TF 1, on souffre, à l'Assemblée nationale, d'un manque de confiance. Ce manque de confiance est l'occasion d'un premier bilan.

Bilan chiffré d'abord, qui permet de dresser les bilans rapportés parlementaires. Les ressources de la radio-télévision française sont passées en trois ans de 2 661 à 4 137 millions de francs (une augmentation supérieure

à 55 %). La redevance représentera en 1978 64,4 % et la publicité 27,4 %. Le plafond légal de 25 % étant formellement respecté et l'on inclut dans le total les frais de perception de la redevance pour les seules sociétés TF 1 et Antenne 2, le pourcentage des recettes publicitaires est respectivement de 37 % et de 49,6 %. Le volume des programmes diffusés par la télévision s'est fortement accru : de 3 283 à 3 912 heures pour TF 1 (+19,8 %), de 3 373 à 3 914 heures pour Antenne 2 (+16 %), de 892 à 1 406 heures pour FR 3 (+157 %).

Bilan qualitatif ensuite. Le principal objet de la réforme était de développer l'autonomie des chaînes et de développer entre elles un esprit de compétition. Chacune des quatre chaînes de programmes n'est donc apparue, avec plus ou moins de bonheur, d'affirmer son originalité, par-delà les obligations des cahiers des charges. La télévision a incontestablement entraîné une certaine dégradation des programmes, et la liberté d'action des nouvelles chaînes a été entravée, comme on pouvait s'y

attendre, par la double pression des intérêts politiques et économiques.

M. Joël Le Tac, député R.P.R., rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, notait en conclusion de son rapport que les « grandes espérances » ont laissé place à un « sentiment d'écœurement ». Les rétrospectives que nous présentons ici tentent de montrer comment les responsables de la radio-télévision française sont, ou non, parvenus, à travers les contraintes diverses, à donner un style propre aux quatre chaînes nationales.

TF 1 : une image simple et populaire

CONTRAIREMENT à Antenne 2, qui est son « frère jumeau », TF 1, on souffre, à l'Assemblée nationale, d'un manque de confiance. Ce manque de confiance est l'occasion d'un premier bilan.

Bilan chiffré d'abord, qui permet de dresser les bilans rapportés parlementaires. Les ressources de la radio-télévision française sont passées en trois ans de 2 661 à 4 137 millions de francs (une augmentation supérieure

à 55 %). La redevance représentera en 1978 64,4 % et la publicité 27,4 %. Le plafond légal de 25 % étant formellement respecté et l'on inclut dans le total les frais de perception de la redevance pour les seules sociétés TF 1 et Antenne 2, le pourcentage des recettes publicitaires est respectivement de 37 % et de 49,6 %. Le volume des programmes diffusés par la télévision s'est fortement accru : de 3 283 à 3 912 heures pour TF 1 (+19,8 %), de 3 373 à 3 914 heures pour Antenne 2 (+16 %), de 892 à 1 406 heures pour FR 3 (+157 %).

Bilan qualitatif ensuite. Le principal objet de la réforme était de développer l'autonomie des chaînes et de développer entre elles un esprit de compétition. Chacune des quatre chaînes de programmes n'est donc apparue, avec plus ou moins de bonheur, d'affirmer son originalité, par-delà les obligations des cahiers des charges. La télévision a incontestablement entraîné une certaine dégradation des programmes, et la liberté d'action des nouvelles chaînes a été entravée, comme on pouvait s'y

attendre, par la double pression des intérêts politiques et économiques.

M. Joël Le Tac, député R.P.R., rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, notait en conclusion de son rapport que les « grandes espérances » ont laissé place à un « sentiment d'écœurement ». Les rétrospectives que nous présentons ici tentent de montrer comment les responsables de la radio-télévision française sont, ou non, parvenus, à travers les contraintes diverses, à donner un style propre aux quatre chaînes nationales.

FR 3 : du cinéma à la création

AVEC son programme national limité à deux heures de soirée, les trois chaînes de télévision régionale, ses quarante-deux heures hebdomadaires de production destinées aux départements d'outre-mer, avec sa mission de gestion et de développement des bureaux régionaux d'information radio, dans une cohabitation toujours un peu difficile avec la société de France-Musique, avec son personnel de trois mille deux cents personnes — le plus nombreux des sociétés issues de l'O.R.T.F. — la société France-Régions a accompli un peu comme un miracle. Elle a fait passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

des charges, de réaliser de fiction. Mais d'une télévision différente, la société se devait essentiellement de par la loi du 7 août 1974, au cinéma, aux régions et à la libre parole.

Il est de bon sens, aujourd'hui, que les trois chaînes ont été créées avec le cinéma des rapports privilégiés. Ainsi s'expliquent, en décembre 1974, M. Claude Contant, ancien patron de l'O.R.T.F., qui devait pour une grande part à son passage à la tête de l'O.R.T.F. (Union générale cinématographique), sa nomination à la présidence de France-Régions. Les cinq films diffusés chaque semaine par cette chaîne antenne (dont quatre à 20 h. 30) furent aussitôt considérés, l'année dernière, comme les plus intéressants de la télévision française. Ils ont permis de passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

Radio-France : la grande querelle de France-Musique

L'AUTONOMIE conquis par la radio nationale, l'élancement de l'O.R.T.F. lui a permis, sous la présidence tranquille de Mme Jacqueline Baudrier, de progresser d'une façon remarquable. Les concours des postes périphériques. Selon les chiffres du Centre d'études d'opinion, publiés par Jean de Fontenay, député R.P.R., dans son rapport sur le budget 1977, l'auditoire de France-Inter était de 8,8 millions chaque jour, soit 33,8 % de la population française (22 % pour Europe 1, 22 % pour R.T.L., 10,8 % pour R.M.C.). Les deux autres chaînes — France-Culture et France-Musique — ont connu également un développement notable. Le style de Mme Jacqueline Baudrier n'étant pas celui des coups d'éclat, Radio-France est restée à l'écart des polémiques, à deux exceptions près : la réforme de France-Musique et la réforme de France-Musique.

France-Musique a été le lieu du plus spectaculaire développement de la radio nationale. M. Louis Dandrel, directeur de France-Musique, a été nommé en septembre 1976, à la place de M. Jean-Paul Laroche, directeur de France-Inter. M. Louis Dandrel a été nommé en septembre 1976, à la place de M. Jean-Paul Laroche, directeur de France-Inter. M. Louis Dandrel a été nommé en septembre 1976, à la place de M. Jean-Paul Laroche, directeur de France-Inter.

Secret d'Etat

Il est de bon sens, aujourd'hui, que les trois chaînes ont été créées avec le cinéma des rapports privilégiés. Ainsi s'expliquent, en décembre 1974, M. Claude Contant, ancien patron de l'O.R.T.F., qui devait pour une grande part à son passage à la tête de l'O.R.T.F. (Union générale cinématographique), sa nomination à la présidence de France-Régions. Les cinq films diffusés chaque semaine par cette chaîne antenne (dont quatre à 20 h. 30) furent aussitôt considérés, l'année dernière, comme les plus intéressants de la télévision française. Ils ont permis de passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

des charges, de réaliser de fiction. Mais d'une télévision différente, la société se devait essentiellement de par la loi du 7 août 1974, au cinéma, aux régions et à la libre parole.

Il est de bon sens, aujourd'hui, que les trois chaînes ont été créées avec le cinéma des rapports privilégiés. Ainsi s'expliquent, en décembre 1974, M. Claude Contant, ancien patron de l'O.R.T.F., qui devait pour une grande part à son passage à la tête de l'O.R.T.F. (Union générale cinématographique), sa nomination à la présidence de France-Régions. Les cinq films diffusés chaque semaine par cette chaîne antenne (dont quatre à 20 h. 30) furent aussitôt considérés, l'année dernière, comme les plus intéressants de la télévision française. Ils ont permis de passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

des charges, de réaliser de fiction. Mais d'une télévision différente, la société se devait essentiellement de par la loi du 7 août 1974, au cinéma, aux régions et à la libre parole.

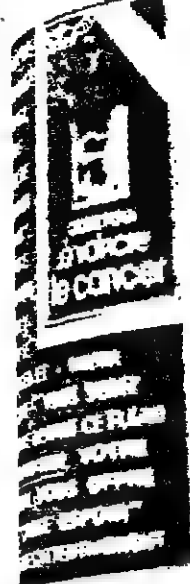
Il est de bon sens, aujourd'hui, que les trois chaînes ont été créées avec le cinéma des rapports privilégiés. Ainsi s'expliquent, en décembre 1974, M. Claude Contant, ancien patron de l'O.R.T.F., qui devait pour une grande part à son passage à la tête de l'O.R.T.F. (Union générale cinématographique), sa nomination à la présidence de France-Régions. Les cinq films diffusés chaque semaine par cette chaîne antenne (dont quatre à 20 h. 30) furent aussitôt considérés, l'année dernière, comme les plus intéressants de la télévision française. Ils ont permis de passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

des charges, de réaliser de fiction. Mais d'une télévision différente, la société se devait essentiellement de par la loi du 7 août 1974, au cinéma, aux régions et à la libre parole.

Il est de bon sens, aujourd'hui, que les trois chaînes ont été créées avec le cinéma des rapports privilégiés. Ainsi s'expliquent, en décembre 1974, M. Claude Contant, ancien patron de l'O.R.T.F., qui devait pour une grande part à son passage à la tête de l'O.R.T.F. (Union générale cinématographique), sa nomination à la présidence de France-Régions. Les cinq films diffusés chaque semaine par cette chaîne antenne (dont quatre à 20 h. 30) furent aussitôt considérés, l'année dernière, comme les plus intéressants de la télévision française. Ils ont permis de passer de la présidence de l'O.R.T.F. à la présidence de France-Régions, un homme qui, pendant cinq ans, a été l'homme de la télévision française, M. Maurice Cagneneuve, avait été choisi parmi les plus féconds « salimbanques » de l'O.R.T.F., n'avait pas le droit, selon la première rédaction de son cahier

RADIO-TÉLÉVISION

boldo



LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

كندا من الأصل

Vous n'aimez pas



TYPE D'EMPLOI	La ligne	Le T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
PROF. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois régionaux

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS D'UN ETAT AFRICAIN FRANCOPHONE
procède à la création d'un BUREAU D'ETUDES SPECIALISE :

- à la réorganisation complète de la gestion et de l'entretien de son parc de matériel de génie civil.
- à la refonte des programmes d'entretien et de maintenance.

Il recherche pour son Parc de Matériel

Il recherche pour l'Entretien des Routes

Des Ingénieurs A.M. ou équivalent

Des Ingénieurs T.P. ou équivalent

ayant 10 ans d'expérience pour prendre en charge l'un des postes suivants :

ayant 10 ans d'expérience pour prendre en charge l'un des postes suivants :

- Responsable de l'ensemble du Parc de Matériel, comprenant les approvisionnements, les réparations et ceux de brousse, le service de planification et les services généraux. Ref. 800/M
- Responsable des Approvisionnements, chargé des stocks, du magasin, des expéditions. Ref. 801/M
- Responsable des 10 Ateliers centraux, du bureau des méthodes et de la maintenance. Ref. 802/M
- Responsable de l'Exploitation, chargé de la gestion du parc, des prix de revient, des procédures administratives, du fonctionnement des unités de subdivision. Ref. 803/M
- Chef de bureau des Méthodes, planning, ordonnancement, lancement. Ref. 804/M

- 2 Responsables de l'entretien routier, chargés de coordonner l'activité des unités territoriales. Ref. 805/M
- 3 Chefs d'unités territoriales, chargés de l'entretien des pistes et du rechargement. Ref. 806/M
- 1 Responsable du service voiries urbaines, chargé de diriger et contrôler les équipes de travaux d'entretien (voirie, éclairage et signalisation) des centres urbains du pays. Ref. 807/M

Les candidats sont à pourvoir très rapidement. Contrats de durée déterminée. Logements de fonction et voyages pris en charge y compris pour la famille. Une voiture de service est prévue pour certains postes.

sélé
CEGOS

Adresser d'urgence lettre man. et CV détaillé précisant l'adresse actuelle et la rémunération actuelle souhaitée, en indiquant la référence à l'annonce 33, quai Gallieni 92182 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une réponse sous 48h.

SOCIÉTÉ MINIÈRE AU NIGER

Filière d'un grand groupe français, recherche pour son service technique un ingénieur formateur.

INGÉNIEUR FORMATEUR

Chargé de la formation des techniciens et des ouvriers du service technique. Il aura la tâche de transmettre ses connaissances et son expérience à des jeunes ingénieurs et techniciens. Il devra également superviser les travaux de maintenance et de réparation des équipements miniers. Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

Il devra enfin assurer la formation des ouvriers du service technique.

INTERNATIONAL
OILFIELD SERVICE COMPANY
Soleks

RECRUITING COORDINATOR

- 10 years experience in Recruiting preferably in oil or construction.
- Bilingual english / french.
- Ready to relocate.
- Based in Paris H.Q. for recruitment.

Send C.V. and photo to:
Dorell Schimberger
8 rue Bellini
75782 Paris Cedex 18

Pour le développement de :

CENTRES INFORMATIQUES

en Afrique, Groupe multinational
ayant son siège à Paris, recherche :

DIRECTEUR DE CENTRE

INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE
possédant 10 ans d'expérience
C.V. manuscrit et photo à n° 2.833.

COFAP
40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

Importante Entreprise Tunisienne
pour ses clients en Tunisie et Moyen-Orient

MÉCANICIENS CATERPILAR

avec bonne expérience.

Adresser C.V. détaillé et photographies à :
P.O. 1800 R.P. TUNIS.

directeur du département produit de beauté

Le directeur général de cette division recherche un directeur du département produits de beauté. C'est un homme de 30 ans minimum, de formation commerciale connaissant le marketing et la distribution des produits de beauté. Il élaborera la stratégie commerciale, anime sa force de vente et gère son budget. Il a les qualités de sensibilité, de finesse et d'écoute nécessaires pour appréhender un marché de produits destinés à une clientèle féminine. Rattaché au Centre (Tarn). Ecrire sous référence 115 LM à M. Jacques TIXIER, 125, rue de la Faisanderie, 75116 PARIS.

groupe pierre fabre

2000 personnes, dont 400 cadres, employés dans nos filiales françaises et étrangères, le Groupe Pierre Fabre est l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques cosmétologiques français.

Emplois et Carrières

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - LEADER DANS LA BRANCHE RECHERCHE

CHEF D'EXPLOITATION

capable d'un travail en autonomie, en responsabilité, en production. Poste pouvant convenir à ingénieur ayant l'habitude du commandement et de l'organisation. aux techniques du groupe. ville province CENTRE-EST. Ecrire sous référence 27 184 CM.

4 rue de la République
75011 Paris
etap

FABRICANT PRODUITS ALIMENTAIRES DIJON cherche UN

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ayant quelques années d'expérience fonction technique dans l'industrie ou commerciale alimentaire avec une bonne connaissance des produits et des techniques de vente. Sera an P.-D.G. entreprise en dimension en expansion. Envoyer manuscrit + photo, de salaire sous n° 2000 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

Apportez votre combativité, nous vous donnerons votre compétence.

Au CETELEM, l'attaché commercial accueille en agence une clientèle particulière, la conseille et lui propose des formules originales et crédites de placement, puis en assure le suivi. Il s'agit d'un premier emploi formateur et très complet pour un jeune possédant une formation commerciale ou économique qui peut déboucher sur une direction d'agence.

réunions d'informations seront organisées. Pour participer, adresser C.V. et photo à F. Rousseau sous référence 473, Orientation et Recrutement - CETELEM - 25, rue Kléber - 75116 PARIS

ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS

Le Groupe BSN-Gervais Danone à jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ISA, Sc. Po, débutants, une formation premier emploi dans le domaine du marketing grande consommation.

Chef de Produits aux Brasseries KRONENBOURG, à Strasbourg, ils se consacrent concrètement à la gestion et au développement de marques nationales de produits (D664, Obernai-Village...). Ils sont ensuite appelés à prendre la responsabilité complète d'un ou plusieurs produits.

préférence à des candidats ayant suivi une option marketing ou un marketing stages dans la vente ou le marketing produits grande consommation.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 118, à BSN-GERVAIS DANONE, 7, rue de Téhéran, Paris.

n.gervais danone

cerigic

ESSEC) un poste de recrutement pendant 8 mois sera rémunéré par l'Etat (ou du S.M.I.C.) qui vous permettra d'acquiescer les avantages nécessaires pour vos études :

- Responsable d'un district.
- Vendeur, négociateur de contrats.

avons encore quarante-cinq places disponibles en fonction des offres qui viennent de nous être adressées par les entreprises.

Téléphoner le jour même à M. Daniel BARRAUD DE LAGERIE, 25 - 41 - 77.

Esso

propose UN PREMIER EMPLOI pour son Siège (Paris-La Défense) à deux jeunes

DUT INFORMATIQUE

Ils exerceront des fonctions d'analyste-programmeur de gestion. Ils bénéficieront d'une politique de développement du personnel assurant des perspectives de carrière intéressantes. Salaire brut annuel : 51.000 F. Nombreux avantages sociaux. Les candidats (CV + photo) doivent être adressés au service du personnel siège, Cedex n° 2, 92080 Paris La Défense.

OFFRES D'EMPLOI

Un ingénieur expérimenté, par expérience, pour la mise au point et la réalisation de produits de très haut niveau pouvant également apporter les services de sa réussite et de son marché. Lettre et C.V. et photo Dr A. TONTCHEV Case Postale CH-101 LES COLLONS VALAIS - SUISSE.

INGÉNIEUR INFORMATIEN

Instrumentation et temps de réalisation. L'usur du TELETRANSMISSION.

FREQUENTS DEPLACEMENTS

en l'est.

Adresser C.V. sous n° 2000 à R.P. 75011 Paris 10.

URGENT

Pr établissement enseignant coordinateur algérien.

PLUSIEURS PROFESSEURS

diplômés, 20 ans, exp. min. 5 ans en l'est.

Technos - B.E. - A.M. - Mécatronique - Electro-act.

Nationalité française, intéressantes.

Env. C.V. + photo sous le n° 2000 à M. Réa-Prosa, 25 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01

296-15-01



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

analystes-programmeurs. chef de poste. pupitreux.

Etablissement d'ANGERS
(2200 personnes)

Pour réaliser et mettre en œuvre son PLAN INFORMATIQUE (Mars 66, Télétraitement, Base de données, la D.I. Informatique renforce son potentiel d'études et d'exploitation, et propose les postes suivants :

analystes programmeurs d'application
analyste programmeur système

Formation : DUT ou Bac + 2.
Expérience : 2 ans.

chef de poste

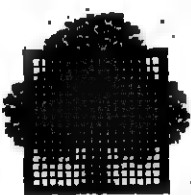
Formation : niveau Bac.
Expérience : 3 ans dans la fonction (400 - 66).
Animation et encadrement techniques de Pupitreux confirmés.

pupitreux

Formation : niveau Bac.
Expérience : souhaitée 2 ans sur 400 ou 66.

Importantes possibilités de formation et de développement personnel.
Horaire personnalisé.

Env. CV avec souhaits à M. SOUER
Service Recrutement
CII Honeywell Bull
331, av. Patton - 49000 Angers.



CII Honeywell Bull

Un Adjoint Administratif

Formation H.E.C. - SCIENCES PO.

Après une période de formation de 3 à 6 mois dans la région parisienne :
- Il assurera l'interface du contrôle de gestion avec les services comptables ;
- en liaison avec le service administratif, il réalisera des études postérieures sur les problèmes de gestion de personnel.

Le poste peut évoluer vers des responsabilités dans différents établissements de province.

Les candidatures intéressées sont à envoyer sous le n° 39.088 à CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

le responsable de la production

Le poste qui réclame des compétences tant dans le domaine technique (méthodes de fabrication, qualité des produits) que dans le domaine social (organisation du travail, animation d'une équipe importante) et un minimum d'anglais.

Envoyer C.V. et photo à No 38798, CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

LIMAGRAIN

dans le cadre de son expansion à

L'EXPORT offre à un

Ingénieur agronome

un poste d'assistance technique

pour l'Europe occidentale et septentrionale. Chargé des contacts avec les clients étrangers, il mènera une action sur le terrain en collaboration avec les équipes locales.

De fréquents déplacements en courte durée sont à prévoir. Il sera notamment apprécié que le candidat ait des connaissances précises sur les techniques de production du maïs semencier.

On s'attend à ce que le candidat ait une maîtrise de la langue anglaise (anglais souhaité).

Poste basé au Siège Social de l'Entreprise (CHARENTAIS-85).
Envoyer C.V. et photo à :
Société O.L.G.
S.P. 51
85000 CHARENTAIS.

Société installée région Stéphanoise

recherche pour son bureau d'études :

1) UN Dessinateur - PROJETEUR

2) UN Technicien DEVIS

Expérience industrielle obligatoire.

Rémunération suivant exp. Avantages sociaux.

Envoyer : ANPE, 24, rue Lamarque, 4200 Andrieux-Southéon.

SALOMON à Annecy cherche un ingénieur chimiste

Leader mondial de la fixation de sil, SALOMON lance son département chimie et cherche un ingénieur chimiste pour prendre en charge le laboratoire d'étude et de développement de nouveaux produits. Il participera également à l'étude des procédés de production des thermoplastiques et des produits alvéolés (mousse polyuréthane, mousse polyéthylène...). Sa compétence, alliée à un esprit ouvert et imaginatif, peut lui permettre de prendre une place à choix au sein du B.E. Il aura la satisfaction de participer à la mise au point d'un nouveau département, d'un marché en expansion.

Ecrire à Mme G. DILL, réf. 301 LM.



INSTITUT MÉRIEUX

Premier Institut français de

cherche pour s'intégrer à la direction des opérations de médecine humaine :

un médecin

Réf. 428 LM

chargé de la formation médicale des visiteurs médicaux. Il organise et anime les stages, répond quotidiennement aux questions des visiteurs médicaux. Il anime les réunions d'information du corps médical. Il faut avoir un minimum d'expérience en cabinet ou une formation d'immunologie. Le créneau de sens pédagogique.

un médecin (bilingue français-anglais) Réf. 428 LM

chargé de l'information des titulaires de l'export, il participe également à des conférences scientifiques. Il faut avoir un minimum d'expérience en relations publiques, une disponibilité pour des déplacements à l'étranger, des connaissances en immunologie appréciées.

Ces deux médecins résident à LYON et souhaitent faire carrière dans l'industrie pharmaceutique.

Ecrire à Mme G. DILL, réf. 428 LM et R. BÉROUD, réf. 428 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

nicholas angell

Une société multinationale de premier ordre recherche pour une de ses usines françaises (800 personnes) située dans le NORD DE LA FRANCE,

CONTROLEUR DE GESTION

Age minimum 30 ans. Environ 120.000 francs. Sous l'autorité du directeur général adjoint, il aura la responsabilité du reporting mensuel auprès de la société mère américaine, et de la coordination analytique. Il assurera la coordination du budget et du plan, et travaillera avec le service informatique.

Les candidats devront posséder une formation H.E.C., E.S.S.E.C., etc. et une expérience similaire d'au moins 5 ans au sein d'une société anglo-saxonne. Une parfaite maîtrise de l'anglais, du français, est souhaitée.

Adressez votre C.V. sous références 77112, en indiquant votre salaire actuel, à : Nicholas ANGELL - 148, rue St-Honoré - 75001 PARIS

conseil en recrutement financier

INGENIEUR d'études

Il sera :
- Adjoint au chef de bureau d'études de nouveaux matériels en reprographie, électronique, électromécanique, électrotechnique.
Il aura :
- La charge d'animer une équipe de dessinateurs et techniciens.
- une formation d'ingénieur diplômé, complétée par une spécialisation électrotechnique.
- deux ans d'expérience au moins.
Il connaît l'anglais.
Le lieu de travail sera la NORMANDIE.
Envoyer C.V., photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET - 30, rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS

ANALYSTE

pour le développement des applications de son centre informatique régional.

Le poste conviendrait à un débutant, niveau Maîtrise ou équivalent.

Il aura la responsabilité de la gestion des données et de la maintenance.

Matériel : 55
Lieu de travail : TOULOUSE
Poste de titulaire.

Adresser C.V. sous référence 27/M à :
ACLES 1 F 107
CII HONEYWELL BULL
61-43, rue d'Avron - 75000 Paris Cedex 20

acles

JEUNES INGENIEURS

1 à 3 ans d'expérience - Débutants possibles. A et M - ENSE - ENI - INSA.
Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an. Ils auront ensuite des responsabilités opérationnelles ou de commandement.
Toutes informations sur cette offre sont données confidentiellement au téléphone de lundi au vendredi heures de bureau par Informations-Carières SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.
Information Carrière
Rf. 253
On peut aussi adresser son dossier à SVP
Ressources Humaines
55, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

140/170.000 F an

C'est un homme qui dispose d'une solide expérience en matière de gestion financière et de comptabilité générale et analytique. Il possède de préférence une bonne connaissance des problèmes posés par la gestion d'usines.

Possibilité d'évolution importante dans le Groupe.

Résidence à Châteauneuf dans cadre agréable.

Envoyer sous référence 561 à GFC
Spécialiste en recherche de cadres et d'agents qui vous garantira réponse et discrétion absolue

GFC

110 rue de Sévres 75015 Paris

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION EUROPEENNE
DES SYSTEMES DIGITAUX

ANALYSTE FINANCIER

Ce poste évolutif s'adresse à un cadre soit débutant avec une solide formation en finances ou soit ayant une première expérience en tant que financier ou analyste. Formation HEC - ESSEC - Sup. de CO, MBA, etc...

Anglais courant.
Pouvoir à VILLENEUVE-LOUBET près de NICE.



Ecrire avec C.V., photo, prénom, et adresse à :
M. L. EDS/1277-411
à Madame LE GUET
T.I.F. - Boite Postale 1
06270 VILLENEUVE LOUBET

BANQUE MONÉGASQUE

recherche pour son service informatique

PROGRAMMEUR

la maintenance des chaînes. Disponible très rapidement.

CONDITIONS PROFESSIONNELLES EXIGÉES :

- Langage GAF-II - IBM/3 obligatoire ;
- Langage COBOL sur petit matériel ;
- 3 ans au moins sur système de grande diffusion.

CONDITIONS PROFESSIONNELLES

SOUS-ALTES :

- La connaissance du télé-traitement ;
- Expérience bancaire.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et prêt à :
144, MONTE-CARLO - Principauté de Monaco.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Le Président de cette Société - Tôlerie Industrielle - 110 personnes spécialisées notamment dans la conception d'ensembles pour véhicules PL et TP, recherche pour le second, un ingénieur AM, ICAM ou similaire ayant quelques années d'expérience en ce domaine. Les responsabilités d'extrême importance des techniques (Etudes, Méthodes, Outillages) et d'adaptation progressive à tous les aspects de la gestion de l'entreprise.

Lieu de travail : 30 km au sud de LYON.
28 rue Marbeuf 75008 Paris
adresser note d'information et dossier de candidature sur simple demande à :
France Cadres - 75001 Paris

RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur de haut niveau pour lui confier la responsabilité du Centre de Recherches et de Développement de la Société des Eaux Minérales d'Evian.

Sa mission sera de conduire efficacement les efforts de recherche et de développement de la société pour répondre aux besoins des consommateurs en matière d'Eaux Minérales et des Boissons Alimentaires. Il assurera l'animation et la gestion d'un Centre de Recherches de 20 personnes, dans des locaux importants.

Cette fonction sera confiée à une personne titulaire d'une formation universitaire (Biochimie, Biologie) ou Grandes Ecoles (Ingénieur, Chimiste, Biologiste, etc.). Il devra avoir acquis au moins 10 ans d'expérience dans des laboratoires de recherche et de contrôle dans des industries alimentaires ou pharmaceutiques.

Lieu du poste : Evian.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence J 16 M, à :
Jean BUREAU - BSN-Gervais Danone
7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

مكذبا من الأصل

emplois régionaux

SALOMON à Annecy cherche un ingénieur chimiste

Le responsable de la fabrication de la chimie de base cherche un ingénieur chimiste expérimenté pour la direction des opérations de production.

un médecin

Le responsable de la direction des opérations de production cherche un médecin expérimenté pour la direction des opérations de production.

un médecin

Le responsable de la direction des opérations de production cherche un médecin expérimenté pour la direction des opérations de production.

CONTROLEUR DE GESTION

Le responsable de la direction des opérations de production cherche un contrôleur de gestion expérimenté pour la direction des opérations de production.

FINANCIER

Le responsable de la direction des opérations de production cherche un financier expérimenté pour la direction des opérations de production.

FOUR

Le responsable de la direction des opérations de production cherche un four expérimenté pour la direction des opérations de production.

offres d'emploi

L'EXPRESS
recherche pour son service

CONTROLE DE GESTION
un jeune cadre

Le candidat aura une formation en comptabilité et en administration des entreprises (par exemple : HEC, ESSEC, SUP de CO...).

Il devra justifier d'une première expérience professionnelle acquise au sein soit d'une entreprise, soit d'un cabinet d'organisation ou de révision comptable.

Chargé sous l'autorité du contrôleur de gestion de l'élaboration et du suivi du budget, il pourra être amené à participer à l'ensemble des études économiques, comptables, fiscales et d'organisation de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, c.v., présentations et photo à : Daniel HAJBLUM-Directeur de la Gestion « L'EXPRESS » 25, rue de Berri, 75008 PARIS.

STAGE CADRES DU TRANSPORT

en vue d'un stage de 20 semaines au sein d'un service de transport de marchandises.

Nous recherchons des candidats C.V. + lettre, à l'adresse : CESTRAL, 52-54, quai National - 93000 PUTEAUX.

emploi régionaux

heuliez

située dans les DEUX-SEVRES (à 80 kms du bord de mer)

l'un des premiers constructeurs français

recherche

JEUNES INGENIEURS
A. et M. ou ICAM

EXPERIENCE INDISPENSABLE

Dynamiques

Liberté obligations militaires

Les candidats doivent être pris d'adresse : C.V., détail, photo et rémunération souhaitée à : M. Le Directeur du Personnel (sous pli personnel), poste 151, 15100 CERIZAY.

ILIC, importante entreprise de construction de machines situées à STALLER, développe une nouvelle gamme d'automatisme électronique.

UN INGENIEUR QUALITE

responsable de la production et de la qualité.

Le candidat aura une expérience de la production et de la qualité.

Le candidat aura une expérience de la production et de la qualité.

GRENoble
une du Secteur Public recherche
pour la Direction
MICROELECTRONIQUE
APPLIQUEE

UN INGENIEUR

ant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la technologie des circuits intégrés.

TERISAT, ELECTRIQUE TECHNOLOGIES DES RECHERCHES

V. tél., prêt et photo à : 319, Contesse Publicité, Opéra, Paris-1er, 11.

UN INGENIEUR

ant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la technologie des circuits intégrés.

selecion conseil

75017 Paris

offres d'emploi

etap
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AGISSANT DANS UN SECTEUR EN DEVELOPPEMENT CONSTANT - LEADER DANS SA BRANCHE - PARIS

CADRE SUPERIEUR

Diplômé grande école ayant une solide expérience de la négociation à tous les niveaux et des responsabilités de direction.

Dans un premier temps, il sera chargé de la négociation et du suivi des affaires de la filiale.

Le candidat devra être capable de développer et d'évaluer les possibilités de la filiale.

DIRECTION GENERALE

Remunération de mutation ultérieure en province.

Remunération de grandeur de rémunération : 190.000 +

Ecrire sous référence ME 201 AM.

LE DIRECTEUR GENERAL D'UN GROUPE DE SOCIÉTÉS 11.600 PERSONNES FAISANT PARTIE D'UN GROUPE DE DIMENSION NATIONALE - RECHERCHE

SECRETAIRE GENERAL

Le candidat devra avoir une formation en comptabilité, en gestion, en administration et en relations publiques.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

MERLIN GERIN GRENOBLE

AFFAIRES INTERNATIONALES

Ingénieur haut niveau

RESPONSABLE ZONE ORIENT

y compris Extrême-Orient

Poste important et avenir pour candidat 35 ans maximum, ayant acquis une solide expérience commerciale et administrative (gestion, négociation, relations publiques).

Capable de gérer une filiale par lui-même ou par un adjoint.

Langue anglaise indispensable - Français un tiers temps.

Ecrire sous référence TS 250 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (11.600 PERSONNES) AGISSANT DANS UN SECTEUR EN FORT DEVELOPPEMENT - RECHERCHE

CHEF DE SERVICE MARKETING

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.C.F. ou équivalent.

Le candidat devra avoir une expérience de la gestion et du marketing.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération : 120.000 +

Résidence : 11.600 QUEST FRANCE.

Ecrire sous référence NC 250 CBL.

écrire en précisant la référence : 4, rue Massenet 75016 PARIS

discretion assurée

etap

HEWLETT PACKARD FRANCE

(DIVISION INFORMATIQUE et SYSTEMES)

ingénieurs de ventes

CONFIRMES

dans la vente de mini-ordinateurs scientifiques ou de gestion

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une formation universitaire équivalente avec dans les deux cas, si possible une formation complémentaire en gestion.

Les postes sont à pourvoir à Orsay et à notre bureau de ventes de Paris-Nord (Blanc-Mesnil).

La connaissance de la langue anglaise est impérative pour ces postes.

Les candidatures de débutants très fort potentiel et motivés par la vente pourront également être examinées.

Ecrire avec C.V., détail, photo et présentations à : La Direction du Personnel Z.A. de Courtabœuf BP 6 - 91401 ORSAT CEDEX

offres d'emploi

etap
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS 4.000 PERSONNES - RENFORCE SES ÉQUIPES DANS LE CADRE DE SON EXPANSION ET RECHERCHE

DIRECTEUR DE FILIALE

Diplômé grande école, ayant une expérience de la gestion industrielle, il sera chargé de diriger et de développer une filiale de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 150.000 F

Ecrire sous référence WE 253 AM.

CHEF DE SERVICE MARKETING

Diplômé grande école, ayant une expérience de la gestion industrielle, il sera chargé de diriger et de développer une filiale de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 120.000 F

Ecrire sous référence XY 254 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR PARIS

CADRE COMMERCIAL DÉBUTANT ESCP-ESCP...

Le candidat devra avoir une formation en commerce et en gestion.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 120.000 F

Ecrire sous référence LA 255 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS-LA DÉFENSE - RECHERCHE

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

Le poste est destiné à un candidat ayant quelques années d'expérience à dominante fiscale, en Cabinet ou Groupe Industriel.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 120.000 F

Ecrire sous référence ZK 253 CBL.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT STOCKAGE ET MANUTENTION

CHEF D'EXPLOITATION

Le candidat devra avoir une expérience de la gestion et du marketing.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 130.000 F +

Ecrire sous référence UP 251 CBL.

écrire en précisant la référence : 4, rue Massenet 75016 PARIS

discretion assurée

etap

DSAT

recherche

ingénieurs

1er POSTE :
E.N.S.T., E.S.E. ou équivalent, ayant quelques années d'expérience en communication téléphonique, de préférence dans le domaine de la téléphonie par programme.

2ème POSTE :
pour PROGRAMMATION TEMPS RÉEL

3ème POSTE :
pour mise au point d'ensembles logiques et analogiques. Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Formation E.N.S.T.-E.S.E.-E.N.S.A.E. ou E.N.S.T.A. préférée.

Ne pas se présenter, écrire avec C.V. : SAT-41, rue Contagrol 75013 PARIS

offres d'emploi

«CONTROLLERS» DE HAUT NIVEAU

GROUPE FRANÇAIS INTERNATIONAL recherche quatre «CONTROLLERS» DE HAUT NIVEAU

Les candidats doivent avoir une expérience d'au moins trois ans dans les affaires anglo-saxonnes, si possible, avoir travaillé dans un cabinet d'audit.

Les connaissances en comptabilité, contrôle de gestion et développement des systèmes, ils ont l'expérience du contrôle de gestion.

LES REMUNERATIONS ENVISAGEES SONT COMPRISES ENTRE 120 et 180.000F, SELON LES POSTES ET L'EXPERIENCE.

Trois postes sont à pourvoir comme

CONTROLLERS

Responsables de la comptabilité, du Budget, de l'Informatique, de la Direction des Opérations, de la Direction des Ressources Humaines, de la Direction des Affaires Générales.

Un poste est à pourvoir comme

DIRECTEUR D'AUDIT

Il est l'un des deux personnes qui réalisent directement du «contrôle» dans la maison mère dont le siège est à Paris, il est Responsable de la Direction de l'Audit Interne financier et opérationnel et des relations avec les sociétés clientes.

Il participe à la définition des procédures et des systèmes de contrôle. Il aura à sa disposition une équipe d'audit et de la quelle il sera responsable.

Il devra parler l'anglais. Une expérience d'audit est indispensable pour ce poste.

Adresser C.V. en indiquant le poste éventuellement la région souhaitée sous ref. 27M325 au

69, rue de la Harpe 75006 PARIS

Centre de Psychologie

directeur de département

CERRUTI 1881

PARIS

Spécialiste du prêt à porter de luxe recherche un responsable de la direction des ventes et de la direction marketing.

La mission de ce nouveau collaborateur est la suivante :

- Responsabilité de la direction des ventes de son produit.
- Réception à Paris des clients français et étrangers.
- Contrôle de l'activité des représentants de la direction des ventes et de la direction marketing.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 120.000 F

Ecrire sous référence ZK 253 CBL.

TRÈS IMPORTANT GROUPE IMPRIMERIE-BOITIER

pour son service de la

MONTRouGE (92) INGENIEUR

diplômé ICAM - A.M. - H.E.C. ou équivalent, ayant une expérience de la gestion industrielle, il sera chargé de diriger et de développer une filiale de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes de la filiale.

Remunération de grandeur de rémunération : 120.000 F

Ecrire sous référence ZK 253 CBL.

LA DIRECTION DU TRAVAIL D'UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

CONSULTANT Recrutement Carrières

Pour :

- sélectionner candidats externes et internes,
- suivre la carrière des cadres et employés,
- participer à des études liées au suivi de carrière et à la sélection.

Formation supérieure. Expérience minimum de 5 années dans un service de sélection Personnel ou secteur tertiaire.

Adresser C.V., photo et salaire à n° 2828, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Elaborer et commercialiser vos solutions informatiques avec une nouvelle série d'ORDINATEURS IBM (série 1)

La Division des Systèmes de Grande Diffusion s'adresse à une très large clientèle de PME-PMI et de services de gestion ou de production de grandes entreprises. Elle connaît un taux d'expansion parmi les plus importants de la Compagnie, et pour satisfaire à une forte demande actuelle et potentielle de systèmes élaborés nous recrutons des jeunes (hommes et femmes)

DIPLOMÉS DES GRANDES ECOLES

débutants ou ayant une première expérience professionnelle.

Les fonctions qui leur seront confiées (Ingénieur DSGD) requièrent des candidats une aptitude à une grande autonomie ainsi qu'à des activités créatrices de type engineering. Ils auront en effet :

- à analyser des problèmes d'ordre divers pouvant concerner toutes les activités des entreprises;
- à concevoir des configurations originales de systèmes informatiques;
- enfin, à convaincre leurs interlocuteurs du bien-fondé des solutions recommandées.

Ces responsabilités exigent de grandes aptitudes commerciales, que nous renforcerons par une formation théorique et pratique de 10 mois.

Une lettre de candidature est à adresser, accompagnée d'un C.V. et d'une photo récente, à :

J.-P. JOUBERT
IBM France - DSGD
Tour Berkeley Cedex 19
Paris-La

IBM

Le groupe SCAC a recruté pour sa Division Transports International 50% du CA de l'exercice 1976.

JEUNES DIPLOMÉS HEC - ESSEC - ESCP

Pour assurer, à moyen terme, la croissance de nos opérations d'entretien.

Les activités d'Auditeur de Transport International, Commission de Transport International, Commission de Transport International, qui leur sera confiée, sont d'ordre technique, qu'il leur sera demandé d'analyser et de résoudre.

Il est demandé aux candidats une maîtrise de la langue anglaise. Une seconde langue étrangère sera appréciée.

Ces postes conviennent à des candidats motivés par une carrière internationale et des responsabilités d'importance croissante dans un secteur en pleine expansion.

Ecrire avec C.V. et photo à :

J. TERRAZ - SCAC
30, quai National
93000 PUTEAUX

scac

directeur des ventes

Division Mini-ordinateurs

Notre gamme de produits destinée aux applications scientifiques et industrielles, est très performante sur le marché.

Pour atteindre vos objectifs et développer les ventes, vous disposerez d'une équipe d'ingénieurs commerciaux, l'appui des services de la firme (promotion commerciale, marketing, service après-vente, logiciel).

Une formation supérieure scientifique et une expérience de produits du marché sont des critères de sélection.

Adresser C.V. et photo à M. Guerrier, référence K 10, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.H., 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

olivetti

études et conception mécaniques pour contrôles non destructifs

Ingénieur mécanicien ou électromécanicien, quelques années d'expérience dans l'industrie aéronautique, offshore ou pétrochimique, vous serez admis à acquérir de bonnes compétences en études mécaniques, qu'elles concernent des équipements classiques ou des prototypes.

Aujourd'hui, vous souhaitez élargir vos responsabilités dans un secteur d'avenir.

Société d'Etudes et de Construction d'Ensembles Electroniques en forte croissance, nous vous proposons de participer, au sein d'une équipe de spécialistes, à la réalisation de projets importants dans le domaine du contrôle destructif (prototypes, études de variations géométriques, spectrométrie, courants de Foucault, etc.). Déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Ecrire à : 39207, Publicité, 10, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

ICL

ingénieur formation MAINTENANCE DU MATÉRIEL

Filiale 1^{er} constructeur européen d'ordinateurs, nous recherchons pour notre département un ingénieur qui aura la responsabilité de concevoir, développer et d'animer des équipes destinées à inspecter les équipements installés chez nos clients. Dans les premiers temps, la formation portera sur les mini-ordinateurs et les petits systèmes de notre gamme.

La préférence sera donnée à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire ou comme technicien de maintenance maîtrisant la langue anglaise. 60.000 F ±.

Lieu de travail : PARIS (Porte de la Chapelle).

Adresser candidature avec C.V., références et GUERIN - ICL FRANCE, 16, cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS sous référence M 612.

MATRA

SECTEUR CIVIL développe activités et est plusieurs

INGÉNIEURS ENST - ESE

Ils ont une responsabilité d'étude, de développement et de coordination de projets. Ces postes concernent des ingénieurs débutants à 4 ans d'expérience acquise dans les domaines suivants :

- Téléphonie.
- Signalisation - Commutation électronique.
- Micro-informatique (matériel et logiciel).
- Transmission numérique.

Réf. NK 22

AT ELECTRONICIENS

Ils participent aux études et à la réalisation de projets d'une petite équipe technique. Ces postes peuvent être occupés par des techniciens de formation BTS ou équivalent, débutants à 4 ans d'expérience environ, selon les postes proposés. Il est nécessaire d'avoir des connaissances de :

- expérience dans les domaines suivants :
- Téléphonie.
- Logique générale.
- Micro-informatique.

Réf. NK 23

Adresser C.V., rémunération souhaitée en précisant la référence du poste.

MATRA Monsieur KIDDER SR N° 1 - 111 - VELIZY

COLGATE PALMOLIVE
DÉPARTEMENT PROFESSIONNEL
recherche

responsable régional

Secteur : PARIS et ILE-DE-FRANCE OUEST

Il aura sous sa responsabilité plusieurs

Seuils à franchir : promouvoir la vente de nos produits.

La préférence sera donnée au candidat ayant :

- 28 ans minimum et une bonne culture générale.

- Une solide expérience de la vente, de la gestion commerciale et de l'animation "terrain" d'une équipe de représentants.

Son domicile sur la Région parisienne.

Nous offrons tous les avantages d'une carrière à fort développement.

Adresser candidature, C.V., photo à COLGATE PALMOLIVE - Service Recrutement, 1111 COURBEVOIE.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Sanitaire SUD-EST recherche :

pour GESTION TECHNIQUE GRANDS PROJETS

INGÉNIEUR Grande Ecole

pour l'étude des systèmes de transport des données embarqués à bord de satellites (OPTIQUE, ÉLECTRONIQUE, MÉCANIQUE).

Sanitaire SUD-EST à 8 ans d'expérience.

Adresser C.V. et photo sous la référence 39206 à CONTREPUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

LE SECRETARIAT D'ÉTAT AUX POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

recrute des informaticiens par concours

80 ANALYSTES 35 PROGRAMMEURS SYSTEME

Inscriptions jusqu'au 3 Janvier

Epreuves écrites les 1 - 2 - 3 Février 1978

70 PROGRAMMEURS 35 PUPITREURS

Inscriptions jusqu'au 4 Janvier

Epreuves écrites les 6 - 7 Février 1978

Formation rémunérée Avantages indemnités aux emplois supérieurs

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

PARIS

DIRECTION DES POSTES DE PARIS

140, Boulevard du Montparnasse

75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES

chef-lieu du département de résidence

GROUPE DE DISTRIBUTION PARIS
recherche

animateurs de formation
65 000 F +

Avant une formation de type Ecoles de commerce, Eco, Psycho, et une expérience de formation de deux ou trois ans au minimum.

Ils animeront des ateliers pour le personnel et employés des magasins du groupe, participeront à l'évaluation des besoins à l'élaboration des programmes.

Fréquents déplacements à courte durée en province.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 3617 à :

Organisation et publicité
2 rue de Valenciennes 75001 PARIS / CITE TRANSMEDIA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche son

CHEF du SERVICE ACHATS

INGÉNIEUR DIPLOME POSITION III

Le poste exige une bonne expérience dans le domaine des composants électroniques et électromécaniques.

La préférence sera donnée au candidat qui aura le sens des relations humaines.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 39.023 Contesse Publicité 20, rue de l'Opéra - 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

MATRA

INGENIEURS ENST-2

AT ELECTRONIQUE

MATRA

COLLE PALM

responsable régional

PARIS

FRANCE

offres d'emploi

PORTANTE STE DE TELECOMMUNICATIONS PARIS 13^e, RECHERCHE :

INGENIEUR ELECTRONICIEN
POSITION : FORMATION GRANDES ECOLES
Expérience industrielle d'au moins 4 ans
Etudes de transmission de signaux télé-
phoniques analogiques et numériques.
Connaissance du calcul des circuits

INGENIEURS ELECTRONICIENS
POSITION : FORMATION GRANDES ECOLES
Expérience d'au moins 3 ans dans l'étude
de systèmes de gestion de périphériques
de systèmes temps réels.
Connaissance des procédures de montage et main-
tenance des systèmes logiques.
POSTE A FOURVOIR : un ingénieur au déve-
loppement système.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
POSITION : FORMATION GRANDES ECOLES
Expérience d'au moins 3 ans dans l'étude
de systèmes de gestion de périphériques
de systèmes temps réels.
Connaissance des procédures de montage et main-
tenance des systèmes logiques.
POSTE A FOURVOIR : un ingénieur au déve-
loppement système.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. A. B. C.
A.O.P., Boite Postale 361, PARIS 13^e.

**directeur
général
des ventes**

150.000 F

INFORMATIQUE. Nous recherchons un directeur français du matériel informatique, (C.A. en informatique moyenne à 30 ans), réputé par sa qualité de son S.A.V. Nous recherchons en fonction de notre expansion notre Directeur Général des Ventes. Nous aurons la responsabilité de la politique commerciale de la société, nous aurons la responsabilité de la politique commerciale de la société, nous aurons la responsabilité de la politique commerciale de la société.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. A. B. C. et mentionner sur enveloppe :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75003 PARIS CEDEX 05

offres d'emploi

**DEVELOPPER
VOS COMPETENCES
DANS UNE FONCTION
EVOLUTIVE**

Etudes et Productions Schlumberger développe constamment de nouveaux projets concernant la recherche et l'exploitation pétrolières. Le rôle du Méthodes leur aboutissement est essentiel : lui, effet, qui liaison entre les Méthodes d'industrialisation et la fabrication : il conçoit, organise, maintient les Méthodes de production des sondes de mesures spécifiques et variées.

INGENIEUR MECANICIEN

diplômé Arts et Métiers, INSA, ENSI ou équivalent, ayant acquis une première expérience professionnelle dans l'industrie

Il sera en charge, dans un premier temps, d'organisation des procédés d'usinage et de montage des produits. Dans ce cadre, il se verra confier des responsabilités : les études de prix de revient, les études de postes, la recherche de techniques évoluées pour moderniser la production. Ses fonctions appelées à évoluer.

au sein du service Méthodes, comme dans l'entreprise. Aussi, il lui sera demandé de faire preuve de créativité et d'aisance dans les contacts à tous les niveaux. Une maîtrise de l'Anglais est souhaitée. Ecrire avec :
**ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER**
26, rue de la Clave
Clamart Cedex.

Schlumberger

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
MACHINISME AGRICOLE**

DIRECTEUR DE RÉGION

Une équipe de techniciens expérimentés, il représente la Société Commerciale auprès des concessionnaires et est responsable de la réalisation des objectifs. Il devra avoir une certaine expérience acquise dans la région.

Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01.

**SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
TECHNIQUES AVANCÉES**
Banlieue sud-est

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS
Grande Ecole

pour les services d'études et de production de circuits électroniques analogiques.
Adresser C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

HEBDOMADAIRE
GRAND PUBLIC (500.000 ex.)

**recherche
chef de Publiité**
pour assurer la promotion du titre auprès des agences et des annonceurs.

Nous aimerions rencontrer un homme jeune, ayant une formation commerciale et NECESSAIREMENT une première expérience dans la vente. Une pratique de la publicité presse chez l'éditeur ou en régie serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre manuscrite (C.V. photo) et prétentions sous réf. 1201 au C.R.E. 17, rue de la Harpe 75017 PARIS.

MATRA

INGENIEUR ELECTRONICIEN
Grandes Ecoles

(E.S.E. - ENSERG - ENSIEHT...)
Il a une responsabilité d'étude et de développement dans le laboratoire de systèmes micro-processus. Ce poste concerne un ingénieur ayant une expérience de 3 à 4 ans des micro-processus et des connaissances en calculateur temps réel.

Adresser C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.
MATRA
à Monsieur KOFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

ETABLISSEMENT FINANCIER ANTIERS
recherche

JEUNES CADRES

DIPLOMÉS E.S.C. OU SCIENCES ÉCO.

OPTION COMPTABILITÉ FINANCIÈRE

1 ou 2 ans d'expérience dans cabinet appr. ou 3 ans d'expérience dans cabinet appr. ou 3 ans d'expérience dans cabinet appr.

Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

directeur du personnel (Dijon)

Président d'une entreprise de fabrication de biens d'équipement (chaudronnerie, mécanique, mécano-soudure) cherche pour son entreprise (400 collaborateurs) proche de DIJON (21) un directeur du personnel.

Il sera sous son autorité, il met en place et prend en charge la fonction complète : emploi et gestion des ressources humaines, administration, statuts, relations sociales. Il est un cadre de 35 ans minimum, formation supérieure (Droit), avec plusieurs années d'expérience de la fonction en usine. Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

**in(e) jeune responsable
du personnel** 80 000 F +/- an

Le directeur administratif d'une entreprise du secteur textile en plein développement (300 salariés), Paris banlieue ouest, recherche un jeune responsable du personnel. Celui-ci aura en mains avec autorité la compétence la gestion du personnel et le recrutement, prépare l'information de la paie, il se voit progressivement la formation, l'information et les relations sociales. Une opportunité pour un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant une première expérience de 3 à 4 ans dans le secteur textile personnel et administratif s'intégrer à une structure, gère dans laquelle les possibilités de développement sont importantes. Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

directeur commercial

Une fonderie fabricant, dans la région Midi-Pyrénées, des produits sophistiqués et rattachée à un groupe industriel important. C'est le poste qui propose un ingénieur commercial, AM ou IEC par exemple, d'au moins 5 ans, qui a l'expérience de la vente et du marketing des biens industriels : fonderie, presse mécanique.

Il aura la collaboration avec le directeur administratif du groupe, il aura une responsabilité de prospecter, négocier et suivre la clientèle en France et à l'étranger. Il dirige l'équipe qui gère commandes et devis. C'est un homme dynamique, qui a l'expérience de la vente et du marketing de la direction dans le groupe. Il parle couramment anglais ou, à défaut, allemand. Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

**chef des services
comptable et financier**

Le PDG d'une affaire parisienne de distribution (CA 200 MF) recherche un chef des services comptables et financiers. Ce futur directeur couvre les comptabilités générale, et gestion, audit, et relations avec les banques, la vie juridique (CA, assemblées...), le personnel. Il est un professionnel plus de 30 ans, diplômé ESC, soit DECS ou équivalent, ayant, par préférence, l'expérience de la distribution de l'entreprise familiale. Envoyer C.V. et photo sous le n° 3815 à CONTINENT, 20, rue de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

LE CONTINENT

Compagnie d'Assurances I.A.R.D.
rech. Adjoint au département FORMATION

— Age 35 ans minimum.
— Bonne connaissance des produits.
— Expérience du terrain indispensable.
— Goût du contact et sens pédagogique.
— Stage de perfectionnement assuré avant entrée en fonction.
— Évolution de carrière.

Envoyer C.V. avec photo et rémunération actuelle à :
LE CONTINENT
Jacques FIQUEL
LE CONTINENT
10, rue de Richelieu,
75002 PARIS.

LE CONTINENT

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE
PROMOTION IMMOBILIÈRE**

recherche
RÉGION PARISIENNE
JEUNE CADRE RESPONSABLE
de la

**gestion de programmes
immobiliers**

— Débutant ou 2 ans d'expérience.
— Formation supérieure.
— Po, Droit, HEC, ESSEC, ESCP... J.
— Sens de la responsabilité et de l'organisation.
— Capacité d'adaptation à des tâches (administratives, juridiques, commerciales).
Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 3845 à :

organisation et publicité
21, rue de Valenciennes 75001 PARIS

PARIS SHERATON HOTEL
LUXE - 1.000 CHAMBRES
MONTMARTRE

Assistant Manager

Expérience réception et caisse. Parfaite connaissance de l'anglais. Salaire fixe x 12, 40 heures x 5 jours. Contrat indéterminé. Possibilité promotion.

Attaché Commercial

Expérience commerciale hôtellerie indispensable. Parfaite connaissance de l'anglais. Salaire fixe x 12, 40 heures x 5 jours. Contrat indéterminé.

Envoyer C.V. en indiquant présent, et disponibilité au Directeur du Personnel, 19, rue du Commandant-Monchoire, 75014 PARIS.

LE CARBONE-LORRAINE

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
A STRUCTURE MULTINATIONALE

spécialisé dans la fabrication de produits industriels aux applications très diverses (industrie électrique, chimique, mécanique)

recherche
dans le cadre d'un développement important

Pour un ou ses départements à PARIS

CADRE DE MARKETING

ESSEC, SUP ou équivalent

expérience 5 ans

Il aura en charge la politique marketing ainsi que le développement d'un produit nouveau et se développer rapidement.

Il s'agit d'un cadre créatif, exigeant, qualités d'initiative, l'imaginaire et un esprit entreprenant.

Il implique des DÉPLACEMENTS FREQUENTS et une maîtrise de l'ANGLAIS et si possible l'ALLEMAND.

Possibilités d'avancer pour candidat ayant personnalité et envergure

Réf. 424

Pour son usine à PAGNY SUR MOSELLE (région Metz-Nancy)

CHEF DE FABRICATION

INGENIEUR MECANICIEN

AM, ICAM, ou équivalent

5 à 10 ans d'expérience Fabrication - usinage

responsable d'un atelier chargé de prendre rapidement l'extension.

Ce poste exige en particulier des qualités d'organisation et de dynamisme.

Connaissance de l'ANGLAIS indispensable

Réf. 424

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à

Direction du Personnel et des Ressources Humaines

45 rue de Valenciennes 75017 PARIS

Entière responsabilité assurée

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ASSISTANTE DE DIRECTION PUBLICITÉ

3 500 - 4 500 francs.
■ forte personnalité, initiative, ■
■ formation supérieure ou équivalente,
■ même débutante, mais ■
■ pour les ■ dactylo indispensable.
Le poste comprend :
■ 10 % comptabilité,
■ 10 % secrétariat,
■ gestion et contacts clients, fournisseurs.
Horaires souples. Lieu de travail : ■ ■ ■ ■ ■
Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à
PASTRAL, 15 bis, rue Cimacosa, 75115 PARIS.

TRES IMPORTANT GROUPE RECHERCHE (PARIS) POUR LA DIVISION PHARMACEUTIQUE COMPORTANT PLUSIEURS RESEAUX DE VENTE

directeur

RESPONSABLE de la COMMERCIALISATION
■ ■ ■ ■ ■ devra prendre ■ charge ■
responsabilités précises suivantes : politique ■
distribution, supervision des forces de vente,
problèmes du ■ ■ ■ ■ ■ rémunérations,
gestion budgétaire. Le ■ ■ ■ ■ ■ convient à homme
■ ans mini. ■ ■ ■ ■ ■ formation ■ ■ ■ ■ ■ E.S.C.,
expérience solide de la ■ ■ ■ ■ ■ commerciale.
Les candidatures d'hommes ■ ■ ■ ■ ■ de
terrain ne seront pas retenues.
Place + ■ ■ ■ ■ ■ intrinsèque, bon ■ ■ ■ ■ ■ de travail,
poste stable.
Envoyer C.V., photo
■ ■ ■ ■ ■ réf. 741 ■ ■ ■ ■ ■

SOCECI 18, rue Violet
75015 PARIS

BANQUE PRIVEE PARIS dans la poste de

responsable des services administratifs et comptables

CLASSE VI - VII
Les candidats doivent ■ ■ ■ ■ ■ une connaissance
approfondie et une ■ ■ ■ ■ ■ expérience ■ ■ ■ ■ ■ de
toutes les opérations de Banque - notamment
sur l'étranger -
La ■ ■ ■ ■ ■ de l'organisation, la maîtrise de
l'administration du personnel (salaire,
prévoyance) et des procédures informatiques
sont indispensables.
Une formation supérieure, un excellent sens du
contact et une ■ ■ ■ ■ ■ naturelle sont nécessaires
pour ce poste crucial ■ ■ ■ ■ ■ la réussite au sein
d'une équipe restreinte.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions sous réf. 3523 à Monsieur ANDRÉ
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS
Mentionner sous double enveloppe le nom
des sociétés auxquelles votre offre ne doit pas
être transmise.

Challenge dans le chauffage

Vous travaillez depuis quelques années sur le marché du chauffage dans l'industrie
et dans le tertiaire (immeubles, hôpitaux, écoles...)
Vous pouvez faire ■ ■ ■ ■ ■ de bonnes références de ■ ■ ■ ■ ■ et de profit. De plus vous
vous ■ ■ ■ ■ ■ capable de coopérer ■ ■ ■ ■ ■ le lancement de nouveaux produits
■ ■ ■ ■ ■ promoteurs (sélection ■ ■ ■ ■ ■ potentielles, argumentation économique,
promotion technique, budget, etc...)
Vous savez travailler en équipe, vous pratiquez l'ang ■ ■ ■ ■ ■ sur pouvoir réussir sur
le marché du génie climatique au sein d'une grande ■ ■ ■ ■ ■ à rayonnement inter-
■ ■ ■ ■ ■.
Ecrivez sous la référence 71449 M au conseil en recrutement SIRCA qui fournira
aux candidats sélectionnés tous renseignements sur notre société, nos produits ■ ■ ■
le poste à créer.

Sirca
44, rue La Boétie 75008 Paris

Armstrong

Armstrong Cork International, a leading manufacturer of floors,
ceilings and insulation products, is looking for an exceptional
person to fulfil the following new position :

junior advertising and promotion supervisor

THE JOB covers the various facets of Advertising and Promotion
planning, execution and control in close cooperation with the
national and international Sales, Marketing and Advertising groups.
THE DEPARTMENT is small but aggressive, with sufficient
plans to provide a challenging development opportunity.
THE LOCATION is Montreuil, just outside of Paris.
THE PERSON ■ ■ ■ ■ ■ be a young professional preferably of French
nationality who has a university degree plus 2-3 years of experience
with an advertising group preferably in a multinational manufac-
turing company. Fluency in English is essential.
REMUNERATION is established according to our competitive
salary scales subject to experience and ability.
THE FUTURE - opportunities depend upon personal achievements
but could lead to an advertising career, or sales and marketing.
Applications, if you have the right qualifications and would like to
hear more, please send a C.V. including present function and salary
with reference 401 to :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

g SERTI

jeunes ingénieurs grandes écoles

■ ■ ■ ■ ■ comptons parmi ■ ■ ■ ■ ■ premières ■ ■ ■ ■ ■ de Conseil en GESTION, ORGA-
NISATION ET INFORMATIQUE et nous appartenons à l'un ■ ■ ■ ■ ■ Groupes ■ ■ ■ ■ ■ plus
importants dans ce domaine.

Nous recrutons de jeunes ingénieurs, débutants ou ayant une première expé-
rience professionnelle. Après formation, ils deviendront progressivement
RESPONSABLES DE PROJETS importants.

La qualité ■ ■ ■ ■ ■ la diversité ■ ■ ■ ■ ■ interventions ■ ■ ■ ■ ■ les grandes entreprises ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ administrations publiques constituent ■ ■ ■ ■ ■ principal attrait de nos activités.

Ecrivez sous ■ ■ ■ ■ ■ 5085 M ■ ■ ■ ■ ■ Héliane REFREGIER qui étudiera confidentielle-
ment votre candidature.

SERTI-SELECTION, 48, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES

recherche pour ■ ■ ■ ■ ■

JEUNE INGÉNIEUR

DE FORMATION
AÉRONAUTIQUE
SUP. AÉRO ou ENICA
pour son département
études avancées.

■ ■ ■ ■ ■ Projets de systèmes numé-
riques embarqués.
■ ■ ■ ■ ■ Liaisons techniques avec la
clients.

■ ■ ■ ■ ■ nécessaires.

Env. C.V. et photo à ■ ■ ■ ■ ■ 3897,
CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, ■ ■ ■ ■ ■ 15-16.

CENTRE DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

d'un très important
■ ■ ■ ■ ■ INDUSTRIEL.

recherche ■ ■ ■ ■ ■ service
pour équipes ■ ■ ■ ■ ■ service
■ ■ ■ ■ ■ électronique et
problèmes de production.

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

ARTS ET MÉTIERS
ou équivalent.

Responsabilités techniques
et humaines.

Nationalité française
Connaissance anglaise
souhaitée.

Le ■ ■ ■ ■ ■ sera
■ ■ ■ ■ ■ fonction
et ■ ■ ■ ■ ■ statut.

Lieu de travail :
SARTROUVILLE (■ ■ ■ ■ ■)

Nombreux avantages : ■ ■ ■ ■ ■ sociaux,
et ■ ■ ■ ■ ■

Adresser C.V. ■ ■ ■ ■ ■ 15, rue
CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-16.

Société rech. pour banlieue Sud

INGÉNIEUR INFORMATIEN

pour conception programmes à
caractère scient. (niv. souhaité
maîtrise inform. exp. 2 a. min.
Écr. n° 1 0126 At. Réf. 15-16
15 bis, rue Réaumur, Paris-2

sema informatique

L'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et
d'ingénierie, recherche dans le cadre du développement de ses
activités en informatique :

Ingénieurs grandes écoles débutants

Les candidats devront être diplômés de grandes écoles
(X, Mines, E.C.P., Télécom...). Ils seront d'abord ■ ■ ■ ■ ■ à
des ■ ■ ■ ■ ■ d'assistance technique un ■ ■ ■ ■ ■ participeront
■ ■ ■ ■ ■ études de gestion ■ ■ ■ ■ ■ ou ■ ■ ■ ■ ■ systèmes informa-
tiques. (Réf. 10165M)

Ingénieurs de formation informatique

Diplômés INSA, ENSIMAG, ISEN, IIE, ESIEA, etc., les candi-
dats auront 1 an d'expérience de l'analyse, la gestion et de la
programmation en langage ■ ■ ■ ■ ■ en ■ ■ ■ ■ ■ (IBM 370,
HB 60 et Minis appréciés). Ils participeront à des études et réali-
sations informatiques au sein d'équipes pluridisciplinaires inter-
venant en clientèle. (Réf. ■ ■ ■ ■ ■)

analystes programmeurs

De formation informatique (IUT, Inst. Prog.), les candidats
auront une expérience professionnelle ■ ■ ■ ■ ■ 2 ans minimale. Ils
pratique de l'assembleur et du PLI est exigée. (Réf. 10167M)

Pour tous ces postes, les candidats devront être disponibles
pour des déplacements et des séjours en province et à
l'étranger.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, à
■ ■ ■ ■ ■ Sélection :
92128 MONTROUGE - Centre Mestra, 18-19, rue Barbès.

sema selection

Montreuil - Lille
Lyon - Marseille

agents commerciaux exclusifs

PARIS - RHONE-ALPES - EST

Nous sommes une ■ ■ ■ ■ ■ entreprise implantée
sur notre marché. Nous ■ ■ ■ ■ ■ (entre autres
produits) et nous commercialisons un matériel
moderne pour la collecte des ordures ménagères
et industrielles. Cette activité qui s'inscrit dans le
cadre de l'amélioration de l'environnement,
connaît une expansion rapide.

Nous voulons renforcer notre réseau commercial
et recherchons des AGENTS EXCLUSIFS qui
auront à visiter, promouvoir, négocier et assurer
le suivi des ventes auprès des collectivités locales
(élus et techniciens) des Administrations et autres
clients d'entretien public.

Au ■ ■ ■ ■ ■ s'ajoutent ■ ■ ■ ■ ■ primes sur
vats et une allocation forfaitaire pour ■ ■ ■ ■ ■ frais.

Envoyer C.V., photo récente, prétentions en
indiquant sur l'enveloppe la référence ■ ■ ■ ■ ■
et la région souhaitée.

Le ■ ■ ■ ■ ■ absolu ■ ■ ■ ■ ■ candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75253 ■ ■ ■ ■ ■ CEDEX ■ ■ ■ ■ ■

DEPARTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

COMPTABLE/AUDITEUR

DE HAUT NIVEAU

pour participer, au sein d'une petite équipe, à la
réforme de la direction de la comptabilité, en ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ avec l'informatique

Il devra assurer le suivi de la mise en place du
nouveau système et proposer des réformes de
structure et de procédures.

■ ■ ■ ■ ■ d'études supérieures avec une expérience
de 5 années au moins dans le domaine de la
comptabilité des opérations bancaires.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous n° 2587,
COPAF, 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui tr.

IMPORTANT CABINET

DE CONSEILS JURIDIQUES

recherche

JURISTES

Formation universitaire droit des Sociétés.
Expérience professionnelle notariale ou en Cabinet
indispensable.

Bureau n° 38783, CONTEXTE PUBLI, 20,
av. de l'Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, 4, 11.

PS Conseil

ASSISTANT DIRECTION DISTRIBUTION PHYSIQUE

60.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabri-
cation et la distribution physique de biens de grande con-
sommation du secteur loisirs, recherche pour son siège
situé dans la banlieue Sud de Paris, un Assistant Direction
Distribution, Rattaché au responsable de ce département.
Il aura pour mission d'analyser et d'améliorer les méthodes
de travail et les liaisons inter-services afin de les rendre
plus performantes. Dans un deuxième temps, il aura la
responsabilité directe de certains services de ce départe-
ment. Ce poste convient à un jeune candidat, âgé d'au
moins 25 ans, et ayant une formation supérieure commer-
ciale ou équivalente. Une expérience d'environ 2 à 3 ans
dans le domaine de la distribution serait très appréciée. Le
poste implique des qualités d'organisation, de progres-
sion, un sens aigu des priorités et le goût des contacts. La
connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire
ainsi qu'une expérience des problèmes d'exportation. Ce
candidat sera au sein d'une entreprise en pleine expansion
ouvrant de larges perspectives d'avenir pour un candidat de
valeur.

Adresser C.V. sous référence A/233M à :

PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75182 Paris Cedex 16

Déclaration sociale

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

POSITION II

FORMATION SUPÉRIEURE DE COMMERCE

E.S.E.C. ou ÉQUIVALENT

Possédant une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion
comptable d'une entreprise industrielle de préfé-
rence P.M.E.

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest de Paris.

Transport assuré - Restaurant d'entreprise

Avantages sociaux

Adr. C.V. détaillée, photo et prés. au n° 38321 ■ ■ ■
CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-16, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS

pour son siège ■ ■ ■ ■ ■ en région parisienne

UN INGÉNIEUR

RESPONSABLE SERVICE TECHNIQUE

Ce poste disponible immédiatement conviendrait à
un candidat âgé de 30 ans minimum.

Possédant une formation :
■ ■ ■ ■ ■ en Electronique Analogique, Digitale, Micropro-
cessors et une expérience pratique Conception
Etude et Réparation équipements compo-
sant Circuits Electroniques.

■ ■ ■ ■ ■ mécanique des fluides appréciée.
Le maître de la langue anglaise est indispensable.
Le maître de la langue espagnole est apprécié.
Le candidat sera au sein d'une entreprise à 100% Fran-
çaise.

Horre n° 3132, LE MONDE ■ ■ ■ ■ ■ Publ.
5, rue des Talpans, 75017 PARIS (9), qui tr.

GRAND GROUPE ELECTRO-MECANIQUE

recherche pour REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS

(AM, IDN, ENSI et INSA)

pour les postes suivants :

INGENIEURS D'ETUDES

INGENIEURS D'AFFAIRES

INGENIEUR GESTION D'AFFAIRES

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

INGENIEUR MECANICIEN

Certains ■ ■ ■ ■ ■ ces postes peuvent convenir à des ingénieurs
débutants; les postes gestion d'affaires et technico-commercial
requièrent ■ ■ ■ ■ ■ ou 3 ■ ■ ■ ■ ■ pratiques.

■ ■ ■ ■ ■ des ■ ■ ■ ■ ■ d'études ■ ■ ■ ■ ■ solides connaissances
en aérodynamique et en thermodynamique, ■ ■ ■ ■ ■
développements ■ ■ ■ ■ ■ carrières possibles pour tous ■ ■ ■ ■ ■

Ecrire avec C.V. détaillé à BTH, 2, rue Oswaldo-Cruz -
75016 PARIS.

75016 PARIS.

DANS LE CADRE DE SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT

la direction du DÉPARTEMENT DES RELATIONS HUMAINES

d'un des premiers groupes pharmaceutiques français

recherche

RESPONSABLE DE RELATIONS HUMAINES

■ ■ ■ ■ ■ âgé de 35 ans minimum,

■ ■ ■ ■ ■ de formation supérieure,

■ ■ ■ ■ ■ ayant acquis une solide expérience pratique dans la fonction Personnel
complet.

■ ■ ■ ■ ■ capable de prendre en charge un poste de RESPONSABLE DE
RELATIONS HUMAINES dans le Département ou dans une Division
du Groupe.

■ ■ ■ ■ ■ Aptitude à participer ■ ■ ■ ■ ■ définition et ■ ■ ■ ■ ■ l'application de politiques
sociales, à la négociation avec les partenaires sociaux, esprit d'ou-
verture et sans de la concertation sont indispensables à la réussite auprès
de ■ ■ ■ ■ ■ les ■ ■ ■ ■ ■ de la hiérarchie, pour contribuer à l'équilibre ■ ■ ■ ■ ■
Hommes et de l'organisation.

■ ■ ■ ■ ■ Le poste est à pourvoir à PARIS.

■ ■ ■ ■ ■ L'anglais parlé est indispensable (perfectionnement ■ ■ ■ ■ ■
nécessaire).

Adresser curriculum vitae manuscrit avec photo récente, sous la référence
RE 152, à DARDANNE, R.P. 348 - 75004 PARIS - CEDEX 12.

Un centre méditerranéen à Nice

[illegible]

Nice possède depuis 1967 un centre de recherches très ouvert sur le monde méditerranéen : le centre de la Méditerranée moderne et contemporaine dont j'assume la direction depuis 1972. Ce centre a une vocation interdisciplinaire, ouverte à la domini- cation de l'histoire, des sciences humaines ; les recherches qu'il mène concernent le monde méditerranéen sous ses diverses directions. Il comprend plusieurs directions de recherches qui touchent aussi bien à l'histoire qu'à la géographie, à la littérature, à l'étude des sensibilités, et ce toujours en analyse comparative.

Les Gavouôts, les montagnards des Alpes méditerranéennes, ils parlent une langue — étiquetée patois — qui n'est ni le niçois ni le provençal. Grasse, qui est d'un village où l'on parle le niçois, que tous comprennent. Ces régions naturellement riches en biodiversité, le gavouët a connu pendant longtemps l'émigration pour des aspects diffé-

... : l'un, Raoussou, qui
accueillit les autres, l'autre
lettre, le premier touché
... droite du Verrier.

... du lui parcourent au
d'hui ces villages, où
... constatation,
... ont moins d'habit
mais plus de maisons. C
dira-on, le ... du tour
...
Bien sûr, ... quel
...
S'agit-il d'un
... de étrangers ?
S'agit-il d'un tourisme d'été
... de réimplantation
émigrés reviennent... Les
dégoûtent leur population
le désert, à la limite
l'air, ... le ...
... possible ... parce qu
ville - si ... - d
vingt ... fournis ... l'ange
techniques. Les
transplantées en ville ...
plus ... du
l'esprit tendu ... du
monieuse : week-ends, c
payés, ... les possibi
retourner au pays.

Ainsi l'Etat mais aussi les régions aident-ils les collectivités locales à s'équiper pour organiser l'accueil. Les communes peuvent donc créer des hébergements touristiques (gîtes familiaux et de randonnée, maisons et villages de vacances de toute sorte) modernes, confortables, parfois luxueux, mais dont l'occupation est souvent saisonnière. Les quatre-vingts jour par an. Dans le même temps, les élus sont confrontés aux problèmes de logements permanents (neufs ou anciens, en location ou en toute propriété) qu'ils ne peuvent résoudre. Car

Les trois quarts du budget de notre conseil régional sont actuellement consacrés à l'espace rural, où réside pourtant moins du cinquième de la population. La voie est tracée ; mais sera-t-elle suivie ?

ANDRÉ SAMAT,
président du syndicat
intercommunal
du Haut-de-Vérol-Trets
(Bouches-du-Rhône).

Sous l'égide de l'Union industrielle Alpes-Méditerranée, les cliniques chirurgicales et médicales de la région de la Haute-Provence et les Alpes-de-Haute-Provence, ont ouvert dans les Alpes-de-Haute-Provence un village de vacances la Chaudouère, près de Digne.

Ce village, qui a une capacité de trois cents lits, a été ouvert le 1^{er} juillet 1976 et a fonctionné normalement pendant toute la saison estivale. Les personnes qui ont travaillé pendant la période de donner ont travaillé une vingtaine de jours.

MARCEL GREGGILLON
(MONTAUBAN)

l'art de l'archéologue Paul Chevalon sur « Les langues du roi René », vous distiez des choses singulières au sujet de la langue d'oïl. Il y avait une chose qui ne paraît certaine et indiscutable, c'est que la France royale ou républicaine a imposé par là même à ses sujets le français.

Si le français est la langue officielle du royaume & la suite de l'hégémonie de Villars-Camus, il n'y a pas de Français avant 1689 (bien des officiers étant encore d'illustres francisans antérieurs aux Français) ni la langue officielle du duché de Bourgogne depuis cinquante ans avant le règne de France et...
C'est de ces failles bre-
ches dans la langue que, depuis
cette date, les inscriptions sur les monuments en français ont
une seule inscription importante :
le mot français se trouve dans l'église de
St Martiry et elle date du règne
de Louis XIII, le de France.

DE JEAN-JACQUES SOYER
Lodron

A 50 kilomètres de Nice et 80 de Digne, la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, le canton d'Entrevaux est sentimentalement et économiquement rattaché aux Alpes-Maritimes.

En effet, administrativement, nous sommes rattachés à Nice, où nous payons nos redevances aux services de l'Etat, où nous sommes plus facile de se rendre à Nice dans la même journée par le petit train qui dessert Nice-Digne. La route nationale Entrevaux - Nice est la plus courte pour aller de Nice à Entrevaux-Digne si l'on se déplace en voiture.

Le canton d'Entrevaux connaît une certaine activité par son rattachement aux Alpes-Maritimes.

NOEL BOLLINO
(Paris)

Unes arrives dans le Monde du 26 mai 1957. Crée, en septembre 1956 par une équipe d'intellectuels, le Mésorial connaît des 1947 de sérieux problèmes financiers. Renfloué par le Crédit National, le journal de Jean Pradstent — dont le ligne politique se — et un intrinsèque — ».

Exact que le fus et demeure antimarxiste. Mais, à ma politique se à « ravenant » à cela, comment se fait-il qu'en 1957, à la faveur d'une élection partielle, le Mésorial ait obtenu 700 voix, norm, dépassé par tous les partis, 76 551 voix, et rus été, en 1958, député de ma ville natale malgré les taxes majestueuses que consacrait le Mésorial à son « grand patron », un teldeur gaulliste et une forte sentipale patronale ?

Vous écrivez encore que le *Méridional*, au temps où je le contrôlais, était le journal de la droite, le groupe du Dauphiné libéré. C'est inexact. Ayant atteint soixante-trois ans, ayant inculé à mes collaborateurs le goût du horreur de la politique et du journalisme, j'acceptais l'offre d'achat d'Emile Brémont, directeur du Progrès, et j'étais séquestré ne manifestant pas, mais, écœuré par les spoliations résultant de la loi Guin-Defferre (1958), j'étais devenu un vendeur de *Méridional* à un bénéficiaire de cette loi inique, le général de Gaulle. Les autres titres du Progrès, dont les propriétaires n'avaient pas participé à l'opération de 1948, qualifiés de titres de gauche, furent achetés à la tribune du Grand Théâtre à

Le problème foncier est le problème fondamental en France, et se pose de façon plus aiguë dans le Var. Pourquoi ? aux yeux de la population, il y a trois problèmes : d'ordre humain, sociaux, politiques. Pourquoi alors dans le Var ? Parce que le Var est une région qui s'attristira toujours, qu'on le veuille ou non, une population qui vieillit et qui diminue. Devant ces deux facteurs, il n'y a pas d'accord. Mais ce qu'il s'agit de proposer, c'est de :

Le Var est confronté à un problème humain grave. Le ment injustifié de la pour la côte, déjà richement pourvue en villas, qui unique en France (comme un mezzogiorno italien à l'un d'un Sud éroit très riche, à l'heure où le monde se développe. Le départisme révélerait à la France ville-campagne : une ville qui ne peut pas quitter la campagne ; à l'inverse, une campagne qui

On peut-elle venir ? Les
dommes politiques ? Les
trop démocrates ? L'adminis-
tration ? Malgré le cer-
tains, le moule est trop
influenes pour pouvoir obten-
rérer. De la population elle-
même ? Trop mal informée, trop
méfiance, trop ruses à court
terme. Trop d'intérêts person-
nels. Les problèmes qui se
posent ont un but, la réflexion
est éternelle, appuyée par des
arguments, les décisions domi-
nantes, pourraient être des
autres efficaces. Mais qui les
prend ?

Enfin, quand on parle
d'action des sites, tous les
bâtiment — ils sont en
dans le Var — se croient
Or il ne s'agit ni de
réduire les constructions
de les installer ailleurs,
sites en harmonie avec la
et avec les villages sans
à moyen les une autre
constructions, qui sont
inconvénient.

Quand mettra-t-on fin
dale et à l'hypocrisie ?
acceptera-t-on d'étudier
biens fonder en
une autre façon, sur
l'intérêt collectif ?

● **ERRATUM.** — Des
carte des Hautes-Alpes pub.
26 novembre (page 22), c'est
erreur que nous avons pu
part national de la Vienne
ce département. Il s'agit
entendu, du part nation
Ecrins, comme nous l'ind
dans la terre

**UNE AUTRE IDÉE
DES FRANÇAIS**

America Distriel

29 F
TTC

400 000 familles
interrogées. Plus de 40 Tables
Rondes organisées dans 38 villes par les Caisses
d'Épargne "Ecuireuil". Une recherche précé-
dant pour la France profonde. Très
souvent France surprenante, neuve, origi-
nale, inattendue.

Editions Albin Michel

Canaliser le tourisme

Le Var est confronté à ■ problèmes très pratiques ■. Or, il ne s'agit ni (construire) font (des Occidentaux) ■ repousser en ■ font ■ communes rurales) d'accueillir à bras ■ résidences secondaires. Il faut ■ connaître ce tourisme en organisant ■ réglementation dans les ■ ouvrir ■ autochtones ■ milieu extérieur ■ vice- ■ frustrations ■ pillages ■ de façon beaucoup plus stricte, ■ sites, les paysages, ■ monuments, ■ ne pas tolérer dans chaque jardin ■ construire ■ préfabriquée. Le plan d'occupation ■ sols qui autorise autour d'un ■ 801 qui construite ■ font ■ 202 ■ scandaleux. ■ au ■ 1000 ■ m2, sinon le ■ est

هكذا من الأصل

Chirac refuse d'inscrire les dépenses demandées par le préfet

R.A.T.P. sans que soit donnée une justification exacte de ces contributions. C'est pourquoi, en attendant la liquidation du contentieux qui l'oppose à l'Etat, M. Chirac a décidé de n'accroître que de 10 % la participation de Paris au déficit des transports en commun, « puisque telle est la hausse par le gouvernement pour les autres publics ». J.M.

En invoquant l'application du d'un homme qui a activement
commun municipal pour participé à la de

d'un homme qui a activement participé à la campagne de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Aussi, la démission du préfet de Paris paraît-elle relever d'une volonté politique plus que d'une décision administrative. Per un intermédiaire, les autorités de l'Etat ont même voulu rappeler M. Chevau à une plus grande modération dans ses rapports avec l'actualité du tulle.

Il reste que, en anticipant sur le résultat d'une négociation engagée avec l'Etat, M. Chérel a clairement signifié sa volonté d'obtenir une négociation sur la répartition des charges entre la Ville et l'Etat, mais négliger les droits électoraux qu'il peut escompter d'une intransigeance dans la discussion des intérêts parisiens.

Le tête-à-tête qu'il doit avoir mercredi avec le président de la République permettra peut-être de régler ces problèmes de conflit. Dans le cas contraire, il sera intéressant d'observer le comportement de M. Chérel pendant la prochaine séance du conseil municipal.

Paris peut, comme il en a le droit, inscrire d'office les dépenses qu'il a prévues au budget de la Ville. M. Chirac peut, pour sa part, augmenter à volonté les contributions et à la limite, comme il l'indiqua lundi, refuser de participer de la Ville aux dépenses de la Ville et de transport. Opposition extrême et même absurde dans le climat politique actuel, l'extrême fragilité des relations entre Paris, avec son nouveau maire, et les services de l'Etat.

JEAN PERRIN.

Appliquer la loi à tous

« Je suis sûr que certaines des
« idées d'aujourd'hui ont été
« mises aussi des siècles
« le bénéfice de l'ajout
« mondiale »

Conclusion : « Il faut établir
« bilan financier général et en
« tirer les conclusions en pre-
« pour réformer les règles de
« la monnaie, l'exportation
« grandes villes de France
« qu'aux autres depuis
« comme ne saurait, en raison
« et de la complexité
« problèmes à étudier, débou-
« cher sur des solutions concrètes
« le budget »

« sur notre compte » ces argu-
« taires, M. ... déclare quant
« à la fin des 1980, la Ville ne
« lepera aux dépenses de police
« pour 150 millions au lieu

— 4. PROPOS DE

pour ce qui concerne les trans-
sa, le maire de Paris se plaint

provision, qui est un
dans le climat politique actue
l'extrême fragilité des relati
entre Paris, avec son nouve
maire, et les services de l'Etat.
JEAN PERRIN.

■ Nouveau forage géother-

180 mètres cubes à l'heure) pour
mettre d'urgence le chauffage
plus de deux mille personnes
lorsque le réservoir puits crevé
actuellement pour réintégrer l'eau
refroidie dans la nappe sera total-
lement miné ; ce qui sera fait
janvier 1978.

L'association Bureaux-provinces, qui organise

Les P.T.T., qui sont transportées dans des wagons spéciaux P.T.T., ne fréquentent que les gares de foire aux bestiaux.

Les chemins de fer qui ont, jusqu'à présent, réalisé le plus important effort de décentralisation sont la Chemin de fer agricole, l'équipement (fourgon) et les services de ces deux fermiers administratifs ayant en la tâche une politique de transfert des services régionaux et de répartition régionale des services techniques ou la formation.

Les chemins de fer ou les régions sont ainsi forgés et les chemins de fer sont ainsi forgés : Begnes et Lannion

pour l'électronique, Toulouse
pour l'aérospatial, Lille pour
la gestion informatisée
fichiers, Dijon pour la formation.
Enfin, 12 000 mille sept
quatre-vingt-trois emplois
lequel l'enquête, la
Bretagne, la Midi-
Pyrénées ou les régions les
mieux servies. En revanche, cinq
régions n'ont aucune
ces de la
tralisation administrative : l'Al-
Champs-Ardenne, la
France-Comté, la Basse-Nor-

(1) Il s'agit de l'Ecole nationale des techniciens de l'équipement.

POINT DE VUE

UL ne contestera la perfection technique ou l'utilité sociale de la gare souterraine, mais elle contestera la nécessité de la construire.

au contraire pleinement les habitants à la connaissance des choses et à l'habilitation des élites : que des maquettes géantes

par GEORGES DAYAN
et JACK LANG (*).

des grands orchestres symphoniques étrangers a paralysé le mouvement créatif national. Nous craignons d'en avoir pourvu un équipement démodé et inadapte (celui-là même qui pourrait être le meilleur de son genre), dans le style des années 1950, avec des dômes et balcons. Faut-il en outre, au contraire s'inspirer des expériences les plus récentes de la musique par exemple le langage de la musique électronique ou le Centre philharmonique de Berlin) pour les porter encore plus loin !

C'est pourquoi nous d'insister sur la nécessité, qui, durant ces heures sur vingt-quatre, offrait aux Parisiens une activité conti-

[illegible]

dant un premier regard : l'ambition ne s'accommode pas des structures du bâtiment Lescoq, trop petit pour abriter par exemple la salle de 3 000 places. Si l'on persistait dans l'intention première, on aboutirait à ce paradoxe d'un immeuble trop monumental pour le site, mais trop étriqué pour un équipement musical digne de Paris. Deux erreurs seraient commises en

Si l'intention des pouvoirs publics est réellement de battre le futur et de s'occuper d'interlocuteurs, — il faut alors imaginer une solution d'implantation musicale d'avant-garde. Si, coûte que coûte, on veut l'installer au Palais pour qu'il ne soit pas dérangé par le forum Saint-Eustache, sur le terrain de la rue de la Harpe (antérieurement à un hôtel de luxe), en y intégrant la Bourse de Commerce pour ne pas gêner les transactions immobilières sur les immenses terrains de La Villette ou de J.-J. ?

lique du coup par coup
 (c'est-à-dire de taille réduite) dans un quartier où déjà, par la vertu des promoteurs, l'on regorge de studios ! Pour que les familles nombreuses et leurs enfants ne soient plus interdits de séjour au sein de Paris, il faudrait au contraire concevoir des appartements de plus vastes dimensions, valorisés par la collectivité locale. **Prévoyance** MATIN devrait en donner l'exemple.

Troisième mesure. — Préserver l'habitat populaire par l'achat d'œuvres par la puissance publique et leur restitution aux crédits H.L.M.

Quatrième mesure. — Lutte contre l'empirisme du forum commercial et la dégradation du remaniement immobilier. Les entreprises et l'ordre des douanes sont d'ores et déjà en lutte avec les lois et les règlements et les banales lois de la République, en piétonnant les décisions et les décisions féériques et en places de rêves.

Cinquième mesure. — Transformatrice de la propriété foncière et l'engagement (Halles) — une loi de la République plus invokner les règles du privé pour éprouver la République et la République mixte, le SEMAH est fait pour la République publique ! pour la publication intégrale des comptes.

(*) Conseillers F.N. de **PAILL**.

ENVIRONNEMENT

THÈMES DU CADRE DE VIE

« L'Europe a besoin d'une **propre** **vision** de la vie », a déclaré M. Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement, en ouvrant la première journée des rencontres européennes du cadre de vie à l'UNESCO, à Paris.

Cette journée a permis la confrontation d'expériences et de réalisations, menées en Europe par des élus, des associations ou des administrations pour améliorer le « cadre de la vie » quoti-

conclure :
 1. Les **milieux** pompidouiens **de**
 l'Etat **ont** **été** **des** **logiques** **en**
 terme : créer une **classe** **de** **cadres**.
 D'où **le** **fait** **que** **des** **Centres**
de **Coopération** **Internationale**
de **Commerce** **et** **d'Industrie**
ont **été** **créés** **à** **l'échelle** **de** **cinq** **zones**,
à **l'intérieur** **de** **chaque** **zone**, **à** **l'acti-**
vité **de** **chacun** **nourrissant** **l'acti-**
vis **de** **l'autre**. **Les** **milieux**
ont **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 2. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 3. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 4. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 5. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 6. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 7. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 8. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 9. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 10. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 11. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 12. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 13. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 14. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de** **faire** **disparaître** **l'acti-**
vis **de** **la** **forme**.
 15. Les **milieux** **ont** **été** **pris** **en** **charge** **par** **l'actuel** **prési-**
dent **de** **la** **Commission** **de** **l'acti-**
vis **de** **la** **C.C.I.** **sans** **qu'il** **soit**
possible **de**

La force du fait accompli

Un exemple parmi d'innombrables : et que par avance l'on en exerce la technicité ! Pour avoir pressé sur le réel, il faut bien que dans le temps les hommes politiques aient tenu compte des hauteurs de leurs principes généraux ! L'on a vu attentivement la suite de la succession des niveaux (la gare, le pont, au-dessus du pont, la tour, le niveau inférieur, l'immense surface), on observe la répercussion sur les autres de plans « faits accomplis » et le pouvoir politique a ainsi été le R.A.T.P. — parce qu'elle se trouve à un niveau le plus bas —

[illegible]

(1) Conseil de Paris. Séance du 6 novembre 1971. Réponse à une intervention de Jack Lang.

(2) La place des pavillons Gabriel dans le plan de la Concorde et aux deux extrémités de l'avenue de l'Armée au site. Comme le fit Louis XIV pour la place ou le Louvre pour la place Royale à Nancy, la ville publique financerait les dépenses pour la "réhabilitation" ensemble de la place. Les habitations financées sur

LES RENCONTRES EUROPÉENNES DU CADRE DE VIE

« L'Europe a besoin d'une politique de vie », a déclaré M. Michel d'Ornano, ministre de la Culture, à l'occasion de la première journée des rencontres européennes du cadre de vie à l'UNESCO, à Paris.

Cette journée a permis la confrontation d'expériences et de réalisations, menées en Europe par des élus, des associations ou des administrations pour améliorer le cadre de la vie quotidienne.

(1) Conseil de Paris. Séance du novembre 1977. Réponse à une intervention de Jack Lang.

(2) Tels que les pavillons Gabriel (la place de la Concorde) ces deux ensembles respecteraient l'harmonie du site. Comme le fit Louis XIV pour la place Royale ou pour la place Royale à Nancy, la commune publique financerait les études pour assurer l'intégration de l'ensemble de la place. Les habitants financés sur

LE PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT DE LA S.N.C.F.

le développement rapide de l'électrification du réseau, l'amélioration des conditions de vie des grandes villes urbanisées, le premier chef, de la banlieue parisienne et la mise au point de nouvelles générations de matériels aboutissant à une véritable mutation concrétisée par des trains à grande vitesse.

Des grandes lignes

Conformément aux orientations générales de la politique communautaire plus haut, le programme d'équipement mis au point pour 1978 comporte, d'une part, le renouvellement de la modernisation des installations et du matériel roulant actuel, et, d'autre part, la construction d'une infrastructure entièrement nouvelle, c'est-à-dire la ligne Paris-Sud-Est.

CONTRASTES DANS LA CROISSANCE

Al total, l'effort d'investissement de la S.N.C.F. a été au cours des dernières années, proportionnellement plus important dans le secteur des « services publics », c'est-à-dire hors de toute rentabilité directe pour elle, que dans les secteurs où elle réalise de véritables bénéfices.

confrontée
une concurrence.
V. du volume Investis-
du S.N.C.F.
économiques prévisionnelles de
T.V.A. comprise aux taux actuels)
par le graphique ci-

Les progrès du chemin de fer français et spécialement les performances de son matériel roulant se comparent favorablement à ceux des chemins de l'Europe de l'Est. Cependant le niveau d'investissements du matériel français est inférieur à celui de ces réseaux européens importants, ce qui ne s'est pas enregistré la même croissance dans la S.N.C.F.

à l'unité-traffic (voies
gares-km et tonnes-km), les investisse-
ments en France ont été inférieurs
à ceux de tous ces réseaux de
1975. L'évolution comparée
des dépenses (en milliards de francs, ex-
pressées en monnaie courante, T.V.A.
comprise) quelques
européens calculée en centimes fran-
çais par kilomètre
traduite dans le graphique ci-dessous

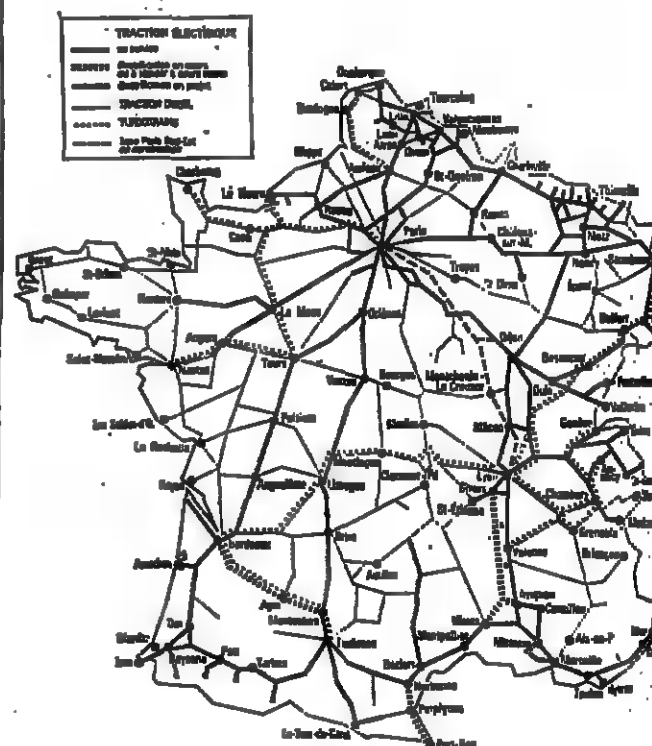
Le graphique illustre l'évolution des investissements en infrastructures et matériel roulant de 1962 à 1978. L'axe vertical représente le montant en milliards de francs (0 à 7000), et l'axe horizontal représente les années (62 à 78). Les données sont présentées en deux séries : les infrastructures du réseau principal (hachures) et le matériel roulant du réseau principal (à points). Les infrastructures ont connu une croissance constante, atteignant plus de 6000 milliards de francs en 1978. Le matériel roulant a également augmenté, mais avec une baisse notable entre 1971 et 1972, avant de repartir à la hausse.

Année	Infrastructures du Réseau Principal (Milliards de francs)	Matériel Roulant du Réseau Principal (Milliards de francs)
62	1500	1000
63	1600	1100
64	1700	1200
65	1800	1300
66	1900	1400
67	2000	1500
68	2100	1600
69	2200	1700
70	2300	1800
71	2400	1900
72	2500	1800
73	2600	1900
74	2700	2000
75	2800	2100
76	2900	2200
77	3000	2300
78	3100	2400

Employees (thousands per million inhabitants)

1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980

CFF
RFA
RI
GB
SUCF



en 1974, les ventes de matériel de traction ont été affectées par l'activité 2000, ce pendant, la régression — en l'ordre de 20 % — qui s'est manifestée en 1973 a conduit le S.N.C.F. à envisager, pour 1974, une politique de réduction des commandes de matériels de traction, en prévision de gros de marchandises, 1 500 unités, soit un engagement de dépenses de 200 millions de francs.

VITRAGES

Les grandes lignes en revanche, vont devoir évoluer favorablement, quoique depuis 1973, à un rythme inférieur à la moyenne nationale. Le renfort du matériel nécessaire aux grandes lignes, en termes, il faut le souligner, ne se traduit pas par la croissance escomptée pour 1974, mais par l'amortissement du matériel ancien, ainsi qu'aussi par la mise au point d'une nouvelle gamme de quatre-vingt-cinq rames T.G.V. qui seront indisponibles à l'exploitation. Sur ces bases, on peut estimer que le service pour 1984

ramas à très grande vi (T.G.V.) en commande vi dix-huit rames p une t quinze programme 1977, am deux autres rames sero à ces programmes des 1978 à 1981.

LOCOMOTIVES — L'évalu de l'indispensable à 22 z donne la traduction de ce 20 mètres-trains à des 2000 km/h engins, en ajou aux kilomètres, les par un renfort (haut-le-pé manoeuvres, etc.) en 1974, par ailleurs, les parcoures est actuellement 140 500 km/h pour les 1000 km/h pour les 1000 km/h. L'évaluation distincte selon qu'il s'agit de locomotives électriques ou qu'elle n'est pas déterminée par le service électrique à diffuser échéances.

Le programme d'Elect

Autofinancement et emprunts
L'Institut Français du financement des petites entreprises, Compte tenu de la dette des entreprises sur plusieurs années, l'autofinancement, qui représentait 51 % en 67 et 68, dépassait 57 % en 1969 et 1970 à 62,4 %, s'est renforcé plus que jamais de 62 % en 1971.

En 1970 et 1971, les emprunts ont servi exclusivement au remboursement d'emprunts antérieurs, les ressources d'investissement étant pratiquement limitées aux dotations d'amortissement. Depuis 1972, le recours à l'emprunt s'est accentué du fait de l'augmentation du budget d'investissement. A partir de 1974, enfin, on enregistre une forte croissance des emprunts.

Les paiements à effectuer en 1976 sur les programmes antérieurs que sur le programme de l'année, atteindront, toutes taxes comprises, 1,2 milliard de francs environ, dont 400 millions pour l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis.

1.500 millions pour la banquette parisienne et 100 millions pour les autres équipes de réhabilitation de la ligne Paris-Sud-Est. Déduction faite des taxes réduites, les bénéfices de l'opération pour les investissements s'élevaient à 1,25 milliard environ.

pour l'essentiel par l'autofinancement et par l'emprunt ; il sera également recours, mais pour une part sensiblement plus faible, à d'autres modes de financement (subventions, plus ou moins à long terme). Les ressources d'autofinancement — 1 milliard de francs — représenteront

quasi-totalité des dotations annuelles d'amortissement industriel.

Au titre des ressources directes le programme spécial d'équipement de la banlieue parisienne bénéficie de subventions allouées à parts égales par l'Etat et

	1962	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Pourcentage des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses d'exploitation	13,91	13,49	12,47	10,58	10,21	11,63	12,21	12,85	15,83	15,75
dont :										
Autofinancement (2)	5,85	5,23	4,37	3,26	3,65	2,97	7,73	6,31	6,42	5,98
Financement par location-vente	0,23	0,25	0,34	0,31	0,44	0,58	1,10	0,83	0,73	0,85
Financement par emprunts	5,63	2,50	1,56	0,69	0,61	0,71	1,17	3,16	4,44	4,88
Financement par subventions	-	-	-	-	0,61	0,10	0,25	0,67	1,09	1,27

(U) ■ compte programme spécial banlieue parisienne

LES emprunts émis en émissions d'obligations en francs en émissions sur le marché international. Des emprunts à 100 % également émis depuis 1951. La S.N.C.F. n'a bénéficié de prêts du F.D.E.S. qu'une seule fois depuis 1955.

Pendant longtemps surtout sur emprunts émis en public que la S.N.C.F. a pu compter pour continuer sa politique

années 1962 à 1969 pour se stabiliser ensuite, puis croître à nouveau, à partir de 1973, en raison de l'augmentation du montant des investissements. Cet endettement s'est traduit par des charges croissantes sur les comptes d'exploitation du réseau, charges toutefois atténuées en valeur relative par suite de la dépréciation monétaire.

pourcentage des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses d'exploitation	%
dont :	
- autofinancement (2)	%
- financement par location-vente ..	%
- financement par emprunts ...	%
- financement par subventions ...	%

(1) ☐ **colonne** **progrès** **not**
 (2) **Déductions**

1994	1999	(1)	(2)	(3)
13,91	13,69	12,87	10,58	10,21
8,06	8,33	8,97	8,29	8,85
0,23	0,25	0,84	0,11	0,44
5,83	2,88	1,56	0,88	-0,82
				0,81

total banlieue parisienne.

(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
11.63	12.21	12.85	15.83	15.75
7.97	7.73	6.81	6.42	5.88
0.88	1.10	0.83	0.72	0.91
0.71	1.17	2.16	4.44	
0.10	0.28	0.87	1.09	1.27

Le solde restant à financer, soit 150 millions de francs environ, sera couvert par l'emprunt de 200 millions de francs de la région lyonnaise — de l'ordre de 200 millions — et de la location des emprunts à réaliser tant le marché français que sur les marchés étrangers attendus compte tenu des bourses d'emprunts 3,4 %

ENT DE LA S.N.C.F.

MEUX ROULER POUR MEUX SERVIR

La conjoncture influe sur le rythme des investissements, mais les orientations stratégiques ne sont pas pour autant modifiées. Celles-ci se retrouvent dans les grandes opérations touchant l'infrastructure dont une tranche d'exécution au programme de 1978 : la mise en service de l'électrification, dans le

Sud-Est et dans le Sud-Ouest en particulier ; les travaux qui doivent conduire, en région parisienne, à l'interconnexion des réseaux de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ; enfin, la continuation de la construction de la nouvelle ligne Paris-Sud-Est.

Le budget d'investissement de l'année 1978 a été fixé pour les autorisations d'engagement à 5 530 millions de francs (taxes comprises) aux conditions économiques de juin 1978. Il comprend quatre postes essentiels : le réseau principal actuel — pour un montant de 3 600 millions, — la construction de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est — 800 millions, —

le programme « normal » de la banlieue parisienne — 400 millions, — le programme d'infrastructure de la banlieue qui fait l'objet d'un financement spécial — 544 millions, — soit, au total, 4,290 milliards de francs pour le réseau principal, et 1,240 milliard pour celui de la banlieue de Paris.

Des grandes lignes à rouler corail

est une ligne d'extension. Il en est pour les lignes de 440 km, par exemple, qui ont été créées par l'évolution naturelle du réseau et qu'aucune ligne nouvelle n'aurait pu remplacer. C'est le cas de la ligne de Paris à Orléans, qui a été créée par l'évolution naturelle du réseau et qu'aucune ligne nouvelle n'aurait pu remplacer.

Le programme d'investissement de la S.N.C.F. pour 1978 prévoit également une ligne pour le matériel roulant. Ce matériel est le cœur du réseau et son renouvellement est une priorité. La S.N.C.F. a donc prévu de remplacer une grande partie de son matériel roulant par du matériel moderne et performant.

L'électrification

La politique d'électrification de la S.N.C.F. est une priorité. Elle vise à électrifier les lignes principales du réseau, ce qui permettra d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer l'électrification de la ligne de Paris à Orléans et de la ligne de Paris à Bordeaux.

Les installations fixes

Le domaine des installations fixes est également une priorité. La S.N.C.F. a prévu de moderniser les installations fixes des gares et des stations, ce qui permettra d'améliorer la sécurité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la modernisation des installations fixes de la gare de Paris-Montparnasse.

Les installations de sécurité sont également une priorité. La S.N.C.F. a prévu de moderniser les installations de sécurité des gares et des stations, ce qui permettra d'améliorer la sécurité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la modernisation des installations de sécurité de la gare de Paris-Montparnasse.

Le domaine des installations fixes est également une priorité. La S.N.C.F. a prévu de moderniser les installations fixes des gares et des stations, ce qui permettra d'améliorer la sécurité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la modernisation des installations fixes de la gare de Paris-Montparnasse.

1 600 000 voyageurs par jour

LE TRAFIC DE LA BANLIEUE DE PARIS A DOUBLÉ EN VINGT ANS

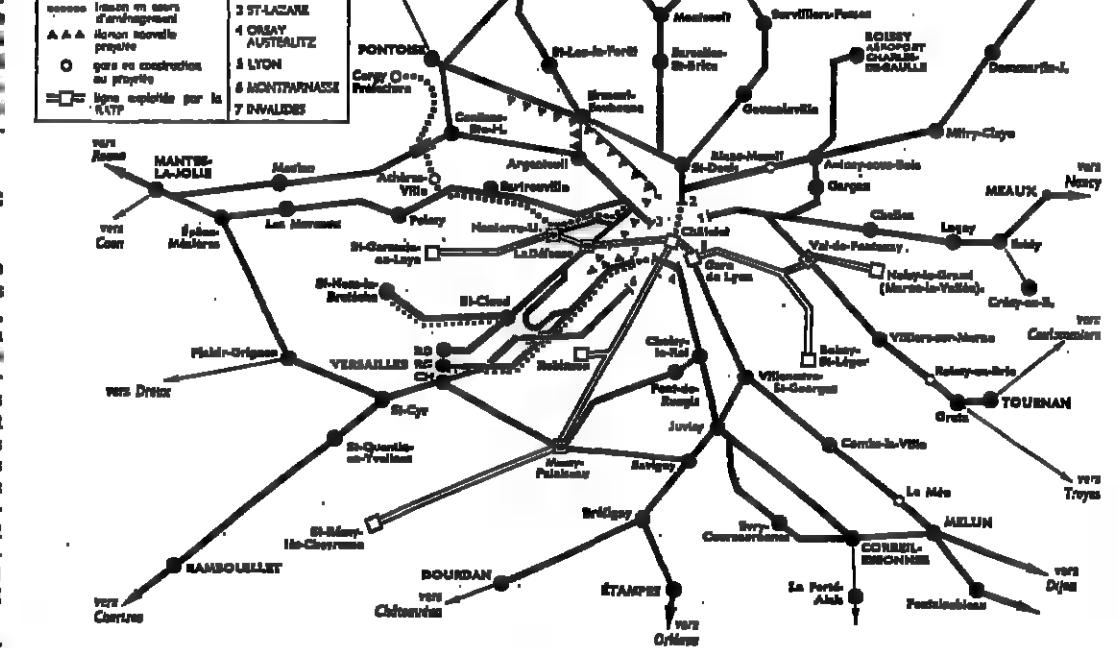
Les transports de la banlieue de Paris ont connu une croissance remarquable ces vingt dernières années. Le trafic a doublé, passant de 800 000 à 1 600 000 voyageurs par jour. Cette croissance est due à l'augmentation du nombre de trains et à l'amélioration des services.

Le trafic ferroviaire a pratiquement doublé en vingt ans : il représente, en 1978, 7,8 milliards de voyageurs, contre 4,2 milliards en 1958. L'augmentation du trafic a entraîné une augmentation des dépenses d'investissement, qui sont passées de 1 200 millions en 1958 à 5 530 millions en 1978.

La ligne de Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive-Gauche est une ligne importante du réseau. Elle dessert une zone très dense et est soumise à un trafic très important. La S.N.C.F. a prévu de moderniser cette ligne et d'augmenter sa capacité.

Renouvellement du parc de matériel roulant

Le renouvellement du parc de matériel roulant est une priorité. La S.N.C.F. a prévu de remplacer une grande partie de son matériel roulant par du matériel moderne et performant. Ce matériel est le cœur du réseau et son renouvellement est une priorité.



Les lignes R.A.T.P. à grand gabarit, les deux axes seront en service fin 1978 d'ici à la fin de l'année. Ces lignes permettront d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation.

Toutes ces modifications ont pour but d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation. La S.N.C.F. a prévu de commencer ces travaux en 1978 et de les terminer en 1982.

Modernisation des lignes électrifiées

La S.N.C.F. a prévu de moderniser les lignes électrifiées. Cette modernisation vise à améliorer la sécurité et à réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la modernisation des lignes électrifiées de la gare de Paris-Montparnasse.

Création de lignes nouvelles

Après la ligne de Paris à Orléans, la S.N.C.F. a prévu de créer de nouvelles lignes. Ces lignes permettront d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la création de nouvelles lignes de la gare de Paris-Montparnasse.

LES GARES FONT PEAU NEUVE

Les gares de la S.N.C.F. ont connu une croissance remarquable ces vingt dernières années. Le trafic a doublé, passant de 800 000 à 1 600 000 voyageurs par jour. Cette croissance est due à l'augmentation du nombre de trains et à l'amélioration des services.

Le trafic ferroviaire a pratiquement doublé en vingt ans : il représente, en 1978, 7,8 milliards de voyageurs, contre 4,2 milliards en 1958. L'augmentation du trafic a entraîné une augmentation des dépenses d'investissement, qui sont passées de 1 200 millions en 1958 à 5 530 millions en 1978.

La ligne de Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive-Gauche est une ligne importante du réseau. Elle dessert une zone très dense et est soumise à un trafic très important. La S.N.C.F. a prévu de moderniser cette ligne et d'augmenter sa capacité.

Le trafic ferroviaire a pratiquement doublé en vingt ans : il représente, en 1978, 7,8 milliards de voyageurs, contre 4,2 milliards en 1958. L'augmentation du trafic a entraîné une augmentation des dépenses d'investissement, qui sont passées de 1 200 millions en 1958 à 5 530 millions en 1978.

La ligne de Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive-Gauche est une ligne importante du réseau. Elle dessert une zone très dense et est soumise à un trafic très important. La S.N.C.F. a prévu de moderniser cette ligne et d'augmenter sa capacité.

Les lignes R.A.T.P. à grand gabarit, les deux axes seront en service fin 1978 d'ici à la fin de l'année. Ces lignes permettront d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation.

Création de lignes nouvelles

Après la ligne de Paris à Orléans, la S.N.C.F. a prévu de créer de nouvelles lignes. Ces lignes permettront d'augmenter la capacité et de réduire les coûts d'exploitation. En 1978, la S.N.C.F. a prévu de commencer la création de nouvelles lignes de la gare de Paris-Montparnasse.

Le trafic ferroviaire a pratiquement doublé en vingt ans : il représente, en 1978, 7,8 milliards de voyageurs, contre 4,2 milliards en 1958. L'augmentation du trafic a entraîné une augmentation des dépenses d'investissement, qui sont passées de 1 200 millions en 1958 à 5 530 millions en 1978.

économie

LES RÉACTIONS AUX MOUVEMENTS REVENDICATIFS

REMOUS AUTOUR DES GRÈVES D'E.D.F.

Gêner le patronat sans léser le public ?

Lorsque le courant est coupé entre 8 et 10 heures, les questions les plus intéressantes sont : les heures de travail, et la possibilité de l'absence, et surtout envisageables des entreprises, qui, elles, ne peuvent pas être gouvernées. Celui-ci, cependant, au

Il reste que, en France, l'imagination n'est pas au pouvoir non plus chez les syndicalistes. Ils ne savent pas au trouver l'équivalent des astuces des patrons. Ils déclenchent la grève des paiements usagers, suspendent, par exemple, les livraisons et plaignent leur entreprise de difficultés. Ce n'est pas certain, qu'un tel résultat soit obtenu. L'objectif est atteint par la négociation.

M. Berteau n'est valoir rien, précisément, au moment d'un tel débat, le R.E.D.F. Mais il n'a été assigné par les syndicats réformateurs qui se représentent que le rôle du personnel. Par conséquent, pour les électriciens, à l'issue du chômage, se trouve parmi les salariés les moins mal lotis ? C'est tout vrai, mais, de fait ? ou, est-ce véritablement une victoire : les salariés qui cumulent les avantages sociaux, les font travailler le moins, mais qui ont obtenu des progrès matériels qui leur assurent progressivement à leur tour, qui n'ont pas les moyens de se défendre.

JEAN-PIERRE ROY.

Pour M. Ceyras, ce ne sont pas ces organisations « responsables de la désorganisation, ni ceux qui, protégés par un statut privilégié, acceptent de se faire les instruments de ce désordre, qui prennent les coups dans cette affaire ». Mais le problème, selon l'ONPPE, ce sont les entreprises « affaiblies par trois années de crise qui tentent les fois pour défendre leur existence et le sommeil, et les fois pour venir frapper ceux qui veulent protéger les entreprises contre le désordre, et se considèrent les consommateurs » qui subissent les contre-coups de ces actions.

« Le premier ministre a reçu aujourd'hui, en présence de M. Monory et de M. Beullac, M. Marcel Boiteux, qui lui a exposé la situation résultant des accords de la semaine dernière entre nos entreprises par le C.G.T. et C.F.D.T. Le premier ministre a demandé à M. Boiteux s'il était possible d'obtenir l'arrêt des perturbations qui découlent de cette grève pour le bon marché des entreprises et pour la vie quotidienne des Français, notamment des plus défavorisés.

la direction (sur ordre de qui ?) ait provoqué, vendredi 2 décembre, des coupures bien avant, en se déconnectant du réseau international vers 6 h 30.

Le premier ministre a déclaré que c'est le devoir d'une grande entreprise nationale que d'assurer la continuité du service public, et que tout manquement à ce devoir affecte le crédit de nos entreprises dans la

À l'issue de l'entretien.

[illegible]

Le conseil d'administrat
UNEDIC — régime des
complémentaires
age, — réuni le 2 décem
écidé, une majorité co
C.N.P.F. et F.O.,
1^{er} janvier 1978. Le
ASSEDI
20 % et 240 %, soit une ar
de quelque 9 %. L
l'employeur (4/5)
1,92 %, et du salari
0,48 %. L des
indicates (C.G.T., C.F.D.T.,
C.F.T.C.) s'étaient pro
relèvement de 2.

Le Centre localiste français, — les cent cinquante membres de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (I.A.U.R.I.F.) sont en grève par solidarité avec les syndicalistes qui ont cessé le travail depuis le 29 novembre. Environ mille deux cents personnes travaillent au Centre localiste français (C.L.F.T.C.) s'étaient produits pour le relèvement de 2,280 %.

Dans un communiqué lundi 5 décembre, le C.L.F.T.C. affirme : « Parmi les hypothèses qui peuvent être faites pour celle, optimiste, d'un nul du chômage à son niveau se traduit, en moyennes sur

■ **Signature d'un contrat salarial** ■ Mines de potasse d'Alsace par syndicat C.F.T.C., F.O. et C.G.D.T. L'accord, que la C.G.T. et la C.G.D.T. ont refusé de parapher, prévoit une augmentation du pouvoir d'achat et en fonction des réalisations économiques nationales et des résultats de l'enn

prise », | chômeurs »

AIDEZ LES HANDICAPES



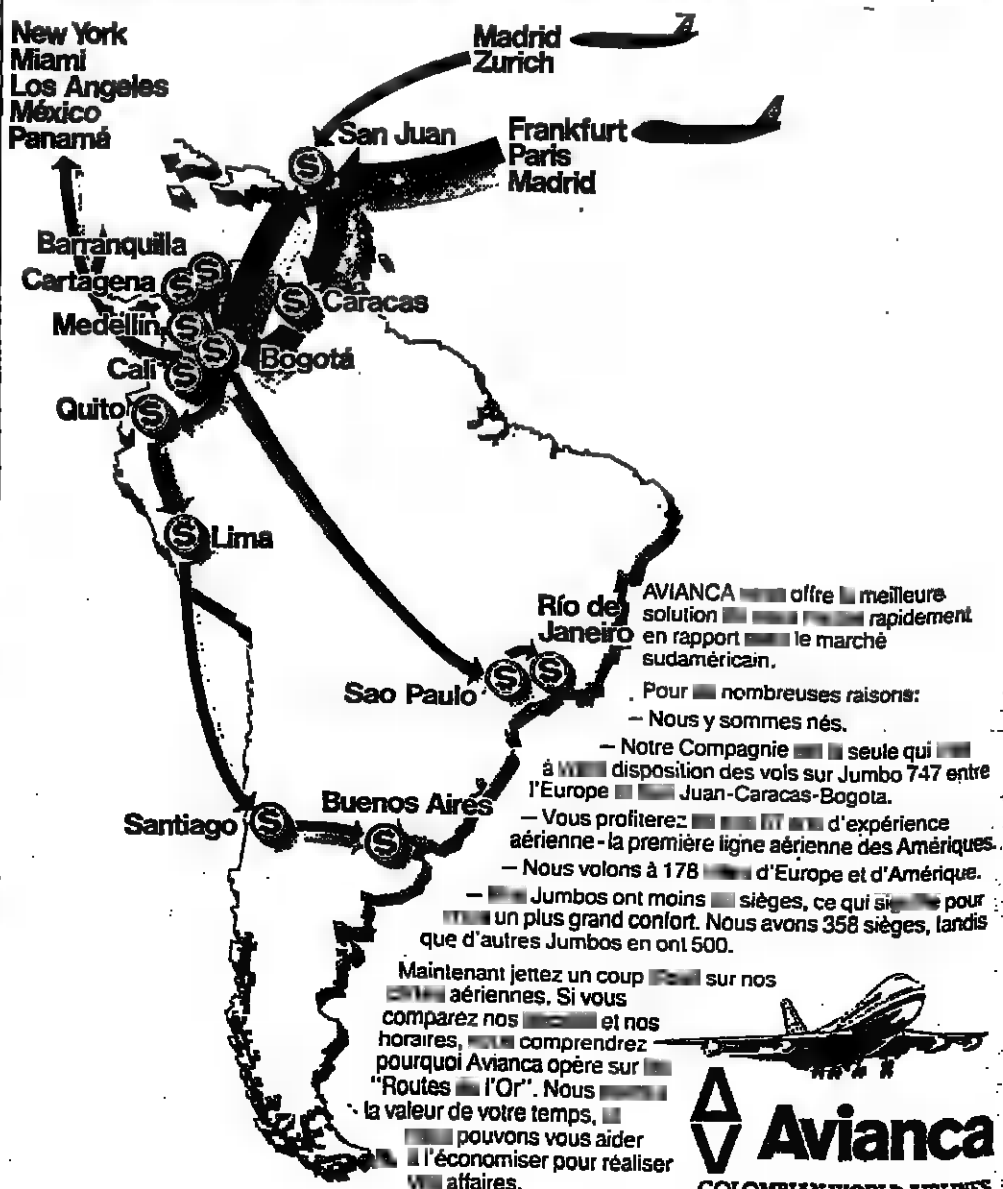
**En vente dans tous les bureaux de poste
du 14 Novembre au 17 Décembre.**

Comité National de Liaison pour la Réadaptation des Handicapés
38 Boulevard Raspail 75007 PARIS
Cette entente est officiellement reconnue par le pouvoir

« Dès demain, nous sommes prêts à suspendre les baisses de production si des négociations sérieuses s'ouvrent. La responsabilité en revient à la direction d'É.D.F. de négocier. De qui se moque-t-on ? »

lité de la prolongation ■ la grève ne nous revient pas. »

**Personne ne connaît mieux que nous
le monde des affaires en Amérique du Sud.
Nous y sommes nés.**



Consultez votre agence de voyages ou AMANCA, Paris, 1 Rue Scribe, Tel. 266 30 40 (PAX), 862 30 77 (Cargo)

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

FISCALITÉ

« POLITIQUE DE CLASSE ? »

REVENDICATIFS

CORRESPONDANCE

La rencontre entre MM. Ceyrac et...
Le patronat est prêt à examiner le problème de la cinquième semaine de congés payés.

La lettre « Politique de classe » du 25 novembre, nous a attiré un certain nombre de lettres...

On a l'impression que M. Uri...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

est en fait que l'Etat...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

qu'un homme éprouvé d'égalité...
M. Uri reproche à son gouvernement de ne pas...

Il y a plus grave : emporté par...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

On ne peut pas dire que...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

que — fait de la progressivité...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Tout ce que l'on pourrait ajouter...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

M. Pierre Uri écrit, à propos...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Quand dit M. Uri, une imposition...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

comme mesure avec celle qu'a...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Il n'est pas moins que cet...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Le taux d'érosion monétaire est...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

La sécurité sociale des agriculteurs...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

(PUBLICITE)
revue française de gestion
numéro spécial
LE BILAN SOCIAL
I. — ANALYSE DE RECHERCHES
II. — ANALYSE DE RECHERCHES
III. — LE DOSSIER DE LA LOI (parution 11 décembre)
200 pages - Prix : 15 francs - Service normal pour les abonnés
Publication Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
155, boulevard Haussmann, 75001 Paris - Tél. 225-70-95

Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale
(Président : M. René ROBERT, Membre de l'Institut)
4, place Saint-André, 92100 Nanterre
Conférence : JEUDI 8 DÉCEMBRE 1977, à 17 heures
TECHNIQUE DE PRODUCTION ET POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES
M. J. FOURASTY
Professeur au CNRS
Membre de l'Institut

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT
Direction des projets et des réalisations hydrauliques
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES
Un appel d'offres international est lancé en vue de l'étude d'avant-projet détaillé du barrage sur l'Oued-Rhumel au lieu dit Hammam-Grouz (commune d'Oued-Athments, Wilaya de Constantine).
Les bureaux d'études intéressés sont invités à retirer ou à demander les dossiers auprès de :
DIRECTION DES PROJETS ET RÉALISATIONS HYDRAULIQUES
Oasis - St. Charles
B.P. 34 - BIRMANDREIS (ALGER).
Les offres devront être remises ou envoyées à l'adresse ci-dessus avant le 28 JANVIER 1978 à 18 heures.
Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours.

(PUBLICITE)
République Démocratique du Soudan
SERVICE PUBLIC DES PONTS ET CHAUSSEES
AVIS PRÉLIMINAIRE AUX ENTREPRENEURS POUR PRÉQUALIFICATION
Il sera procédé dans le courant du mois de février 1978 à un appel d'offres pour la construction d'une importante principale asphaltée d'une longueur d'environ 250 km le long du Rd Blanc de Jebel Anla à Rabak, dans la République Démocratique du Soudan, qui peut faire l'objet d'une adjudication globale ou de deux lots de travaux séparément. Les offres seront reçues par le Service Public des Ponts et Chaussées, au Soudan, jusqu'au 15 janvier 1978. Les entreprises intéressées doivent soumettre leurs renseignements pour préqualification au Directeur Général, Roads and Bridges Public Corporation, P.O. Box 12, Khartoum, Soudan, et aux bureaux des ingénieurs conseils au Soudan, B.P. 1671, Khartoum, sous pli cacheté marqué « Pré-qualification » et « Aulus-Babak » et plus tard le 15 janvier 1978.
Les entreprises intéressées doivent soumettre leurs renseignements pour préqualification au Directeur Général, Roads and Bridges Public Corporation, P.O. Box 12, Khartoum, Soudan, et aux bureaux des ingénieurs conseils au Soudan, B.P. 1671, Khartoum, sous pli cacheté marqué « Pré-qualification » et « Aulus-Babak » et plus tard le 15 janvier 1978.
Les entreprises intéressées doivent soumettre leurs renseignements pour préqualification au Directeur Général, Roads and Bridges Public Corporation, P.O. Box 12, Khartoum, Soudan, et aux bureaux des ingénieurs conseils au Soudan, B.P. 1671, Khartoum, sous pli cacheté marqué « Pré-qualification » et « Aulus-Babak » et plus tard le 15 janvier 1978.



La réponse de Pierre Uri

mes lettres, Pierre Uri ré-
lecteurs du Monde récla-
de la rigueur, je ne puis...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

trent qu'il faut multiplier par...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Que l'Etat intervienne...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

rets perçus nuls ou négatifs...
M. Uri qualifie cependant la bonne foi de la République qui trouve...

Pour des contributions à la ré-
forme fiscale, je ne suis pas...

Après avoir noté...
Après avoir noté, lecteurs, l'erreur de calcul concernant l'imposition du groupe...

La phrase de M. Uri : « La col-
lectivité paie la plus grande part...

École Nouvelle d'Organisation...
Etablissement privé d'enseigne-
ment Technique et Supérieur...

ENOES
62 c. Micromess 75008 Paris
522.53.85 (lignes groupées)

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1300 m
A VENDRE
domaine privé avec
environnement protégé
APPARTEMENTS
de LUXE
CHALET TYPIQUE
5 à 11 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 70 % sur 10 ans
Département de Villars SE
Lieu postal 62
CH-1564 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 021 811 32 20

(Suite de la première page.)

rentrent le phénomène.

Les pays d'Occident, qui avaient subi une chute des investissements industriels en 1974 et un début en 1975, ont espéré "pendre" dix-huit mois de l'épreuve, comme autrefois. Mais 1977 a mis fin aux illusions : la reprise s'est interrompue, l'activité a formé d'une aile à un niveau inférieur à celui de l'année précédente. On assiste même, depuis quelques mois, à une dégradation par rapport à cette tendance, le chômage s'étant accru de sept millions dans la zone.

En Europe, l'Italie, après avoir connu la chute de son rythme de croissance antérieure, a connu de nouvelles baisses, et très fortement. Les États-Unis ont une exception ; mais le rythme

Les derniers verdicts des conjoncturistes **confirment** font craindre la poursuite de la croissance des grands pays européens à un taux moyen de 2 % à 3 % seulement l'an, insuffisant pour réduire le sous-emploi. **Il n'y a pas** l'électro-encéphalogramme plat, mais presque.

Les explications conjoncturelles viennent les premières à l'esprit. ■ le prélèvement pétrolier : ■ exercé, sans conteste, un rôle modérateur de la croissance depuis 1974. Les pays riches de

« **CRUP** » ont payé aux membres de l'Organisation une « taxe » d'impôt, et les membres de l'Organisation ont rejeté ces « taxes » à l'échelle mondiale, sous forme d'achats supplémentaires des nations pétrolières et de crédits accordés par les banques anglo-saxonnes au développement des pétrolifères. Et fait, les importations des « nouveaux riches » du monde n'ont pas attiré l'ampleur prévue, leur tissu économique ayant été vite saturé. Quant au fleuve permanent des trésoreries américaines ou anglaises, il est loin d'entièrement servir à relancer les affaires : la méfiance des riches déposants et la prudence des banques ont stérilisé une partie de ce pactole, au lieu de le recycler dans l'économie.

La plupart des grands pays ont,

L'Occident entrera ainsi en janvier dans sa cinquième année de crise. Cela ne s'était jamais vu. Sauf — dans une certaine mesure — durant les années 30. Mais, alors, les prix s'étaient effondrés; aujourd'hui l'inflation persiste (en France, en Italie, aux Etats-Unis, au Japon) ou diminue (Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique), sans disparaître nulle part.

...ns conjoncturelles...

d'autre part, depuis cinq ans, leurs économies « en phase » : expansion pour tous en 1973 et 1974, ce qui a provoqué une hausse des matières premières de 130 % en dix-huit mois, génératrice d'inflation généralisée ; puis récession pour tous en 1974-1975 et, depuis l'été 1976, stagnation pour presque tous, ce qui rend vains les efforts de chacun pour remonter la pente en vendant chez des voisins aussi déprimés que lui. C'est précisé-

sur les causes

Sa permanence tend d'ailleurs à élargir ses effets à des domaines de plus en plus nombreux. La crainte de l'avenir stimule partout l'épargne, même en ces temps d'inflation où la théorie classique voulait que l'on ne puisse davantage, de peur de payer plus cher demain ce qu'on peut acheter aujourd'hui meilleur marché. L'un des axiomes favoris de Keynes sur le décalage entre l'épargne (abondante) et l'investissement (rare) se retrouve ici sous actualité.

Car les industriels, comme les particuliers, haïssent de plus en plus à investir. Les premiers parce que leurs capacités de production excellent généralement. La demande solvable (de 10 à 30 % en France, en moyenne) ; pour les seconds, parce que les capitaux ne leur rendent davantage, alors que la clientèle fait défaut ? Finalement, pourquoi restreindre, alors que, bien au contraire, les revenus des particuliers sont normaux (en France, de 10 à 15 % en 1974, présente) à tous les esprits, et se précipitent et amplifient par la suite ?

Les particuliers haïssent de la même façon à s'endetter pour construire, alors qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir faire face aux échéances. Quant à leur consommation, elle dépasse à ce point celle des générations précédentes que se stabilisent les dépenses sans trop de soulai par les ménages eux-mêmes. L'attentisme est donc roi.

Y compris dans le domaine des innovations technologiques. Certains d'industriels et de banquiers répugnent à engager des fabrications nouvelles tant qu'ils ne sont pas assurés — par une aide de l'Etat ou une entente avec d'autres professionnels — de profits substantiels. Nous le voyons bien chez nous, où la discussion sur chaque « plan sectoriel » tourne autour du montant de l'appui public.

Les Etats eux-mêmes sont gendarmes. Beaucoup se bornent à couvrir entre le stop et le go, jouant à la relance pour réduire l'aggraver ainsi le déficit commercial; ou bien se montrant réticents à ramener l'économie par un déficit budgétaire, mais y renonçant bien vite, de peur de stimuler l'inflation et de compromettre la monnaie. Le pilotage est épuisé. M. Giscard d'Estaing, le fait des adeptes à l'étranger, l'ampleur des mouvements économiques, il évite les crises dépressions, mais se révèle inapte aux franches relances.

ment parce que, pendant les quinze années antérieures, les cycles économiques des uns et des autres avaient alterné. L'expansion mondiale avait pu se poursuivre, sans inflation majeure. Coïncidences malheureuses et temporaire aujourd'hui ? Ou contagion durable, facilitée par la liberté accrue des échanges et des mouvements de capitaux ?

La même situation plane sur le troisième facteur conjoncturel : la crainte de l'avenir politique. Les pays actuellement en crise sont ceux qui ont subi d'Ocident Le « gel » (voire le recul) des investissements privés ne frappe pas que la France. La Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne, ralentie dans plusieurs pays, par peur du lendemain. Mais comme les élections se succèdent rapidement à l'autre bout du monde, ce phénomène touche à tour de rôle bien des nations. Faut-on, dès lors, le considérer comme conjoncturel ?

structurelles

Quatre autres séries de mutations structurelles, moins politiques celles-là, expliquent que la crise d'aujourd'hui ne puisse se résoudre comme ses devancières.

1) *La forte baisse des coûts de production*, qui permettrait naturellement de retrouver, après quelques trimestres de dépression, une clientèle momentanément déconçue par la cherté des produits, ne se vérifie plus. Les salaires, qui ont subi une baisse de 20 % de revient industrielle, échappent de nouveau presque partout à la loi de l'offre et de la demande et ne chutent plus — ou plus guère — quand s'aggrave le chômage. Les lois sociales, fixant des *minimums* en hausses périodiques et alourdissant les cotisations des salariés, ont pour conséquence de pousser au plus en plus, larges (chômage, conversion, formation professionnelle...) — jouent le rôle d'un cliquet légal à la baisse des coûts de production. Les syndicats font le reste : ils parviennent à maintenir presque intégralement le pouvoir d'achat des salariés, que ce soit par des réductions de 20 %, 30 %, voire davantage (le rouli, cette année, de 8 % des salaires réels en Grande-Bre-

tagne fait pratiquement figure d'exception et explique la offensive en cours (les unions).

L'effondrement des prix des matières premières, qui accompagnait jadis la crise, n'est plus imaginable. L'efficacité de l'OPEP a fait perdre un nombre croissant de producteurs s'entendant pour freiner la baisse des cours en période de mévente et accélérer la hausse le reste du temps. Les matières premières alimentaires n'ont baissé que de 35 % en six mois, après avoir monté de 180 % en quinze ; les matières premières industrielles ont, de même, diminué de 15 % après une hausse de 80 %.

Ne patronent-ils pas le reste : ils ont appris à préserver leurs profits malgré la concurrence féroce des nouvelles entreprises. Hier, l'absence de la publicité leur permettait de faire à leur sollicitation des prix exorbitants. Aujourd'hui, ils ont appris à vendre, à abaisser la chaire de bœuf, à baisser les prix d'autrefois. Sans même rappeler le cas de l'automobile européenne, qui a majoré de moitié ses prix, en pleine dévotion, on doit citer l'écrou récent de l'O.C.D. de l'acier, de 15 à 20 % aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, et un peu moins en France et au Japon. A l'heure actuelle, on ne calcule plus après impôt.

Au total, la forte baisse des coûts de production qui, jointe à la dépréciation du capital ancien, relevait naguère les taux de profit en fin de phase dépressive, incitant les ~~industries~~ à repartir ~~en~~ l'avant, ne se produit plus.

3) La chute de la demande globale. C'est elle qui, dans le processus classique, faisait faillir très fortement les prix, provoquant faillites et chômage mais permettant, en fin de dépression, le redémarrage des affaires. Le consommateur non chômeur pouvait alors profiter de la dépression grâce à l'effondrement des étiquettes. Les prix baissaient tellement au jour d'hui, chaque groupe social pour son propre compte et l'Etat pour tous, à la fois, mais en place.

revenus.

Dans les pays occidentaux, les prestations sociales — dit l'expert — quel que soit l'état de l'économie — représentent part de plus en plus importante des ressources des ménages. Les syndicats veulent donc accroître le pouvoir d'achat des salariés, le patronat veut en bénéficier. Au nom de la harmonie et par solidarité entre classes et races les gouvernements des Neuf rois ont leur rôle d'arbitre en cas de prix agricoles, donc de producteurs et d'exploitants. Et, quand, au lieu de la loi, il y a l'injustice, ils ont le rôle de médiateurs, de calculateurs, d'accordants, de médiateurs, de gendarmes, de gendarmes.

Bref, la décadence ne va plus, empêchant les « équipes actives » d'obtenir de jouer, relancer l'activité dans une optique pour la déprimer. La lutte est inévitable d'un tronc sans quelle que soit la manière.

Ministère gouvernemental
Les Arrivés sur 19 milliards
 L'arrivée des milliards pro-
 venue du tiers-monde réduit de
 moitié la part du gâteau dispo-
 nible pour les pays développés. Il
 demande donc plus de progrès
 régulièrement, mais obtient
 les avantages : même vaut
 les pays en développement.
 de leur travail que l'économie.
 Mais dans un marché pro-
 fessionnel, par les re-
 lations, et dans le...

inconnues ci-dessus, les
conquises par les Japonais
et les Russes, déterminant
moins de 10 ans, le plus
souvent ne peut être s'ag-
rifier que comme les
— les murailles — pr
édifices édifices. Seule
conversion des vers
industries à haute technologie
l'impact de ce qui, versant l'
marque et Japon, les
Mais les
révolution et délaie.
l'époque est
qu'au moins, soit
généralité
l'histoire et l'informa-
— et en supprimant tout d'
— que leur effet de
sur les
dent à été moins durable q
«révolutions» industrielles
tan L
jouera-t-il un plus grand
est
signifie

[illegible]

Les mœurs ont changé depuis 1945, en drant le comportement thérapeutiques. Les vées. Part de l'Europe, la part des gouvernements est prolongée en l'absence inadaptées. Combien dira-t-il en conséquence ?

GILBERT MATHIEU

FILTER CIGARETTES



Marlboro

**CHAMBRE DE COMMERCE
ET
D'INDUSTRIE DE PARIS**

stege

**FORMATION DES CADRES SUPERIEURS
GESTION-DIRECTION**

DUREE : Session plein temps 23 jours.

OBJECTIFS : Pratiquer les techniques indispensables pour diriger l'entreprise.
Se confronter à l'expérience des autres par les exigences du travail en groupe.

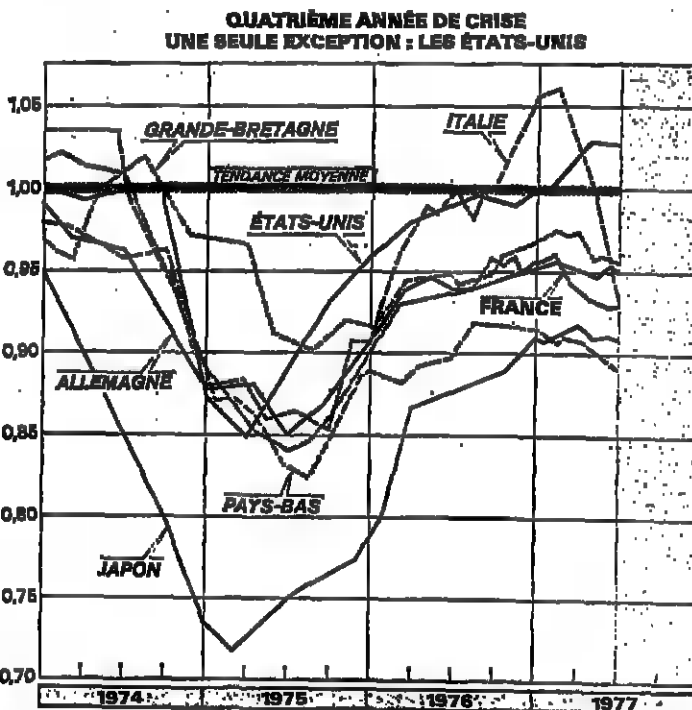
PROGRAMME : Les thèmes majeurs de la direction sont approfondis grâce à un travail interactif entre les participants et les intervenants spécialisés, tous issus d'entreprises : ressources humaines, marketing, production, finance, informatique de direction.

PROCHAINES SESSIONS : du 11/1/78 au 3/2/78
du 7/2/78 au 5/3/78

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

stege

INFORMATIONS :
781, Avenue de la République
75111 PARIS - TEL : 333.01.01

[illegible]

Marlboro

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Comment le projet d'imprimerie Hersant été soutenu par la municipalité de Roubaix

section Nord-Pas-de-Calais (autonome) vient de proposer la mise à la disposition par la mairie de Roubaix d'une ancienne usine textile installée une unité d'impression du groupe Hersant impression des quotidiens *Le Nord* et *Nord-Matin* (le 30 novembre) puis l'avenant de certains éditeurs du *Figaro* et de *France-*

Prouvoit (P.S.), a publié un document expliquant les raisons de son action pour maintenir le quotidien *Nord-Eclair* à Roubaix, où il est imprimé depuis sa fondation. Lors du débat au conseil municipal du 28 novembre, où fut décidée l'acquisition par la ville de l'usine en cause pour y installer *Nord-Eclair*, les onze communistes se sont abstenus et les deux conseillers P.S.U. ont voté contre. Le groupe socialiste a justifié sa position par la nécessité de maintenir des unités économiques dans une ville fortement frappée par la récession.

Avec l'accord du Syndicat du Livre C.G.T.

« La personnalité de M. Hersant, lit-on dans le document, ne doit pas masquer l'intérêt pour Roubaix de maintenir deux cent cinquante emplois, auxquels s'ajouteraient cent cinquante emplois dans les trois ans à venir. Le principe d'intervention de la municipalité dans le domaine économique s'inscrit en toutes lettres dans le programme d'action qui a servi de support à la campagne électorale. On rappelle à cet égard que la décision avait été prise par le groupe Hersant de transférer son imprimerie roubaissienne à Mouscron, en Bel-

S.N.J. constate qu'on se devant une nouvelle opération de développement de son de presse, opération dont les bénéfices financiers sont antérieurs pour lui, puis- diminue en fait le volume ventes qu'il aurait dû nous- il avait eu recours aux journaux du crédit indus-

re part, le parti communiste de Roubaix appelle le 11 sur la presse du Nord, ul, ce centre d'impression, r de nouvelles techniques, à une vaste opération qu'ont menée des citoyens de Roubaix. Il dans cette affaire l'attit- du parti socialiste, qui une usine à Hersant pour son empire ».

la municipalité roubaissienne dirige M. Pierre

L'AVENIR DE ROUSSEL-UCLAF

Hoechst mit uns

prise de contrôle de la pharmacie française sel-Uclaf par le puissant chimiste Hoechst s'est faite au seul bénéfice du t ouest-allemand, comme coup d'affirmation, notamment uche ? Ce n'est pas l'avis tracteur général de Roussel- M. Monod.

cours d'une conférence de e marathon, ce dernier, se en main, a énuméré énormes avantages que, lui, la filiale française e de l'opération. Sans at, jamais le rayonnement roduit Roussel dans le n'aurait été a u s'il S'implanter à l'étranger le temps et surtout des financiers considérables. ntant les réseaux de son (cent trente points de pour la pharmacie et ite-deux usines), Roussel- a économisé l'un et l'autre, et distribue ses produits tngt pays et les fabrique licence dans quatorze

plus, Roussel-Uclaf, prol- l'effet de masse exercé le associé (Hoechst n'est- le numéro un mondial de la ?) a pu renforcer ses is sur certains marchés (ses tortes (Etats-Unis, Allemagne fédérale), s'ot- inal avant de passer porte 'avenir. Un simple visa aux Etats-Unis, par e, est une excellente le visite en Amérique du dans la plupart des pays s-saxons. Or ce visa, l-Uclaf se l'est vu ac- our une crème dermique e d'un corticostéroïde, i ainsi la première labo- française à pouvoir dit- tre-Atlantique un produit s propre marque et non truchement d'un licencié crème, au reste, a se italoire. Dans sa mise a e rôle de Hoechst a été nant, puisque ce sont ses qui en ont exhumé la des archives poussé- de Roussel-Uclaf où elle s enterrée, faute d'argent aner à leur conclusion 'aux entrepris. Enfin, ce core Hoechst, qui aldera à commercialiser le ce nouvel insecticide aux noïdes, le plus puissant catégorie à ce jour et près sans danger pour i et les animaux, contrai- au D.D.T., est appelé à 'ser le marché.

pour M. Monod, une arde du succès de l'atto- ussel-Hoechst repose sur s de la matière grise et utance. La tête et les en quelque sorte. Les ardent : en 1976, Hoechst ipé à hauteur de 9,5 % 're d'affaires consolidé millions de francs) de Uclaf (19 % pour les te produits pharmaceu- t 17 % pour les ventes gar).

uestions viennent cepen- esph. La première est :

Roussel-Uclaf aurait-il mieux réussi avec un autre partenaire ? Pour M. Monod, la réponse est négative. Si Hoechst a la puissance, il ne manque pas non plus de matière grise : les activités, les stratégies et les potentiels de recherche entre les deux entreprises sont complémentaires, ce qui augmente encore l'effet de synergie à long terme. « Dans notre quête d'un partenaire, jamais une pareille complémentarité ne nous est apparue. »

Et les Américains avec qui Jean-Claude Roussel avait pris langue ? « Nous n'aurions jamais eu avec eux que des rapports de valets à patrons. » M. Monod se félicite, au passage, que Roussel-Uclaf n'ait pas cédé aux instances gouvernementales qui avaient tenté de la marier à Rhône-Poulenc. « Où serions-nous à l'heure actuelle ? »

Deuxième question : Roussel-Uclaf aurait-il fait aussi bien sans partenaire du tout ? Non, répond M. Monod. Roussel n'avait pas les moyens financiers pour s'internationaliser. « Est-ce tout à fait exact ? Le groupe avait déjà des filiales internationales, et une série d'événements sont venus bouleverser la structure de son capital. Il y eut d'abord le décès, en 1968, de la mère de Jean-Claude Roussel, qui contraignit ce dernier à trouver un acquiescent pour les parts (20 %) revenant à son frère. Ce fut Hoechst qui les racheta et bénéficia d'une option sur une part supplémentaire du capital. A la mort tragique de J.-C. Roussel, la famille eut besoin d'argent pour régler les droits de succession et Hoechst, faisant jouer son option, lui prêta à des conditions favorables (Pechiney, Aquitaine).

La suite est connue. Pour M. Monod, le temps d'une politique hexagonale est dépassé : « Faisons l'Europe ! » N'oublions tout de même pas qu'en 1969 Bonn s'était opposé avec succès à la prise de contrôle du groupe chimico-pétrolier allemand Gelsenberg par la Compagnie française des pétroles.

Si Roussel-Uclaf venait à être nationalisée, les nouveaux pourvoyeurs seraient bien du mal à « retranscrire » l'affaire, tant son imbrication avec Hoechst devient étroite, après bientôt dix ans de coopération (filiales aux Etats-Unis, en Allemagne et en Autriche et centres de recherche communs). Les objectifs du programme commun, ajoute M. Monod, sont d'ailleurs en contradiction avec ceux poursuivis par la société dans la mesure où celui-ci prévoit un démantèlement du groupe et son association avec les secteurs correspondants d'autres groupes nationaux. Le point de non-retour est-il déjà franchi ? Personne ne pourrait l'affirmer : tout dépend de l'ampleur du « sacrifice » que l'Etat voudrait consentir pour réaliser la politique préconisée par la gauche. Il est vraisemblable que la note serait élevée.

ANDRÉ DESSOT.

Chase aujourd'hui.



Jackie Bensoussan, Vice-Président, Directeur de Service des Changes et de la Trésorerie, Paris.

La banque des "rapports privilégiés" en tête dans le secteur des changes."

Les sociétés multinationales ou nationales de toutes dimensions sont toujours vulnérables aux risques du marché des changes. L'expérience et les références de Chase lui permettent de montrer comment les réduire considérablement. Ses experts cambistes peuvent vous conseiller de recourir aux plus récentes procédures comptables, vous préconiser une stratégie pour vous "couvrir" exécuter la politique des sociétés sur le marché des changes. Les cambistes de Chase disposent des informations les plus "fraîches" pour donner à votre société les avis les plus efficaces sur des marchés de change en perpétuelle évolution. Chase effectue des opérations monétaires et de change sur tous les marchés du monde avec ses établissements de Paris, Londres, Francfort, Genève, Vienne, Athènes, Milan, Luxembourg et Copenhague, liés directement entre eux et avec New York.

Les experts cambistes de Chase ont acquis leur expérience au feu de l'action. Interrogez le responsable du service des "rapports privilégiés" qui vous exposera la qualité des services Chase et les moyens dont elle dispose pour aider votre société.

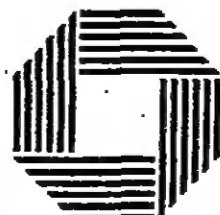
Le réseau Chase
Chase peut vous procurer des capitaux importants en monnaie nationale ou en euro-monnaie, et assure les principaux services bancaires dans plus de 100 pays.

La Chase - Banque de commerce international
La Chase Manhattan Limited, branche de Chase consacrée au commerce international, a son siège à Londres. Elle participe à des placements privés, aux émissions d'euro-obligations et aux principaux emprunts mondiaux pour des pays et des sociétés.

Le financement du commerce international et Chase
Pour complexes que soient les grandes possibilités qui se présentent sur les marchés d'exportation, les spécialistes de Chase mettent à votre disposition leur connaissance approfondie en la matière.

L'information et Chase
Comment prendre des décisions, savoir où vous diriger sans connaître tous les faits ? La Chase World Information Corporation peut fournir ce type de renseignements aux entreprises dans le monde entier et la Chase Econometric Associates fait autorité en matière de prévision économique.

Le département énergie de Chase
Plus de quarante ans d'expérience ont permis à Chase d'avoir la primauté en matière d'énergie et d'être en mesure d'aider à résoudre les problèmes les plus complexes qu'elle peut poser et leur financement.



CHASE

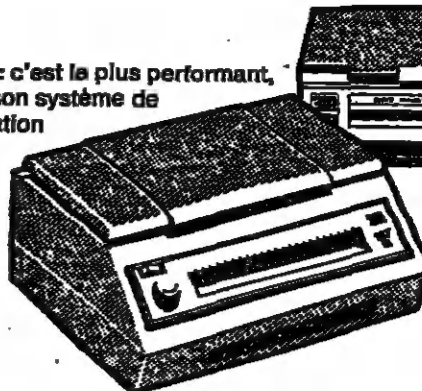
The Chase Manhattan Bank N.A., 41, rue Cambon, 75001 Paris et 2 Quai Saint Antoine, 69002 Lyon et succursales à Amsterdam, Anvers, Athènes, Bari, Belfast, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Düsseldorf, Francfort, Genève, Gand, Guernsey, Hambourg, Liège, Londres, Luxembourg, Madrid, Milan, Munich, La Pirée, Rome, Rotterdam, St. Helier, Salonique, Stuttgart, Vienne, Zurich.

1495 F^{H.T.}

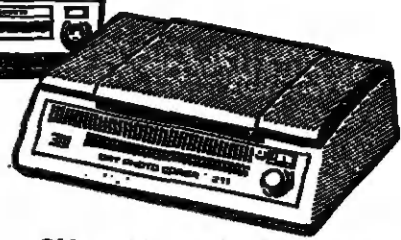
(1758,12 F si vous ne récupérez pas la TVA)

Même en choisissant le 157S
le plus puissant des petits copieurs 3M,
vous ne dépenserez pas plus de 1758,12 F T.T.C.

157 S : c'est le plus performant,
avec son système de
ventilation



001 : un copieur personnel pour
quelques copies par-ci par-là



211 : votre premier équipement
professionnel

BON A DECOUPER
à retourner à 3M France - BP 300 - 95008 Cergy Cedex - Tél. : (1) 021.53.63

M. : Profession :

Adresse : Code postal : Tél. :

Ville :

souhaite obtenir de plus amples renseignements sur les petits copieurs 3M. MO

3M

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ATO CHIMIE MAJORITAIRE CHEZ ROUSSELOT. FAVORISERA UNE POLITIQUE DE DIVIDENDE

A l'issue de la semaine qui a vu la reprise des cotations de Rousselot, Ato Chimie, filiale commune des deux groupes pétroliers Elf Aquitaine et Total, annonce qu'elle détient maintenant 55 % du capital de Rousselot.

Cette majorité permettra aux deux sociétés d'établir entre elles une étroite collaboration et d'assurer le développement de Rousselot, en France comme sur les marchés étrangers, à partir des nombreuses synergies existantes.

Dans son allocution à l'assemblée du 25 novembre, M. Gellon, qui conserve la présidence, a souligné que Rousselot trouvera dans cette alliance (appui industriel) et financier nécessaire à son expansion.

Ato Chimie est particulièrement confiante dans l'avenir de Rousselot. Les bons résultats de 1976 et 1977 devraient se poursuivre au cours des prochaines années et entraîner le maintien d'une politique de distribution favorable aux actionnaires, politique qui a été l'une des principales motivations d'Ato Chimie dans cette opération.

Société Financière Ufiner SOFINER

L'assemblée générale extraordinaire de SOFINER, tenue le 6 décembre 1977, a approuvé l'apport effectué par UFINER-S.M.D., réintégrant ainsi au 1^{er} janvier 1978, des éléments actifs et passifs composant le fonds de commerce d'établissement financier de cette société.

Le Conseil national du crédit, dans sa séance du 24 novembre 1977, ayant donné son accord pour enregistrer SOFINER en tant qu'établissement financier, ces apports ont acquis un caractère définitif.

En conséquence, le capital de SOFINER a été porté de 500 000 F à 35 000 000 de francs par création de 345 000 actions nouvelles de 100 F, jouissance exercice 1977, rendues au rattachement de ses apports à UFINER-S.M.D. qui se trouve ainsi détenir 99,95 % du capital de SOFINER.

Le conseil d'administration, qui a suivi immédiatement cette assemblée, a sur la proposition de M. François Henriet, nommé M. Gilbert Pignon président de la société, M. Henriet, président-directeur général d'UFINER-S.M.D., assurait dorénavant la représentation permanente de cette société au sein du conseil.

Il est rappelé que les autres membres de ce conseil sont la Société lyonnaise des eaux représentée par son président, M. Pierre Chausse, et M. J.-J. Boissard, directeur financier de la Société lyonnaise des eaux.

La gestion de Sofiner est assurée par l'équipe qui collaborait à l'établissement financier développé au sein d'UFINER.

JAEGER

Le groupe Jaeger a présenté en novembre, à Varsovie, dans les locaux de la Compagnie nationale aérospatiale LOT, un choix complet de matériels et d'instrumentation fabriqués par ses différentes divisions et filiales.

Cette démonstration a été suivie avec le plus grand intérêt par les autorités compétentes, qui ont tenu à la faire visiter par un très grand nombre de techniciens, de spécialistes et de responsables dans le domaine des transports civils et militaires.

La presse polonaise a largement rendu compte de cette manifestation.

Un centre pilote permanent Jaeger est créé dans la station technique de la LOT, et des spécialistes de la LOT ne cessent de travailler, en France, avec formation pour se familiariser avec ces matériels.

Il est rappelé que des accords de licence ont été signés en 1976 dans le domaine aéronautique et que les avions Dornier-32 et Tupolev-154 de la compagnie LOT utilisent déjà des instruments de bord Jaeger.

A l'issue de cette présentation, le groupe Jaeger devrait pouvoir compter sur un développement important de ses relations commerciales avec la Pologne.

S.I.M.N.O.R.

Bénéfice au 30 juin 1977 : 5,440 millions de francs, contre 5,440 millions de francs au 30 juin 1976. Abstraction faite des profits exceptionnels (réalisation d'une partie du patrimoine), le bénéfice au 30 juin 1977 est supérieur de 400 000 francs à celui au 30 juin 1976. Le chiffre du premier semestre 1977 : 11,427 millions de francs, contre 10,222 millions de francs en 1976.



CM INDUSTRIES

Société anonyme au capital de 82.791.500 francs
Siège social : 20, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris
R.C. Paris B 542 106 943.

EMPRUNT 10,25 % CONVERTIBLE EN ACTIONS DE F. 84.000.000

Prix d'émission : le pair, soit 240 F par obligation.

Intérêt annuel : 10,25 %, soit 24,60 F par titre, payable le 1^{er} janvier de chaque année.

Pour la période du 5 décembre 1977 au 31 décembre 1978, il sera mis en paiement le 1^{er} janvier 1979 un coupon de 26,42 F par obligation.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 11,21 % (en cas de non-conversion).

Jouissance : 5 décembre 1977.

Durée : 12 ans et 27 jours à compter du 5 décembre 1977.

Amortissement : en 9 tranches annuelles sensiblement égales, à partir du 1^{er} janvier 1981, à des prix progressant suivant l'échéance de 247 F à 300 F.

Amortissement anticipé :

— soit par rachat en Bourse ;

— soit par remboursement de tous les titres restant en circulation, à partir du 1^{er} janvier 1982, si leur nombre est inférieur à 10 % du nombre total des titres émis.

Délai de conversion : à tout moment au gré des porteurs, à partir du 1^{er} janvier 1979.

Rapport de conversion : une action de 50 F nominal pour une obligation de 240 F nominal.

Lieux de souscription : Banque de l'Indochine et de Suez, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Société générale, Banque Odier, Bungeur, Courvoisier, Banque Rothschild, Crédit du Nord, Société de banque et de participations, Caisse des dépôts et consignations, Banque de l'Union européenne, Crédit commercial de France, Société séquanais de banque, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet.

Un certain nombre de mesures ont été prises pour faciliter les souscriptions des actionnaires de C.M. Industries qui souhaitent participer à l'opération. Ces derniers doivent s'adresser, SANS DELAI, à leur banque, et, s'ils ont des difficultés pour se procurer des titres, directement à la direction financière de la société C.M. Industries (Tél. : 329-12-34, poste 107).

Une note d'information, portant le visa de la Commission des opérations de Bourse n° 77-166, en date du 29 novembre 1977, est tenue à la disposition du public :

— soit au siège de la société : 20, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris ;

— soit dans les établissements chargés du placement.

B.A.L.O. du 5 décembre 1977.

Reservation : 225 99 06+

IRAN AIR
Only Sud

PARIS-LONDRES.

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11h 00

BOEING 747 : Vendredi 11h 00

BOEING 707 : Lundi 11h 00

LOCATION CHAINES A NEIGE

AUTO accessoires
85, Av. de la Grande Armée
tél. 250 13 85/87 74 84

ÉTRANGER

UNE PARTIE DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE FINLANDAIS SERA ÉQUIPÉE PAR CIT-ALCATEL

L'administration finlandaise des P.T.T. va équiper son réseau téléphonique interurbain en centraux électroniques « temporels » fournis E 10. La société CIT-Alcatel (groupe C.G.E.) va céder la licence du E 10 à la société Telefeon, dont le capital est réparti à égalité entre le groupe privé Nokia et la firme publique Televa.

Dans un premier temps, quatre centraux seront fabriqués essentiellement avec du matériel importé de France. Par la suite, et avec l'assistance technique de CIT-Alcatel, Telefeon fabriquera sur place la majeure partie des centraux. Le contrat porterait sur 60 millions de francs.

Un accord de principe avait été signé, il y a plusieurs mois, entre CIT-Alcatel et Telefeon, mais son application était subordonnée à l'autorisation des autorités finlandaises. Pour la firme française, il s'agit d'un succès non négligeable. Les E 10 ne seront utilisés qu'en tant que matériel de secours. Les centraux urbains sont généralement du ressort de sociétés communales d'économie mixte qui choisissent librement leurs fournisseurs. Ces centraux urbains sont livrés par Ericsson, Siemens et L.T.T. (dont la filiale française, la Compagnie générale de construction téléphonique, a obtenu deux commandes à Vaasa et Kuopio).

Premier producteur mondial de pétrole et de char L'U.R.S.S. se préoccupe aussi d'économiser l'énergie

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique a consacré au cours des dernières semaines plusieurs articles — dont des éditoriaux de la Pravda — au problème des économies d'énergie, des matières premières et du métal. L'U.R.S.S. passe, à juste titre, pour un pays possédant d'immenses réserves de pétrole et de gaz (toutes ne sont pas encore exploitées ni même sans doute connues), mais pour les ressources énergétiques comme pour les minerais, la Pravda vient de rappeler la « règle » : « Les questions ayant trait à une utilisation efficace des trésors de la nature doivent se trouver consciemment au centre de l'attention des organisations du parti ».

La Pravda invoque la venue de l'hiver pour justifier ses recommandations. C'est cependant la première fois que la Pravda invite ainsi les consommateurs — entreprises ou ménages — à économiser l'énergie. La lutte pour les économies des ressources énergétiques est présentée comme une « affaire d'État ». Cette préoccupation va donc au-delà d'un simple problème saisonnier ou climatique. Le dixième plan quinquennal, qui a commencé l'année dernière, a fixé des normes de

réduction pour les dépenses d'énergie : 3 à 4 % par chaudières et les fours industriels pour la consommation d'énergie d'origine thermique pour la consommation d'énergie et de fuel dans le secteur transports.

La construction « accélérée » de centrales atomiques et hydrauliques

La Pravda indique, d'abord, que la construction « accélérée » de centrales atomiques et hydrauliques permettra de répondre aux besoins en combustibles naires de plus de 100 millions de tonnes en cinq ans. Elle c en outre, la dilapidation malsaine gestion qui, dans l'industrie, entraîne des dépenses abominables le long consommation d'énergie.

Il convient aussi de mieux l'énergie « secondaires » récupérant la chaleur par les centrales, les usines métallurgiques ou chimiques. Cependant, le journal communiste de l'U.R.S.S. demande également de « n'les économies » dans la rante par une « utilisation rationnelle » de l'éclairage de l'éclairage des magasins publicités lumineuses. Enfin, les entreprises produisant des des cuisinières électriques réfrigérateurs, etc., doivent cher à fabriquer un consommateur moins d'énergie.

Sans doute serait-il exagéré de conclure de ces recommandations que l'U.R.S.S. est touchée par la crise de l'énergie au même que les pays occidentaux : démocraties populaires. M partition dans la presse de qui sont devenus, dans l'Ouest, témoins des pitions nouvelles des dirigeants responsables de l'économie soviétique.

DANIEL VET

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC	BLANCÉ	LÉGÈREMENT TÊTÉ	TRÈS TÊTÉ
POURTE	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué
1 carat : 0 g 20	18.200 F	18.700 F	8.200 F	8.200 F
2 carats, le carat	21.800	22.000	11.800	8.800
3 carats, le carat	25.200	25.000	12.200	7.400
4 carats, le carat	28.800	28.500	13.800	8.400
5 carats, le carat	32.800	32.500	15.500	9.500

De toutes les pierres de ce barème, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le sens que vous voudrez leur donner.

GODECHOT & PAULIET

84, AVENUE RAYMOND-BOINCAIRE
PARIS, 84000
ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
BANKING POCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

EA

EUROPEAN ARAB BANK

البنك العربي الأوروبي

VOUS ANNONCE L'OUVERTURE DE SON BUREAU A BAHRAIN

Adresse : Kanoo Building P.O. Box 5888, Manama, Bahrain. Tél. 50600 - Télex 8940/8996
Directeur : Mr. Edward Clifton-Brown

La BANQUE EUROPÉENNE ARABE met à votre disposition son réseau ainsi que son expérience pour :

- votre introduction dans le monde arabe et la promotion de vos investissements,
- toutes vos opérations bancaires : dépôts, change, crédits financiers et documentaires,
- la gestion de votre trésorerie en devises et tout conseil de placement,
- tout service financier dans le marché international des capitaux.

Actionnaires :		
Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development	Bank of Oman	Société Générale S.A. Paris
Bank of Egypt	The National Commercial Bank, Jeddah	Deutsche Bank A.G.
National Bank of Kuwait	Bank of Sudan	Midland & International Bank
Bank of Lebanon pour le Commerce	Bank of Syria	Bank of China Limited
Bank of Liban	Arab International Bank, Cairo	Bank of Communications
Crédit Libano	Arab International Bank, Paris	Fuji Bank Limited
Société Générale Libano-Européenne de Banque	Creditanstalt-Bankverein, Vienna	Industrial Bank of Japan
National Commercial Bank, Tripoli	Société Générale de Banque S.A. Bruxelles	Amsterdam-Postbank

Bruxelles : Avenue des Arts 10 H, Bte 2, B-1040 Bruxelles. Téléphone 219 4230 - Télex 25413/25753/25853
Frankfurt : Münchener Strasse 1, P.O. Box 16280, D-6000 Frankfurt/M. Téléphone 232707 - Télex 41805
London : 28 Gresham Street, London EC2V 7EX. Téléphone 07-606 6069 - Télex 8812047
Cairo Representative Office : 26th July Street No 15, Cairo, Egypt - Téléphone 48888/52491/52579 - Télex

Capital du Groupe : F. Lux. 2 milliards (approximativement US \$ 50 millions).

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les mineurs sont en grève pour la première fois depuis trois ans

Washington. — Cent trente mille américains, membres de la Mine Workers, sont, depuis mardi 6 décembre, en grève. Les négociations engagées le mois d'octobre pour le renouvellement de la convention collective de 1974 ayant échoué. Cette première grande grève des mineurs depuis trois ans, ne peut être comparée avec les véritables grèves nationales qui provoquent des interruptions de production de ce genre, il y a un siècle, lorsque le fameux Lewis, président de l'U.M.W., paralysait pendant dix mois la production du premier charbon national.

grève d'aujourd'hui s'annonce mal. Elle met en lice des mineurs expérimentés. Le syndicat des mineurs — dont le président, M. Arnold Miller, a été réélu l'été dernier — ne compte que la moitié des mineurs américains (contre 70 % en 1974). Les bassins de l'Appalachien, les nouveaux bassins du Wyoming et du Montana ne sont pas touchés par la grève. Les producteurs de charbon, face à l'U.M.W., l'adversaire pas, lui non plus, un de l'industrie, mais une association groupant cent trente petites agglomérations.

différent porte moins sur les 7,80 dollars de l'heure, soit 50 dollars par jour) que sur des questions sociales : le syndicat demande une refonte du système de paiement du charbon, lequel est calculé jusqu'à présent en fonction de la production, la durée du travail effectif, l'âge du mineur, le résultat est que, dans les bassins de production, les prestations sont plus élevées que dans les autres, ce qui entraîne, en 1977, un déficit de 100 millions de dollars.

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

DES BRILLANTS

De notre correspondant

un manque à gagner de quelque 22 millions de tonnes de charbon. Le mécanisme d'arbitrage mis en place par les précédentes conventions collectives, a, en effet, mal fonctionné : quelques six mille tonnes de charbon ont été livrées, les décisions des uns et des autres provoquant une série de grèves locales.

Mauvais moment pour M. Carter

Le syndicat, dont l'autorité sur ses membres s'affaiblit, propose de négocier ces grèves dans le cas où celles-ci seraient votées à la majorité simple des intéressés. L'association des employeurs ne veut pas en entendre parler, de crainte de provoquer des réactions en chaîne. La négociation a échoué, sur ce point, mais le contact, qui n'est pas rompu, reprendra dès jeudi sous l'égide d'un médiateur fédéral.

Hormis ce rôle de routine, le gouvernement n'a pas l'intention d'intervenir dans un conflit qu'il ne grandit d'ailleurs pas trop au tragique pour le moment. Ses conséquences économiques devraient être limitées, puisque la moitié de la production reste assurée et que les principaux utilisateurs, s'attendant à cette grève,

ont accumulé des stocks importants : les aciéries sont assurées de fonctionner pendant deux mois au moins, les centrales électriques près de trois mois.

Cette grève survient pourtant à un mauvais moment pour M. Carter, dont le programme énergétique — toujours en discussion au Congrès — prévoit une augmentation des deux tiers de la production de charbon d'ici à 1985. La production devrait approcher le milliard de tonnes à cette date, à condition que les principaux utilisateurs veuillent bien procéder aux reconversions nécessaires. Les producteurs d'électricité semblent s'y être mis avec plus d'ardeur que les autres industriels, qui en sont souvent dissuadés par les règlements anti-pollution et attendant du Congrès l'abandon des pénalités « anti-pétrole » demandées par le président.

C'est pourtant à juste titre que M. Carter, dans son programme d'avril, faisait valoir l'intérêt du charbon pour la conservation de l'énergie : alors que le pétrole et le gaz naturel représentent les trois quarts de la consommation énergétique des États-Unis, ne laissant que 18 % au charbon, la proportion est inversée en ce qui concerne les réserves. Celles-ci sont constituées à 80 % par la houille, à 7 % seulement par le pétrole et le gaz naturel.

MICHEL TATU.

Nouvelles mesures d'austérité en Norvège

De notre correspondant

Oslo. — Le gouvernement norvégien a proposé le 2 décembre de nouvelles mesures d'austérité destinées à freiner la consommation. Les mesures d'austérité ne sont pas nouvelles, mais le taux d'intérêt des banques va désormais fléchir afin de modérer la demande, et de stimuler l'épargne.

Selon le ministre des finances, M. Per Kleppe, la politique monétaire ne changera pas et la couronne ne quittera pas le serpent européen. La Banque centrale a dû intervenir récemment à plusieurs reprises pour soutenir la monnaie norvégienne.

En modérant la demande, le gouvernement veut aussi limiter les importations qui ont fortement augmenté le mois dernier, alors que les exportations baissent. Les mesures gouvernementales comprennent aussi de nouvelles réductions de dépenses, de 250 millions de couronnes, tandis que les dépenses publiques seront réduites de 90 millions de couronnes.

STEINAR MOE.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Selon l'INSEE

LA HAUSSE DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES NE NUIRAIT PAS À L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

matières premières non liquides ont cessé de représenter une charge pour la balance commerciale française. En outre, l'équilibre des échanges se situe dans le secteur de la balance des paiements, ce qui est une bonne nouvelle.

Ces produits représentent moins de 4 % du produit intérieur brut, si bien que leur influence détermine peu la balance commerciale.

Dans le même temps, les exportations de matières premières non énergétiques ont presque doublé, passant de 10,5 milliards en 1976, triplant en volume et représentant 16 % du total des ventes à l'étranger.

Les exportations de céréales ont presque quintuplé en volume, grâce aux règlements communautaires ; celles de sucre ont doublé, celles de métaux non ferreux pratiquement quintuplé (nickel de Nouvelle-Calédonie réexporté après transformation en aluminium). Résultat : la balance des produits alimentaires est devenue fortement excédentaire à partir de 1968, cette évolution étant toutefois perturbée par la situation du marché mondial (café) et les conditions climatiques en France (sécheresse).

Pour les produits bruts industriels, le taux de couverture a été de 80 % en 1974-1975, contre 71 % en 1962-1964. Au total, le déficit des échanges extérieurs de matières premières non énergétiques (2,4 milliards en 1962-1964, 2,5 en 1968-1970, 0,5 en 1974-1976) a dû être inférieur à 0,3 % du P.I.B. en 1976, la balance ayant bien résisté aux chocs conjoncturels. Toutefois, selon l'étude, cette résistance « ne garantit pas la non-vulnérabilité vis-à-vis d'un produit ou d'un groupe de produits déviants, par exemple, en peu de temps », les exportations

de matières premières représentant l'équivalent des achats de pétrole brut et de gaz.

Vers un excédent !

Cependant, souligne M. Jura, « une hausse des prix des matières premières ne saurait probablement pas d'effet défavorable sur l'équilibre extérieur ». D'une part, cette hausse aurait des effets plutôt bénéfiques sur l'équilibre en volume, en favorisant les exportations (surtout en phase de haute conjoncture mondiale) et en provoquant une baisse des prix des matières premières (décongestion des stocks). De l'autre, les termes de l'échange semblent plus favorables à la France : de 1962 à 1976, les prix à l'exportation ont augmenté légèrement plus vite qu'à l'importation, en raison d'effets de structure ; les marchés des produits vendus par la France sont mieux organisés et résistent davantage à la baisse.

En tout état de cause, une très forte hausse du prix des matières premières, comparable à celle observée sur le pétrole en 1973-1974, apparaît, note l'étude, « peu probable » (difficultés des cartels, existence de produits de substitution). Déjà, de 1973 à 1974, la croissance des prix à l'importation n'a été que de 11,5 % par an. Pour l'avenir, selon une projection effectuée par l'auteur, l'indice des valeurs moyennes à l'importation se situerait à 246 en 1982 (base 100 en 1970), contre 195,9 en 1976 (soit une hausse de 27 % en six ans) ; à l'exportation, cet indice serait à 289 contre 197,3 (+ 47 % en six ans). Les exportations atteindraient alors 137 milliards de francs courants et les importations 143 milliards, soit un excédent de l'ordre de 6 milliards en termes FOB-FOB.

« Ainsi, le renchérissement des matières premières, réclamé par certains pays, ne semble pas constituer un grand risque pour l'équilibre extérieur français. Le danger viendrait plutôt d'un ralentissement de la demande mondiale. »

M. B.

(1) Ce numéro de novembre, qui présente un dossier sur le commerce extérieur de la France, contient trois autres études intéressantes sur la mutation de ces échanges depuis 1970, la vulnérabilité des différents secteurs économiques et les conséquences de chacun pour soi.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Calme

Les affaires sont calmes sur l'ensemble du marché. Les industriels sont soutenus. Progres des fonds d'Etat. Irrégularité des pétroles. Bonne tenue des mines d'or.

VALEURS CLOTURE 5 12 6 12

British Petroleum 548 548

Imperial Chemical 386 386

Shell 548 548

Westminster 181 181

En dollars U.S., net on prime sur le dollar britannique.

NEW-YORK

Nouvelle baisse

Les cours ont encore fléchi lundi à Wall Street, où, à l'issue d'une séance peu active, l'indice Dow Jones a perdu 2,95 points pour s'établir à 231,03.

Le volume des transactions s'est élevé à 19 millions de titres, contre 21,6 millions à la veille.

Sur 1 892 valeurs traitées, 973 ont baissé, 567 ont légèrement progressé, tandis que 352 restent inchangées.

Les opérations dites « d'habillage des bilans » ont commencé, aboutissant, comme chaque année, à des ventes à caractère fiscal qui ont pesé sur la tendance d'ici à fin de l'année.

Mais, outre ces départs d'ordre technique, le marché a dû faire face à des ventes de précaution, liées à la perspective du climat social outre-Atlantique. En dépit des interventions officielles, les mineurs de charbon ont décidé de cesser le travail, ce qui constitue, en théorie, une menace pour l'économie ; en fait, tous les utilisateurs ont constitué des stocks importants.

Indices Dow Jones : transports, 21,74 (-0,63) ; services publics, 112,80 (-0,03).

VALEURS COTATIONS 5 12 6 12

Alcoa 43 1/4 43 1/8

A.T.T. 58 1/4 58 1/8

Boeing 28 1/4 28 1/8

Chase Manhattan Bank 29 7/8 29 7/8

Deutsche Bank 117 3/4 117 3/4

Exxon 46 1/2 46 1/8

General Electric 40 1/2 40 1/8

IBM 244 1/2 244 1/8

Kodak 30 1/2 30 1/8

McDonald 65 1/2 65 1/8

Merck 73 1/2 73 1/8

Philips 27 1/2 27 1/8

Rockwell 19 1/2 19 1/8

Sperry 38 1/2 38 1/8

U.S. Steel 20 1/2 20 1/8

Westinghouse 18 1/2 18 1/8

Xerox 47 1/2 47 1/8

BOURSE

Les activités de la Bourse de Paris seront perturbées cette semaine

Le fonctionnement de la Bourse de Paris sera très perturbé cette semaine. Déjà la quasi-totalité des cotations n'ont pu avoir lieu lundi 5 décembre, un arrêt de travail ayant été décidé pour permettre au personnel de la Compagnie des agents de change de se prononcer, à bulletin secret, sur l'opportunité de déclencher une « semaine d'actions diversifiées ». À l'issue du vote organisé par l'ensemble des syndicats, le principe d'une série de débrayages étalés sur toute la semaine a été accepté. Mardi, les cotations n'ont commencé qu'à 13 h. 30 au lieu de 12 h. 30, jeudi une grève totale aura lieu, et vendredi les cotations seront arrêtées à 13 h. 30, une heure après l'ouverture de la séance. Les syndicats réclament une augmentation du pouvoir d'achat et une refonte de la grille des salaires. Ajoutons que les probabilités d'emploi continuent à empoisonner l'atmosphère dans une profession très affectée par la crise de la Bourse.

Par ailleurs, les quelques valeurs étrangères cotées, actions la bonne tenue de Philips, West Driffield et De Beers.

Le marché de l'or a également fonctionné. Le lingot s'est traité à 25 350 F (+ 50 F) et le napoleon à 247 80 F (+ 20 F). Le volume des transactions a diminué, revenant de 2,63 à 2,05 millions de francs.

Dans les milieux professionnels, l'or estime que, si l'activité avait été normale, la tendance se serait alourdie, ne serait-ce qu'en raison des résultats des sondages électoraux peu favorables à la majorité.

MONNAIES

La spéculation s'intensifie contre le dollar

Nouveau recul du franc par rapport au deutschemark

La crise du dollar s'est aggravée mardi 6 décembre sur les marchés des changes, où la chute de la monnaie américaine, déjà très rapide lundi, s'est encore accélérée mardi. Dans un climat de grande nervosité, les records de baisse ont à nouveau été battus.

A Francfort, où le « plancher » de 2,20 DM a été crevé en début de semaine avec une extrême facilité, le cours du dollar a baissé de 2,18 DM à 2,16 DM, puis de 2,16 DM à 2,15 DM, pour finir à 2,14 DM.

A Paris, une fois de plus, le dollar a baissé beaucoup moins que prévu. Le franc s'est établi à 2,14 F contre 2,15 F, soit une baisse de 0,01 F.

A l'évidence, la spéculation à la baisse du dollar et la hausse des monnaies fortes s'intensifient.

DEPUIS UN AN

Le franc a baissé par rapport à cinq monnaies sur sept

Voici l'évolution des cours des principales monnaies à Paris depuis un an. Comme on le voit, cinq monnaies sur sept se sont valorisées par rapport au franc, de 5,7 % pour le DM et de 11,3 % pour le franc suisse. La monnaie française n'a amélioré sa situation qu'à l'égard de deux devises malades : le dollar et la lire italienne.

CAS OU LE FRANC A BAISSE

Monnaie	Fin nov. 1976	Le 6 déc. 1977	Différence
Franc suisse	2,045	2,277	+ 11,3 %
Livre sterling	8,27	8,86	+ 7 %
Deutschemark	2,07	2,2090	+ 6,7 %
Franc belge	0,135	0,14	+ 3,5 %
Florin	1,98	2,036	+ 2,3 %

CAS OU LE FRANC A MONTE

Monnaie	5	4,8365	- 4,27 %
Dollar	0,0577	0,0552	- 4,27 %
Lire italienne			- 1 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Bas	Haut	Bas	Haut	Bas	Haut	Bas	Haut
\$ E.-U.	4,8180	4,8210	+ 140	+ 100	+ 280	+ 310	+ 430	+ 580
£ Can.	4,3640	4,3680	+ 100	+ 130	+ 190	+ 230	+ 370	+ 430
£ Ster.	8,9940	8,9980	+ 120	+ 150	+ 250	+ 300	+ 450	+ 550
D.M.	2,2190	2,2220	+ 105	+ 140	+ 230	+ 270	+ 400	+ 490
Fr. S.	2,0410	2,0430	+ 50	+ 75	+ 120	+ 150	+ 220	+ 280
Fr. B.	14,1320	14,1330	+ 280	+ 30	+ 90	+ 45	+ 350	+ 1070
F.S.	2,2780	2,2820	+ 145	+ 160	+ 305	+ 340	+ 490	+ 1015
£ Ir.	1,5120	1,5130	+ 310	+ 340	+ 660	+ 700	+ 1020	+ 1110
£ N.	8,8580	8,8600	+ 240	+ 260	+ 590	+ 640	+ 1140	+ 1380

TAUX DES EURO-MONNAIES

Devise	3 1/2	4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/2
D.M.	3 1/2	4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/2
S.U.S.	6 1/2	6 3/4	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/2
Fr. S.	10 1/4	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Fr. B.	1 1/4	1 3/4	1 3/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4
£ (1000)	15	15	15	15	15	15	15	15
£ (100)	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
Fr. franc	15	15 1/2	15	15 1/2	15	15 1/2	15	15 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

PROMOTION Spécial CADEAUX

CULATRICES et MONTRES ELECTRONIQUES

Montre « Grande Marque » : 4 opérations 39,5 580 F

Montre « Grande Marque » : 4 opérations 99,5 5586 F

Montre « Grande Marque » : 4 opérations 195,5 2000 F

Montre « Grande Marque » : 4 opérations 59,5 690 F

Tous ces articles sont vendus avec garantie.

AUBERT ELECTRONIC

41 St-Germain, PARIS (5^e)

TELEX INSTRUMENTS - NEWELL - PACKARD - SHARP

CANON - CASIO - ROKWELL - COMBODINE

et Metro Maubert - 325.88.80

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
— Entretien avec Etienne Bon-
lieux (11).
3. ÉTRANGER
— La constitution du gouverne-
ment régional de Catalogne.
4. EUROPE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
5. DIPLOMATIE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 6-7. AFRIQUE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
8. PROCHE-ORIENT
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
9. ASIE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 10-12. POLITIQUE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
13. LIVRES POLITIQUES
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 14-15. SOCIÉTÉ
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
16. JUSTICE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
18. EDUCATION
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Page 19 et 20
— Dix ans de greffes cardiaques.
— L'agitation à Miraflores aux
Andes.

21. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 22-25. CULTURE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
26. L'ÉVÈNEMENT
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 30-32. RÉGIONS
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.
- 42-47. ÉCONOMIE
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-ÉMISSION (27)
— La Roumanie, Sports des
Balkans (1), par Manuel
Luchet.

Rendez-vous chez Rodin
qui s'affirme actuellement
comme le magasin de
tissus "idéel"...

TISSUS D'AMEUBLEMENT "DÉCORATION"

- Châles, toiles et douppes,
imprimés anglais et américains
- Tapis et tapisseries à relief
écru - blancs - bruns.
- Jacquards et papiers, dessins
et coloris nouveaux.
- Nouveaux velours unis, "style
80s" et jacquards.
- Tissus de style, lampes et
tapisseries.

de 25F à 185F le mètre
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

FABRICANT CRÉATEUR ARTICLES CADEAUX

BIJOUX OR
AU POIDS
PRIX PAR QUANTITÉS
MADAME Paris - Tél. 770-44-06
1, rue Saint-Lazare, Paris (9^e)
(1^{er} étage)

A B C D E F G

LES CONFLITS SOCIAUX

Négociations à la S.N.C.F. pour tenter d'éviter la grève

L'ensemble des fédérations syn-
dicales de cheminots devaient
être reçues ce mardi 6 décembre
après-midi par la direction du
personnel de la S.N.C.F. Cette
réunion porte sur les conditions
de la mise en place progressive du
système d'agent unique par train,
réforme qui est à l'origine du
préavis de grève déposé par les
fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O.
et C.F.T.C. du jeudi 8 décembre
à 30 heures au lundi 12 décembre
à 6 heures (Le Monde du 6 décembre).

La réforme envisagée par la
S.N.C.F. avait été portée à la
connaissance des dirigeants syn-
dicaux en plénières successives, le
27 juillet. Dès le début de sep-
tembre, l'ensemble des syndicats
avaient manifesté leur hostilité à
ce projet, affirmant qu'il aboutirait
à la suppression de 10 000 emplois. Une première grève
avait été alors évitée de justesse,
la direction ayant eu cours d'une
réunion organisée le 8 septembre,
apporté un certain nombre d'apai-
sements aux syndicalistes. Mais,
selon la C.F.T.C. qui n'a pas
signé l'accord salarial pour 1977

(1) L'accord salarial pour 1977 a
été signé à la S.N.C.F. le 15 octobre
par F.O., la C.G.C., la F.G.A.A.C.
(agents de conduite autonome) et
la F.M.C. (maîtrise et cadres). La
C.F.T.C., hostile au système de cal-
cul de l'évolution en masse salariale,
qui se traduit, entre-elles, par un
blocage du pouvoir d'achat, n'a pas
signé l'accord, pas plus que la
C.G.T. et la C.F.D.T.

ANCIEN AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A PARIS

M. David Bruce est mort

Une grande figure de la diplomatie américaine disparaît.
M. David Bruce a succombé, le 5 décembre, à une crise cardiaque,
quelques heures après son admission à l'hôpital de Georgetown
University, à Washington. Il appartenait à cette race de patriciens
— les Harriman, les Bunker et quelques autres — qui servaient
avec distinction la politique étrangère des États-Unis, contraints
par les événements à prendre une dimension mondiale avant
d'avoir formé le personnel adéquat à cette tâche.

Né le 12 février 1888 à Balti-
more, au sein d'une famille de
notables du Maryland (la père
siégea au Sénat des États-Unis
de 1924 à 1932), M. Bruce entra
en 1910 au Département d'État
et fut nommé ambassadeur à
Paris (1949-1951), puis sous-
secrétaire d'État pendant quel-
ques mois. En 1953, il revint à
Paris comme observateur améri-
cain attaché à ce qui ne devien-
dra jamais la Communauté euro-
péenne de défense (C.E.D.), après
l'échec de cette dernière, auquel
son excès de zèle avait involon-
tairement contribué, il repré-
sentera son pays auprès de la
Communauté européenne du
charbon et de l'acier (C.E.C.A.).

En 1957, le président Eise-
nhower le nomma ambassadeur
en République fédérale d'Alle-
magne. F. Kennedy lui
offrit en 1961 l'ambassade de
Londres, qu'il garda pendant
huit ans. De juillet 1970 à
août 1971, il dirigea la délégation
américaine aux négociations de
paix avec le Vietnam : c'est son
quatrième séjour officiel à Paris.
Le président Nixon annonça, en
mars 1973, qu'il confiait à
M. Bruce la charge d'ouvrir l'Of-
fice de liaison des États-Unis à
Pékin, mission délicate que ce
dernier assumera jusqu'en sep-
tembre 1974. Ce n'est pas en-
core la retraite pour M. Bruce, qui,
agé alors de soixante-seize ans,
sera douze mois durant le repré-
sentant permanent des États-
Unis auprès de l'O.N.U.

Ce gentleman qui son style et
sa fortune mettaient au-dessus
des positions les plus élevées
était chevalier de la Légion
d'honneur, et avait été élu, en
février 1970, associé étranger de
l'Académie des sciences mo-
rales et politiques. — A. G.

LES OUVRIERS DU DÉPARTEMENT 38 DE RENAULT ONT REPRIIS LE TRAVAIL

Tous les ouvriers de fabrication du
département 38 ont repris le travail,
ce mardi matin 6 novembre. À l'usine
Renault de Boulogne-Billancourt,
mis en chômage technique le 4 octo-
bre en raison de la grève d'une cen-
taine de manifestationnaires de ce
département, les huit cents ouvriers
de fabrication avaient refusé de
rejoindre leur poste le 7 novembre,
après la fin de ce conflit. Ils esti-
maient insuffisante l'indemnisation
à 55 % des heures de travail perdues
proposée par la direction. Cette der-
nière venant de négocier plus
avant, une partie d'entre eux avaient
retrouvé leur poste, le 24 novembre.
M. Bernard Venier-Paillet, R.-D.S.
de l'entreprise nationale.

Entre-temps, la moitié environ des
huit cents ouvriers avaient cessé
leur mouvement. Par 297 voix contre
13, sur les 280 votants présents, les
autres ont accepté, lundi, de repré-
senter le travail ce matin, après avoir
obtenu une avance et la possibilité
de récupérer les heures perdues le
samedi matin.

La Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. regrette

de ne pas avoir obtenu un accord avec les mé-
tallurgistes C.G.T. sur les moyens
de poursuivre en commun l'action
revendicative. « Ne pouvant ad-
resser la situation », la
F.M.C.-C.F.D.T. appelle « l'en-
semble des travailleurs et des
travailleuses à se mobiliser pour
faire du 20 décembre une journée
nationale d'expression et de mo-
bilisation sur les problèmes de
l'emploi ; à participer en masse
à l'arrêt de travail national d'une
heure minimum, que les propo-
sitions des organisations de la
F.G.M.-C.F.D.T. d'ici au 15 jan-
vier 1978, afin de débattre des
sujets à donner à l'action en-
gagée ».

A L'E.G.F. LES SALAIRES ONT ÉTÉ AUGMENTÉS DE 1 % AU 1^{er} DÉCEMBRE

Les salaires des électriciens et
généralistes ont augmenté de 1 % à
compter du 1^{er} décembre, ce qui
porte à 9,1 % le total des ma-
jorations depuis le début de l'année.
D'après ces données, la hausse
des prix a été d'environ 8,8 %
(indices officiels).

Des sommes forfaitaires uniformes
de 160 francs ont été versées à ces
salariés, en attendant l'ajustement
définitif des comptes.
Ces décisions ont été prises, le
6 décembre, après entente entre
la direction et les syndicats signa-
taires de l'accord salarial 1977
(F.O., C.F.T.C. et U.N.C.M.-
U.C.T.).

Les accords signés dans le secteur
public ont pour résultat essentiel de
maintenir le pouvoir d'achat à un
niveau constant par rapport à l'évo-
lution de l'indice officiel des prix.
Au contraire, dans la fonction pu-
blique, où il n'y en a pas, le rattrapage
se fera de 4,5 % à 9,7 % de la
maîtrise salariale totale. Ce
qui, déclare le signataire, justifie
leur approbation du contrat.]

10 à 15% sur calculatrices Texas Instru- ments chez Duriez

Calculatrices scientifiques à technique
très avancée : notation A.O.S. (la plus
proche de l'écriture). Précision. Calculs
internes écoulés avec 3 chiffres de plus
que l'affichage. Module taille moyen.
de sucre interchangeable contenant jus-
qu'à 5.000 pas programmés.
Aussi en discount : Sharp et Casio,
12 à 25%. Offres valables du 5 au
25 décembre 77. En stock également :
Hewlett-Packard.
Chez Duriez satisfait sous 8 jours ou
remboursé. 132, bd St-Germain (Odéon).

LATREILLE LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

Fourrures
Peaux laines
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6^e
PARIS (6^e)

L'ENLÈVEMENT DE M. REVELLI-BEAUMONT

Le tribunal de Madrid rejette la demande d'extradition formulée par la F. contre sept Argentins et un Italien

Le tribunal d'audience de Madrid a refusé, lundi 5 dé-
cembre, d'accorder au gouvernement français la demande d'extradi-
tion formulée à l'encontre de sept ressortissants argentins et
un Italien soupçonnés d'avoir participé au rapt de M. Lucien
Beaumont, ancien directeur général de Fiat-France, en
13 avril à Paris et libéré le 11 juillet.

On ignore encore pour quelles
raisons la justice espagnole n'a
pas fait droit à la demande fran-
çaise, l'arrêt n'ayant pas encore
été rendu public, mais les magis-
trats ont sans doute retenu la
principale argumentation des dé-
fenseurs, à savoir que l'enlève-
ment avait un caractère politique
en raison de la personnalité des
personnes arrêtées, des militants
d'extrême gauche réfugiés en
Espagne.

Six des huit inculpés ont été
libérés de la prison de Carabanchel,
la décision du tribunal de
l'audience nationale étant immé-
diatement exécutoire et non sus-
ceptible d'appel. Quant aux deux
autres, une femme était en liberté
provisoire et le huitième fait l'ob-
jet d'une demande d'extradition
du gouvernement argentin.

Ces huit personnes avaient été
arrêtées à la fin du mois de juillet
en Espagne. Quatre d'entre eux,
MM. Carlos Alberto Arbelo, He-
ctor Iriarte Jurio, Luis Alberto
Ramos et Alfredo Mario Roca,
tous de nationalité argentine,
avaient été interpellés à Madrid
le 24 juillet ; les autres, MM. Vic-
tor Cesar Casella, Horacio Fran-
cisco Roca, considéré comme le
cerveau du groupe, et son épouse,
Maria Evangelina Gonzalez, éga-
lement de nationalité argentine,
et M. Vincenzo Giarratana, res-
sortissant Italien, avaient été
arrêtés le 22 juillet sur la Costa
del Sol, à Marbella.

Politique et droit commun

C'est à la suite d'appels télé-
phoniques entre l'Espagne et la
Suisse que les policiers avaient
localisé les personnes soupçonnées
d'avoir participé au rapt de
M. Revelli-Beaumont. Au cours
d'une perquisition effectuée à
Marbella, les enquêteurs avaient
découvert des billets provenant
de la rançon de 2 millions de dol-
lars versés en Suisse. Les trois
quarts de cette rançon, soit
1.500 000 dollars, avaient été
retrouvés dans les coffres de trois
banques genevoises.

La participation de la plupart
de ces hommes au rapt du direc-
teur général de Fiat-France n'a
jamais fait de doute pour les po-
liciers espagnols. M. Roca et
Roca avaient même reconnu avoir
été mêlés à cette affaire. Les
Argentins étaient tous des réfu-
giés politiques. Trois d'entre eux,
notamment M. Roca, Arbelo et
Roca, avaient été arrêtés en 1963
en Argentine et accusés d'avoir
participé, le 29 août de la même
année, à l'attaque d'un fourgon de
l'hôpital de Buenos-Aires trans-
portant des fonds. Ce coup de
main avait été revendiqué par le
« Mouvement nationaliste révo-
lutionnaire Tacuara ».

Le numéro du « Monde »
daté 6 décembre 1977 a été tiré
à 588 322 exemplaires.

PARDESSUS CACHEM

865 F - 3 coloris au

Avec la garantie

D'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

dans un choix

de 3.000 draperies

à partir de 761 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND Tail

27, rue de la Chapelle PARIS

pardessus NICOLL

Toute une sélection
de tissus haute qualité

depuis 950F

Heureusement, il y a encore Nicol pour maintenir
le charme de la tradition anglaise du vêtement masculin.

29, rue Tronchet, Paris 8^e

VACHERON CONSTANTIN chez JACQUES TOUR VOTRE AMI JOAILLIER

9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

Quand la beauté est aussi la sagesse.

Chaumet Joaillier

Chaumet c'est un univers

CHAUDET • L'ARCADE • LES TEMPORELLES
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82

فكزا من الأصل